

الشرق الأوسط

LE MONDE

N° 405 - 34^e année DÉCEMBRE 1987

28 pages 15 F

Algérie : 6 DA Gr.-Bret. : 1,10 £
 Arabie : 19,00 F Irlande : 1,70 £
 Belgique : 85 FB Italie : 3 500 lire
 Canada : 2,25 \$ C. Mex. : 14,50 dz.
 C.-Fr. : 990 F CFA P.-Bas : 5,00 Ft.
 Espagne : 270 P. Suisse : 900 F CFA
 E.-U. : 2,50 \$ US Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 23

diplomatique

Nouveaux élans
de la
création africaine

(Pages 22 à 24.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE MENACE LA DÉMOCRATIE

Le triomphe de la déraison

Par CLAUDE JULIEN

TOUTE logique a été mise hors jeu. Bien qu'il ait fait de l'équilibre budgétaire un dogme sacro-saint, grâce auquel l'Amérique retrouverait sa puissance, le président Reagan a, au fil des ans, creusé les déficits. Sous le choc du « lundi noir », il se montre soudain prêt à s'attaquer au mal par une augmentation des impôts. Puis une légère remontée à Wall Street suffit à dissiper cette tardive sagesse. Une rechute l'incite heureusement à envisager quand même une ponction fiscale. Ballotté par des courants incertains, il y renonce au vu des résultats du commerce extérieur, un peu moins mauvais en septembre (- 14,08 milliards de dollars) qu'en août (- 15,7 milliards). Puis il revient à de meilleurs sentiments, etc.

veaux rapports stratégiques en Europe, et l'esprit enfin dégagé, il se concentre sur l'essentiel : ces « affaires » aux relents nauséabonds...

De même que les cambistes ont l'œil rivé aux variations horaires du mark et du yen, de même une courte pensée épouse les fluctuations de la politique au jour le jour. Le plus fier capitaine,



dans ces conditions, ne saurait garder le cap. Navigation à vue, telle semble bien être la consigne. Rien de grand, rien de solide ne se fait pourtant sans effort continu, sans obstination, sans durée. L'heure est à l'improvisation, à l'intuition du moment. Les mauvais résultats ne pourront surprendre personne.

Qu'une boussole désorientée gouvernât l'économie et l'intérêt national ne serait peut-être pas trop grave si l'on ne savait d'expérience que la déraison des élites désemparées engendre toujours la déraison populaire. Déjà, sous tous

les cieux, apparaissent les signes qui témoignent d'un retour en force du délire, des illuminations, de l'irrationnel (voir page 14 l'article d'Ignacio Ramonet). De la même manière, dans les années 30, l'effondrement économique (cohorte de chômeurs, files d'attente aux soupes populaires, familles à la rue) et la montée outre-Rhin de la menace militaire avaient fait resurgir les croyances ésotériques, les prophéties de Nostradamus et de sainte Odile, les pratiques divinatoires. L'incertitude du lendemain suscite un élan vers le surnaturel, l'inquiétude s'apaise dans l'évasion vers le trompeur réconfort de la magie.

Dans le chaos économique et le fracas des armes que l'on fourbissait, le pire, voilà un demi-siècle, se manifesta par l'explosion des plus viles passions. Avec leurs commandos de choc, les lignes fascistes exacerbaient les pulsions chauvines et racistes. Comme aujourd'hui, le débat d'idées faisait place à l'invective, s'estompait derrière les scandales, cédait sous l'insulte. Certains s'acharnaient à désigner des boucs émissaires : les « rouges », le Front populaire, Léon Blum et sa « vaisselle d'or », les juifs... Ainsi l'Europe cheminait-elle vers le plus atroce des conflits. Les charniers en sont à peine recouverts, et, déjà, recourant aux mêmes vieilles méthodes, des irresponsables ramènent le chaos avec leurs slogans simplistes, salissent leurs concurrents, cultivent la haine de l'étranger.

Déraison sans excuse, mais non sans causes. Or les causes s'accroissent depuis trop longtemps pour qu'une population, moins résignée qu'on ne le croit, ne finisse par se poser des questions. Nous voyons déjà le « bout du tunnel », affirmerait-voilà deux lustres un président de la République - et le nombre de chômeurs allait tripler. Entre-temps, bien d'autres promesses ont porté les fruits que l'on sait. Du coup, les citoyens sont tentés de mettre en doute les compétences non seulement des chefs d'entreprise, mais aussi des responsables politiques. Dans les années 30, la foi en la démocratie avait ainsi été atteinte en même temps que la confiance en un système économique qui s'écroulait.

(Lire la suite page 10.)

LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE

Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev

La signature du traité avec Washington sur le démantèlement des euro-missiles est à coup sûr un succès pour la diplomatie soviétique. Cependant, engagé dans une réforme aux intentions radicales dans son propre pays, M. Mikhaïl Gorbatchev affronte ce qu'il nomme la « phase critique de la perestroïka ».

Les résultats économiques pour 1987 ne confirment pas les améliorations de l'année précédente et, à la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, le « lâchage » obligé de M. Boris Eltsine, chef du parti à Moscou et ardent militant du renouveau, indique que - sans nécessairement perdre l'initiative - M. Gorbatchev a, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1985, cédé du terrain face aux adversaires des changements radicaux.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

« KTO KAVO ? » (« Qui l'emportera ? ») : la célèbre question de Lénine est à nouveau projetée au cœur de l'actualité. Qui, des partisans ou des adversaires, actifs ou passifs, et désormais plus actifs que passifs, de cette perestroïka (restructuration) que M. Mikhaïl Gorbatchev est l'un des rares dirigeants soviétiques à qualifier de « révolution » (1) ?

La question n'est pas seulement posée au bureau politique, au sommet de la hiérarchie de l'État-parti. Elle l'est à tous les échelons de l'appareil et dans toute la société. Qui est avec qui, et pour faire quoi ? Question présumée il y a moins d'un an, lors des premiers bouleversements de l'ère Gorbatchev, elle a pris, spécialement au cours de l'été 1987, une consistance et une acuité sans précédent. D'une année, d'une saison à l'autre, que de changements !

Il est bien révolu le temps de l'immobilisme à Moscou. Si rien n'a réellement changé dans le mode de vie, le fonctionnement de l'économie, les apparences de la rue, le climat intellectuel et politique évolue, lui, d'un mois à l'autre. Une sorte d'état de grâce avait entouré M. Gorbatchev depuis son accession au pouvoir en mars 1985. Le premier secrétaire du Parti communiste devait, certes, livrer de rudes batailles pour installer « ses » hommes ou convaincre ses pairs, mais l'état lamentable de l'économie et l'absence de solutions imposaient un consensus au sommet en faveur du changement. Comme dernière chance pour le système d'éviter une crise grave.

Les intellectuels critiques pouvaient bien afficher leur scepticisme : les vagues de la *glasnost* (transparence), porteurs d'une renaissance culturelle, ne pouvaient qu'attirer toujours plus de sympathie, voire d'engagements personnels concrets. La plus grande partie de la population restait à l'écart, attendant de juger sur pièces en termes de mieux-vivre, mais le savoir-faire médiatique de M. Gorbatchev, ses succès sur la scène internationale, ses rudes paroles et parfois ses actes dirigés contre des bureaucrates honnis, les *mafiosi* du parti, lui assuraient une indéniable popularité.

L'ensemble se donnait une façade d'unanimité que M. Gorbatchev lui-même entretenait, du moins dans ses discours publics, en gommant l'évidence des différenciations sociales face au changement, voire des oppositions politiques dont la réalité fut implicitement reconnue lorsqu'on reprocha à un dirigeant déchu, M. Boris Eltsine, d'avoir cherché à créer une « scission » dans le parti (2).

DEPUIS l'été 1987, l'état de grâce n'est plus, et l'horizon de la perestroïka s'assombrit. Les enthousiastes, les intellectuels critiques, déjà accoutumés à une liberté d'expression dont ils n'auraient pas rêvé il y a deux ans, sont lassés de la nouvelle « magie des mots », pressés de voir s'élargir le champ de la parole libérée mais, surtout, celui des actions concrètes.

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987, 89 F.
 (2) *Pravda*, 13 novembre 1987.

TUNISIE : LA II^e RÉPUBLIQUE
 Comme à Paris naguère, un général inaugure une nouvelle République, à Tunis. Pourra-t-il exorciser les démons qui ont fait en quelques années d'une nation riante un pays crié ? Un dossier réalisé par Habib Boularès, Paul-Marie de La Gorce et Philippe Rondot.

GAULLISME ET MONDE ARABE 20 ANS APRÈS
 Que reste-t-il des relations privilégiées tissées par Charles de Gaulle avec le monde arabe ?

URSS-LIBAN : LUNE DE MIEL
 L'URSS de Gorbatchev séduit des chrétiens libanais naguère irréductiblement pro-occidentaux. Une étonnante convergence...

BANQUES ARABES : LE REFLUX ?
 Implantées à Paris dans une période de boom, les banques arabes sont aujourd'hui confrontées à des défis qui menacent leur existence même. Une enquête réalisée par Nabil Frangé, Jean Dabaghy et Pierre-Guillaume Ullmann.

LES FRANÇAIS CONQUIS PAR L'ORIENT
 Tahar Ben Jelloun, lauréat du Goncourt. Kenzî Mourad (*De la part de la princesse morte*) et Amine Maalouf (*Léon l'Africain*) battent des records de vente... Depuis quand, pourquoi, comment le public français est-il séduit par l'Orient ?

dans le numéro de décembre 1987 en vente en kiosques et en librairies.
 Arabes, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14
 Abonnement : 300 FF. Étudiants : 250 FF

DANS CE NUMÉRO : Une civilisation qui vacille

Le retour en force du réel - après le choc boursier du 19 octobre et devant les menaces de la récession - surprend tous ceux qui, sous l'effet d'hypnose de l'information-spectacle, s'étaient longtemps plongés sur les confortables nonchalancesses d'une « ère du vide et de l'éphémère ». L'abandon des impératifs logiques - en économie mais aussi en politique - a conduit à une crise de la pensée et, selon Claude Julien, au « TRIOMPHE DE LA DÉRAISON » (pages 1 et 10 à 13).

LA PAVANE DE L'IRRATIONNEL
 Déraison ? Comment qualifier autrement le fait que, malgré le poids de son endettement, « LE TIERS-MONDE FINANCE LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS RICHES » (pages 8 et 9) ? Et que dire lorsque ces pays, déjà opulents, découvrent « L'ART ET LA MANIÈRE DE CONVERTIR UNE DETTE EN PACTOLE » pour leur exclusif profit (pages 8 et 9) ?

De si déraisonnables attitudes ont permis le mouvement boursier et favorisé la récession. Avec celle-ci, « VOICI REVENIR LE TEMPS DES MAGiciens » et ce goût pour les régressions destructrices qui sont « LES SIGNES DU DÉCLIN » (pages 14 et 15). D'autant que « LES LENDMANS INDUSTRIELS SEMBLENT HYPOTHÉQUÉS PAR LE LAISSER-ALLER LIBÉRAL » (pages 16 et 17).

CRAQUEMENTS A L'EST
 Moins de déraison dans les pays de l'Est ? Pas sûr, si l'on considère qu'arrive « LA FIN DE L'ÉTAT DE GRACE POUR M. GORBATCHEV » et qu'à nouveau, en URSS, les opposants aux réformes sortent de l'ombre (pages 1, 8 et 7).

Ces mêmes forces, en Chine, freinent la marche « VERS UN TROISIÈME PAS HISTORIQUE » après le congrès du parti. Alors que des crises de plus en plus violentes éclatent entre « ÉTHIOPIE, ENCORE » (page 28). Et dans l'interminable conflit du Proche-Orient, même si, pour une fois raisonnable, « L'EUROPE EST SOLIDAIRE POUR LA PAX » (page 19).

Pas d'hésitation de cet ordre à Cuba. Tout le pays continue de vivre, comme la petite ville de Cienfuegos, « A L'HEURE DE LA RECTIFICATION » (pages 20 et 21).

UNE SAVEUR D'IDENTITÉ
 Déraison, encore, dans le Golfe face au « REMPART DU NATIONALISME DANS L'IRAN EN GUERRE » (page 18). Ainsi que dans l'oubli, par les nantis, d'un peuple menacé de famine en « ÉTHIOPIE, ENCORE » (page 28). Et dans l'interminable conflit du Proche-Orient, même si, pour une fois raisonnable, « L'EUROPE EST SOLIDAIRE POUR LA PAX » (page 19).

Où est la raison, alors ? Entre autres, et comme paradoxalement, dans ces « NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE » (pages 22 à 24), chez des poètes comme Tchicaya U Tamsi, des cinéastes comme Souleymane Clésif, des écrivains comme Abdoulaye Mamani. Dans leur fervente recherche d'identité, et dans leur quête politique d'une culture qui exprime souverainement toute la condition humaine. Voir le sommaire détaillé page 28.



Arabes

Novembre 1987

UN LIVRE DE LA HERITAGE FOUNDATION

La « révolution conservatrice » contre M. Reagan

L'ÉLÉPHANT et son corncac est une histoire de cirque. Du cirque politique washingtonien. Ce livre (1), publié cet été par la Heritage Foundation, est rédigé comme un manuel de guerre, style Clausewitz, et fulmine contre les clowns profiteurs de la « gauche » américaine. C'est une sorte de bible de la philosophie ultra-conservatrice en même temps qu'une critique passionnée des faiblesses de l'administration reaganienne. Voilà, pour changer, un tir nourri qui vient de l'extrême droite. Sa thèse : si M. Reagan a fait faillite, c'est qu'il s'est révélé incapable d'accomplir la « révolution

conservatrice », de traduire en actes les dogmes de la « nouvelle droite » américaine. Cet ouvrage collectif de Robert Reector, Michael Sanera, Jean Kirkpatrick, etc., credo des individualistes, est un ouvrage intense, brillant, féroce, puissamment documenté, et réalisé par ce que les auteurs appellent eux-mêmes un « formidable arsenal intellectuel ». Il expose en détail une stratégie intégrée d'action contre la « gauche » américaine, bien appuyée sur un sens pragmatique, articulante une doctrine claire fondée sur les bienfaits de l'effort individuel et de la loi du profit, et inspirée par une croyance profonde en un Dieu quasi républicain. A l'évidence, aucun rapport avec l'hystérie du lepénisme ou la folle du néonazisme.

Un « figurant idéal »

LA Heritage Foundation est le « think-tank » le plus influent sous le gouvernement actuel. Il suffit de voir le nombre de personnalités qu'elle a fait nommer à des postes importants de l'administration, la qualité des témoins qu'elle a procurés dans les enquêtes parlementaires, l'impressionnante liste de ses publications et les articles qu'elle inspire dans la presse américaine. Une citation du président Ronald Reagan orne la couverture de son catalogue : « Vos fréquentes publications, vos études politiques très actuelles, les séminaires et les conférences que vous organisez sont la preuve de votre immense influence sur Capitol Hill, et - croyez-moi, je suis bien placé pour le savoir - à la Maison Blanche (2). »

domination effective de l'économie américaine par les théoriciens actuels du capitalisme de marché... Les individualistes ont maintenant à leur disposition un arsenal intellectuel superbement stocké en munitions politiques mûrement réfléchies. La Fondation a été créée en 1973. A Fortigne, les brasseries du Colorado, puis la famille Mellon, de grandes entreprises, des particuliers. Son budget annuel s'élève à 35 millions de dollars. Chaque étude importante est diffusée sans léser dans tous les cercles influents de Washington, par les moyens les plus expéditifs. Un exemple significatif et récent de son pouvoir : le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO (3).

Le président était le « figurant idéal » (4). Malheureusement pour l'extrême droite, cela ne dura qu'un temps, d'où cette remarque lapidaire d'un des auteurs du livre : « La révolution reaganienne ne peut pas être considérée comme un échec : en fait, elle n'a même pas été amorcée. » L'éléphant, vedette du grand cirque washingtonien et symbole du Parti républicain, a promené sur son dos, en équilibre instable, l'administration Reagan cramponnée aux rênes. Le président avait été élu comme corncac suprême. Mais son administration s'est laissée balloter au gré des humeurs du pachyderme. « se contentant de réagir aux problèmes de l'heure : son « look » sympathique lui suffisait ». « Personne ne prenait de risques, une façon d'éviter défaits et critiques majeures. » C'était l'éléphant qui menait le corncac. Une caricature de l'Evening Sun (5) a dépeint la catastrophe inévitable du lundi funeste : l'éléphant est transformé en descente de lit, il gît inerte sous les pantoufles de l'ours de Wall Street (symbole de la chute du dollar) armé d'un gros cigare et vautré dans un fauteuil à oreilles. La faille de Wall Street a écrasé le pauvre animal.

Le choix d'études réunies dans cet ouvrage fait ressortir les préceptes-clés de la révolution conservatrice : « Le pouvoir de l'Etat est une menace constante à la liberté humaine. » « Tant que siège le Congrès, chaque citoyen américain est en danger. » L'ennemi, c'est le « Triangle de fer » que forment le Congrès, les agences fédérales et les groupements d'intérêt privé. Il faut éliminer en totalité, ou presque, les agences fédérales et les programmes sociaux. « L'Etat providence est une peste baboune. » Débarrassons-nous de « ce gouvernement permanent des officines de Washington, qui ne fait que contrarier constamment la vraie volonté du peuple américain. » En procédant à une

déréglementation totale, on utilisera au mieux « ce merveilleux mécanisme qu'est l'économie de marché », sans sombrer dans le « néo-mercantilisme inefficace pratiqué par l'administration Reagan. Autre cible, les médias. Ils votent démocrate à 80 %. Il est donc nécessaire de livrer une véritable « bataille de tranchées » contre ce monopole gauchiste. Les médias tirent à vue sur tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à un républicain, un conservateur ou un militaire. Les Nations unies et leurs agences sont des nids d'espions et « nous n'y sommes représentés que pour nous faire taper sur les doigts, pour échouer, pour être le vivant exemple de l'impuissance totale ». L'Amérique doit cesser d'être un perdant à vie, la brebis galeuse livrée à l'opprobre des nations.

Tout contact, même culturel, entre l'Occident et le monde communiste est à proscrire, car il risquerait de saper les fondations morales des pays de l'Ouest. Le budget militaire américain n'arrive pas à la moitié de celui des soviets, mais le gouvernement n'a pas réussi à en persuader l'opinion. « Un jour, Reagan applique l'expression « empire du mal » à l'URSS ». Terme correct... mais connotation générale dans l'entourage du président, que l'on rappelle à l'ordre : « Il ne fallait pas risquer d'offenser la sensibilité du Kremlin. Si c'est cela qui dicte les paroles du président américain, c'est de mauvais augure pour l'avenir de la nation. »

Le travail a été mal fait jusqu'ici : les républicains libéraux ont failli étouffer l'aile droite du parti. Quant à la bureaucratie fédérale, elle a pratiqué une guérilla souvent victorieuse contre les conservateurs. Les hommes du président se sont laissés prendre en otage par les agences du gouvernement fédéral qu'ils étaient censés diriger. Le président Reagan, trop faible, s'est révélé incapable de retourner l'opinion publique. Les objectifs conservateurs n'ont pas été atteints : supprimer les lois « anticouleur », terme désignant les lois pour la protection de l'égalité raciale ; se prononcer contre l'avortement ; rendre leurs prérogatives aux Etats de l'Union ; et faire que la religion retrouve le rôle fondamental qui lui est imparti dans le fonctionnement de la démocratie américaine.

Comment mener la guerre idéologique

QUELLE stratégie les conservateurs doivent-ils utiliser pour conquérir le pouvoir et faire triompher leur philosophie ? Il leur faudra : bloquer pour des années toute réforme libérale qui pourrait émaner du sénateur Edward Kennedy ou de ses semblables, en acquérant la maîtrise des plus infimes rouages du gouvernement ; recruter des équipes soudées d'hommes et de femmes d'une absolue loyauté, de vrais croyants, appliquant à la lettre les principes du pur conservatisme. Technocrates s'abstenir. Gestionnaires également. Politiques uniquement ; livrer une guerre idéologique féroce, utilisant l'arsenal complet des techniques martiales, afin d'identifier, répertorier et débusquer tous les groupements politiques de gauche qui sévissent au Congrès, au gouvernement ou dans les multiples agences fédérales, ainsi que dans les milieux d'intérêt privé. Il sera nécessaire de repérer les hommes et les femmes au comportement libéral nuisible. S'ils pullulent à Washington et sont si efficaces dans la guérilla, c'est grâce à ces présidents laxistes qu'étaient Ford et Nixon. Il faut recommander la lecture de ce manuel stratégique aux candidats libéraux : ils pourraient sans doute profiter de ses enseignements.

« Démantelons immédiatement la « Small Business Administration (7) ! Oui, c'est mon cheval de bataille. » Cette agence fédérale se compose, selon Heritage, comme le banquier socialiste des petites entreprises en déconfiture, auxquelles on distribue sans compter les deniers publics sous forme de « primes de catastrophe ». Quant aux 26 milliards de subventions aux agriculteurs, il faudra les éliminer totalement en trois ou cinq ans. Et que la Communauté européenne fasse de même. « Ne touchons pas au budget de la défense. Il n'a pas augmenté, il a en fait diminué. Ce n'est pas la cause du déficit. » La crise, déclare le docteur Hudgins, est pour Reagan une occasion unique de faire accepter enfin son programme économique. Non, la crise ne sonne pas la fin du conservatisme et de l'économie de marché, comme l'affirment les critiques « bien pensants. » Un tel appel au président paraît être en contradiction flagrante avec les jugements exprimés sur son compte par la Heritage Foundation. Mais après tout, si le roi est nu, pourquoi ne pas lui offrir de nouveaux habits, de nouveaux conseillers ?

De son bureau à la Heritage Foundation, située tout près du Capitole, le docteur Hudgins (6) déclare : « Ce n'est pas le déficit budgétaire qui explique la crise financière ; la véritable cause se trouve dans l'extrême faiblesse de l'administration Reagan et l'ignorance du Congrès en matière d'économie. Les Américains se méfient de plus en plus du Capitole. Voyez le Trade Bill, très dangereux, présenté par le démocrate Gephardt. L'administration Reagan s'est montrée très, très faible. Reagan a perdu North ; il a été incapable de le faire nommer à la Cour suprême. Le « think-tank », qui est censé influencer la politique du président, paraît sensible à ce camouflage. »

« La politique protectionniste a été pratiquée par le gouvernement. Voyez le cartel de l'acier, le cartel des puces pour l'électronique, et naguère les actions multiformes contre le Canada. Bien entendu, il est aussi pratiqué par le Japon et la France... Le protectionnisme ouvre des perspectives effrayantes. Alors que nous devons pratiquer une politique de plus en plus libre-échangiste dans le monde entier. »

« Get the government out of the economy ! » A tout prix, bloquer l'action du gouvernement dans la vie économique avant qu'il ne cause des ravages. Il est encore temps, car l'économie américaine est forte, le PIB augmente, le chômage diminue. « La meilleure politique à suivre : une déréglementation sans concessions. Une nouvelle baisse des impôts. Ne pas laisser monter le dollar, sinon la récession aux Etats-Unis est inévitable. Reagan n'a pas su enrayer le déficit budgétaire. Il faut pratiquer des coupes drastiques dans le budget des dépenses fédérales. On pourrait aller jusqu'à 130 milliards ! En fait, 30 cette année, autant l'an prochain et ainsi de suite. Il faut démanteler d'urgence les programmes sociaux, la Sécurité sociale. La pauvreté en Amérique est une création du gouvernement : les dépenses dans le domaine social ne font qu'augmenter la misère, car elles découragent les investissements profitables et gaspillent l'argent des contribuables. Notre devoir prioritaire est d'inciter les entreprises à investir, récompenser l'épargne, et supprimer les taxes sur le revenu du capital. »

« Ne touchons pas au budget de la défense. Il n'a pas augmenté, il a en fait diminué. Ce n'est pas la cause du déficit. » La crise, déclare le docteur Hudgins, est pour Reagan une occasion unique de faire accepter enfin son programme économique. Non, la crise ne sonne pas la fin du conservatisme et de l'économie de marché, comme l'affirment les critiques « bien pensants. » Un tel appel au président paraît être en contradiction flagrante avec les jugements exprimés sur son compte par la Heritage Foundation. Mais après tout, si le roi est nu, pourquoi ne pas lui offrir de nouveaux habits, de nouveaux conseillers ?

- (1) Steering the Elephant - How Washington Works, Robert Reector et Michael Sanera, Universe Books, New-York, 1987, 356 pages. (2) Julian Beinstock, The Eighth Case, Troubled Times at the United Nations, University Press of America, 1987. (3) Voir sur ce point le Monde diplomatique de janvier, avril et octobre 1985. (4) Anthony Lewis, New York Times, 23 octobre 1987. (5) Publié dans le New York Times du 4 novembre 1987. (6) Directeur du Center for International Economic Growth de la Heritage Foundation. (7) Agence fédérale créée par Roosevelt pendant le New Deal pour s'occuper des PME. (8) Bien avant la crise actuelle.

CORRESPONDANCE

La démocratie argentine en liberté surveillée

A la suite de l'article de Carlos Gabetta « La démocratie argentine en liberté surveillée » (le Monde diplomatique, avril 1987), M. Philippe Messine, auteur des Saturniens (La Découverte, Paris, 1987), nous adresse la lettre suivante : Les huit prisonniers jugés et condamnés pour des motifs politiques par la dictature militaire qui a précédé l'actuel gouvernement constitutionnel argentin, et dont la situation était évoquée dans l'article de Carlos Gabetta, restent détenus. Leur situation est préoccupante. En effet, leur détention et leur jugement se sont déroulés dans des conditions contraires au respect des droits de l'homme et des droits démocratiques les plus élémentaires, particulièrement en ce qui concerne la défense de l'accusé (la plupart n'ont jamais vu leur avocat, ou ont fait sa connaissance... après le jugement) ; les condamnations furent prononcées sans aucune preuve, après des périodes prolongées de détention clandestine et de tortures ; ces huit personnes sont ainsi emprisonnées depuis dix à douze ans, sans jugement digne de ce nom. C'est d'ailleurs en considération de ces faits que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, institution similaire à la Cour de justice européenne, sai-

sie par les prisonniers, a récemment admis une première requête, pour le cas du détenu Osvaldo Lopez, et a demandé au gouvernement argentin de respecter les droits garantis par le pacte de San-José-de-Costa-Rica, dont il est signataire, en clarifiant le cas de ce détenu dans un délai de soixante jours. Depuis l'avènement du gouvernement démocratique il y a quatre ans, ces prisonniers n'ont cessé de demander la révision de leur procès et leur libération immédiate. Cependant, à ce jour, aucun projet de loi sur la question n'a été adopté par le Parlement. Or le fait de les maintenir en détention apparaît comme un anachronisme surprenant et inquiétant dans l'actuel Etat de droit. Tout porte à penser que ces huit personnes jouent malheureusement un rôle d'otage, gardées en réserve par les forces armées dans le jeu des pressions qu'elles exercent continuellement sur les autorités légales : ces détenus marquent en quelque sorte une frontière vivante du libre jeu des institutions. L'expression claire de l'opinion internationale sur ce sujet ne peut que renforcer la main des démocrates argentins face au chantage permanent de l'armée, et contribuerait à éliminer enfin une situation de violation patente des droits de l'homme héritée de la dictature militaire.

Régulariser une relation passionnée ?

Ayant lu dans le numéro d'octobre l'article « Loin du mirage méditerranéen », dans lequel nous invitons nos lecteurs à s'abonner, M. René Le Roy, de Rennes, acheteur au numéro depuis plusieurs années, nous adresse la lettre suivante, qui, si elle est un lecteur passionné... Voilà plusieurs années que je lis la revue. Je l'ai découverte en première année de fac. Impressionné d'abord, une fois les présentations faites, les contacts sont devenus de plus en plus fréquents pour aujourd'hui se renouveler chaque mois. Je me suis donc posé un jour la question : « Ne devrais-je pas régulariser la situation ? » Ayant eu à diverses occasions le besoin de me reporter à certains numéros auxquels il était fait référence dans un article, je me rendais compte que je ne les avais pas achetés. En m'abonnant, le problème ne se poserait plus. Oui, mais voilà : établir une telle relation avec elle ne correspondait pas à l'idée que je m'en faisais. Elle est, dans le grand fatras des informations qui nous tombent dessus tous les jours, comme le filtre (...) qui me permet de mieux saisir et comprendre la complexité du monde. C'est une source d'eau vive, c'est ma boîte d'air frais de tous les mois. L'abonnement lui enlèverait un peu de cette fraîcheur. Elle tomberait tous les mois dans la boîte aux lettres commune, avec tant de prospectus ! C'est un peu de ma spontanéité qui s'en irait. C'est vrai, j'aime aller la chercher au tabac du coin. Aller la chercher... et revenir sans elle, car elle n'est pas toujours au rendez-vous. Elle se fait désirer. Y retourner et la trouver. Alors je la prends, et, dans ce premier contact, elle me donne les premières nouvelles, et puis je paie - que ce soit vulgaire ! - et je m'en vais, fier et content, la serrant dans ma main. Toute cette approche me donne des appétits, me met déjà dans les meilleures dispositions pour la lire. Comprenez-vous, Messieurs du Monde diplomatique ? C'est un flirt à répétition ! Et puis quoi ! ce n'est pas vous qui prétendez le contraire. Ne dites-vous pas que vos lecteurs sont jeunes ? Je suis sûr que vos abonnés sont plus nombreux dans les classes âgées. J'avais donc arrêté ma décision : je ne m'abonnerai pas ! Et voilà que c'est ma complice de tous les mois qui vient me demander le grand tralala. Ne vais-je pas la froisser en refusant ? En acceptant, ne vais-je pas, moi, m'en éloigner ? Eh bien non ! je resterai moi-même. Je ne m'abonnerai pas !

ÉDITIONS A. PEDONE
13, rue Soufflot, 75005 PARIS
Institut d'Etudes politiques de Bordeaux
Collection « Vie locale »
LES FACTEURS LOCAUX DANS LA VIE POLITIQUE NATIONALE FF 65.-
LES MILITANTS POLITIQUES DANS TROIS PARTIS FRANÇAIS FF 50.-
L'INFORMATION LOCALE FF 120.-
CHANGEMENT POLITIQUE DANS LE GOUVERNEMENT LOCAL FF 200.-
POUVOIRS LOCAUX A L'ÉPREUVE DE LA DÉCENTRALISATION FF 140.-
RÉGIONS. - LE BAPTÊME DES URNES 1987 FF 140.-
TÉL. : 43-54-05-97

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Michèle PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSIN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : MONDIPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Publicité : le Monde Publicité S.A.
Responsable : Antoine Guavin
5, rue de Montessuy, 15007 Paris
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Vers le «
E troisième congrès du P...
Zhang au poste de secrétaire...
Maoïng, rajouté au poste de...
« technocrates » décidés à...
« du pays. Les troubles qui...
« pages 4 et 5 : n'est donc pas...
« conservateurs » ne cachent plus...
« la Chine abandonner, pour...
« principes fondamentaux de...

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

1987年12月

APRÈS LE RÉCENT CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Vers le « troisième pas historique » de la Chine ?

Le treizième congrès du PC chinois, qui s'est terminé début novembre, s'est déroulé comme prévu : confirmation de M. Zhao Ziyang au poste de secrétaire général, semi-retraite de M. Deng Xiaoping, rajustement relatif de la direction au profit de technocrates...

Par XAVIER LUCCIONI

Réuni à Pékin entre le 25 octobre et le 1er novembre 1987, le treizième congrès du parti communiste chinois restera marqué par une décision spectaculaire : le retrait de M. Deng Xiaoping...

tion de l'économie sur la demande populaire, sans jamais oublier de souligner qu'une telle démarche se doit d'être soumise au respect des quatre principes cardinaux...

secrétaire du parti pour la province du Guangdong, - démis de ses fonctions et exhibé, un chapeau pointu sur la tête, dans les rues de Canton...

Il réapparaît en 1971 - le premier ministre Chou En-Lai reprend alors les affaires en main - comme vice-premier président du comité révolutionnaire du Guangdong...

La carrière nationale de l'« expert » (6) va pouvoir prendre son essor. Elle s'amorce par une remise en

bang (8), tout en renforçant la position de M. Zhao Ziyang en lui faisant confier la direction du parti : manœuvre de signifier que les réformes ne sauraient être remises en cause...

la jeunesse », en se retirant ostensiblement du premier plan. Or un dirigeant si respecté et puissant ne pouvait accomplir un tel acte sans être initié par ses plus anciens compagnons...

Une étape d'une centaine d'années

Cette victoire n'est pas encore un triomphe. M. Zhao Ziyang devra compter avec le fort ascendant de M. Li Peng, désigné premier ministre par intérim le 24 novembre...

rait égarer celui des pays moyennement développés (lire page 4 l'article de Jacques Delors). Pourquoi affirmer ce « profil bas » après tant de déclarations optimistes ? Parce que la Chine « développe le socialisme sur la base de forces productives arriérées et d'une économie de marché sous-développée... Nous ne devons pas perdre de vue cette réalité, ni chercher à brûler les étapes »...



LA GRANDE SALLE DU PEUPLE À PEKIN, LE 25 OCTOBRE 1987. Adapter la théorie marxiste aux contraintes du pays.

réforme agraire, il devient bientôt responsable du bureau provincial des affaires rurales.

En 1960, cette qualité d'expert l'incite à dénoncer les excès collectivistes du « Grand bond en avant » ; dès cette époque, son comportement paraît marqué du souci de toujours soumettre les concepts idéologiques aux résultats tangibles de la pratique économique...

ordre économique d'une province profondément éprouvée par le vent de collectivisme. Non seulement les lopins privés sont rendus aux paysans, mais ils sont agrandis ; une économie de marché agricole est rétablie ; l'expérience va servir de modèle pour la Chine entière et préfigurer le démantèlement des communes populaires...

tant : celle de la « restructuration politique », déjà plusieurs fois annoncée par M. Deng Xiaoping. Elle possède une clé : la séparation des fonctions du parti et du gouvernement (10). Relation dialectique qui doit s'appliquer à tous les échelons décisionnels et dégager la gestion publique - qu'elle soit d'induction politique ou économique - de tout secteur qui ne soit encore préparé à accueillir ses modalités, dans le contexte concret d'une nation forte de 1 milliard de personnes et d'innombrables cas particuliers...

Dans de telles conditions, la « retraite » de M. Deng aurait pu ressembler au désarroi de la politique réformatrice dont il s'est fait l'apôtre, s'il ne s'agissait que de la seule « démission » d'un éminent leader ; mais elle s'accompagne de l'effacement d'une génération de dirigeants octogénaires, appelés à céder leurs fonctions à de « jeunes successeurs », dont la moyenne d'âge est de soixante-cinq ans...

S'ils eurent tous à subir les foudres de Mao en raison de leur « révisionnisme », s'ils intriguèrent ardemment pour hâter le retour de M. Deng Xiaoping dans les années 70, s'ils surent apaiser les fureurs des détracteurs de la révolution culturelle, aucun de ces vénérables dirigeants ne faisait mystère d'un profond attachement au credo marxiste-léniniste. D'où leur scepticisme, voire leur opposition préemptive (3) aux multiples initiatives de l'équipe de M. Deng Xiaoping...

Débarrassé de figures marquantes aux opinions sans équivoque, le nouveau bureau politique (4) peut, en effet, procurer l'impression - jusqu'à quand ? - d'une unité de point de vue. Il est chapeauté par un comité permanent de cinq membres, présidé par M. Zhao Ziyang. Un pragmatique. Un personnage soucieux d'ajuster la ges-

FEDN Hôtel National des Invalides Paris 7 Territoires réels et imaginaires. Israël en ses espaces stratégiques, 1967-1987. Collection "Les 7 épées" 130 F.

LES ESPACES D'ISRAËL Alain Dieckhoff. Diffusion: LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire 75007 PARIS

L'AVENIR S'ENGAGE AVEC... L'EUROPE DES ANNEES 90 : EFFICACITE, STABILITE ET EQUITE Tommaso PADOA-SCHIOPPA Préface de Jacques DELORS 95 F. PERESTROÏKA, Le double défi soviétique Abel AGANBEGUIAN 89 F. TIERS-MONDE ISLAMIQUE - TIERS DU MONDE ? Georges de BOUTELLIER 95 F. LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE André CHIENG, Chongyang CHANG 145 F. PRATIQUE CONTEMPORAINE DE L'ANALYSE CONJONCTURELLE Jacky FAYOLLE 195 F. TIERS-MONDES - Controverses et Réalités Sylvie BRUNEL (sous la direction) 125 F. L'AFRIQUE FACE A SES PRIORITES Bertrand SCHNEIDER 65 F. ENERGIE 1995 : APRES LES CROCS Patrick CRIQUI, Nina KOUSNETZOFF 145 F. ENERGIE INTERNATIONALE 1987-1988 Patrick CRIQUI, Nina KOUSNETZOFF 98 F. ECONOMICA 49, rue Héricart - 75015 PARIS - Tél : 45.79.93.56 / 45.78.12.92

Reagan

applique l'expression « empire à l'URSS ». Terme consacré par la consternation générale dans le sillage de l'ordre : « Il ne fallait pas s'offenser la sensibilité du Kremlin, c'est cela qui dicte les paroles d'un président américain, c'est de cela qu'il s'agit pour l'avenir de la

se serait à été mal fait jusqu'à la fin de la droite du parti. Quant à la démocratie fédérale, elle a prouvé qu'elle est souvent victorieuse contre les conservateurs. Les hommes de la droite se sont laissés prendre en cage par les agences du gouvernement fédéral. Ils étaient censés diriger. Le président Reagan, trop faible, s'est vu contraint de retourner l'opinion publique. Les objectifs conservateurs d'un « expert » : supprimer les dépenses militaires, terme désignant les dépenses pour la protection de l'égalité sociale ; se prononcer contre l'avortement ; rendre leurs prérogatives au Sénat de l'Union ; et faire que la République retrouve le rôle fondamental qui est imparti dans le fonctionnement de la démocratie américaine.

Idéologique

Démantelons immédiatement le Social Business Administration (SBA) ! C'est mon cheval de bataille. Cette agence fédérale se compose de Heritage, comme le baptisent les petites entreprises, et de la fin du consensus et de la fin de la démocratie comme l'appellent les intellectuels - bien pensants.

Il y a 26 milliards de dollars de subventions aux agriculteurs, il faudra les supprimer totalement en trois ou cinq ans. Et que la Communauté européenne fasse de même.

Ne touchons pas au budget de la Défense. Il n'a pas augmenté, il a baissé. Ce n'est pas la cause de la guerre.

Je prie, déclare le docteur Hubert H. Young pour Reagan une occasion de faire accepter cette sonnerie économique. Non, la crise n'est pas la fin du consensus et de la fin de la démocratie comme l'appellent les intellectuels - bien pensants.

appel au président paraît être une réaction négative avec les opinions exprimées sur son compte par le Heritage Foundation. Mais après tout, le rôle du président n'est pas de faire de nouvelles habilles, de nouvelles

politiques ? à l'extrême droite, pour donner son vocabulaire guerrier, de donner l'assurance. Elle pourait au moins cette chance d'accomplir une véritable révolution conservatrice. Une nouvelle « révolution » pour remplacer le credo marxiste-léniniste.

Toutefois, comme dit M. Walter Dill Scott (8), quel que soit le résultat de son 1988, c'est le peuple américain qui devra payer la note laissée par M. Reagan.

11) Steering the Economy - The Heritage Foundation, New York, 1987.

12) John Bolton, in The Eight Columns of the World, New York, 1987.

13) Voir sur ce point le Monde Diplomatique de janvier, avril et juillet 1987.

14) Ashton Lewis, New York Times, 1987.

15) Publié dans le New York Times le 25 novembre 1987.

16) Directeur du Center for International Economic Growth de la Heritage Foundation.

17) Agence fédérale créée par Reagan pour le New Deal, pour l'écarter du

18) Non avant la crise soviétique.

LE MONDE DIPLOMATIQUE Rédaction: Hubert BELLAMY, Directeur: Claude JULIEN, Rédacteur en chef: Michel de FAUCONNET, Rédacteur: Ignace RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE, Secrétaire de rédaction: Solange BRIND. REDACTION: 7, rue de l'Inde, 75007 PARIS CEDEX 07. Tél: MONDIPAR (01) 47 37 00 00. Tél: 47 37 00 00. Publié le Monde Diplomatique et le Monde Diplomatique Hebdomadaire, 7, rue de l'Inde, 75007 Paris, France. Tél: 45 79 93 56. Abonnements: voir page 2.

LA CHINE APRÈS LE TREIZIÈME CONGRÈS

Les minorités nationales au gré des

Par **JEAN-PHILIPPE BEJA**

LES images de la police tirant le 1^{er} octobre 1987 sur une foule tibétaine désarmée ont rappelé au monde que le parti communiste chinois n'a toujours pas conquis « les cœurs et les esprits » des ethnies minoritaires qu'il domine. Vingt-huit ans après l'écrasement de la rébellion des Khampas, malgré l'indéniable assoupissement des contrôles qui a suivi la visite de M. Hu Yaobang (alors secrétaire du parti) à Lhassa en mai 1980, les Tibétains restent en majorité fidèles au dalaï-lama. Le Bouddhisme vivant, reçu à la commission des droits de l'homme du Sénat américain, n'a pourtant pas réussi à modifier la position du gouvernement américain. Ni l'Union soviétique, qui doit tenir compte de ses propres minorités nationales, ni les États-Unis ne sont prêts à envahir leurs relations avec la Chine au nom du droit du peuple tibétain à disposer de son destin. L'Inde non plus ne tient pas à accroître ses difficultés avec son grand voisin du Nord, et a rappelé au dalaï-lama le devoir de réserve qu'impose le droit d'asile dont il jouit sur son territoire (1).

Les manifestations de Lhassa, venant à la suite de celles des étudiants ouïgours contre les essais nucléai-

res (2), posent le problème de la politique du PCC à l'égard des minorités nationales.

Bien qu'elles ne représentent que 6 % de la population de la République populaire, ces minorités occupent plus de 60 % de l'espace. Elles sont installées dans des zones désertiques, arides ou montagneuses, au sous-sol souvent riche en matières premières que les autorités de Pékin ont été jusqu'à présent incapables d'exploiter en raison de l'arriération économique. Dans un pays aussi surpeuplé que la Chine, la possession de cet espace vital revêt une grande importance. Pourtant, les Hans rognent et s'installent dans des zones où le climat est dur et dont les habitants leur sont hostiles. La plupart des transferts de population ont donc été effectués autoritairement par le gouvernement : « droitiers » puis ingénieurs des grandes villes de l'Est envoyés au Xinjiang après 1957, « criminels » de toute sorte dans les camps de travail nombreux au Xinjiang et au Qinghai, et enfin militaires présents massivement.

Les zones de peuplement des minorités ethniques se trouvent en effet aux frontières de la Chine, ce qui leur confère une formidable importance stratégique aux yeux de Pékin. D'autant que les relations de la République populaire avec ses voisins n'ont pas toujours été idylliques.

on se méfie de la « cruauté », des mœurs barbares des Tibétains, notamment en matière de funérailles, on a un regard amusé pour les Coréens qui « aiment danser ». Les minorités, notamment celles du sud-ouest du pays (Thais, Naxis, Tibétains), servent aussi aux Hans à déjouer leurs fantasmes sexuels. D'innombrables jeunes instruits envoyés au Yunnan ou au Tibet racontent que, « là-bas », les femmes obéissent volontiers aux désirs des hommes ou, plus encore, qu'elles prennent l'initiative. Dans la mythologie populaire, les minorités se situent à

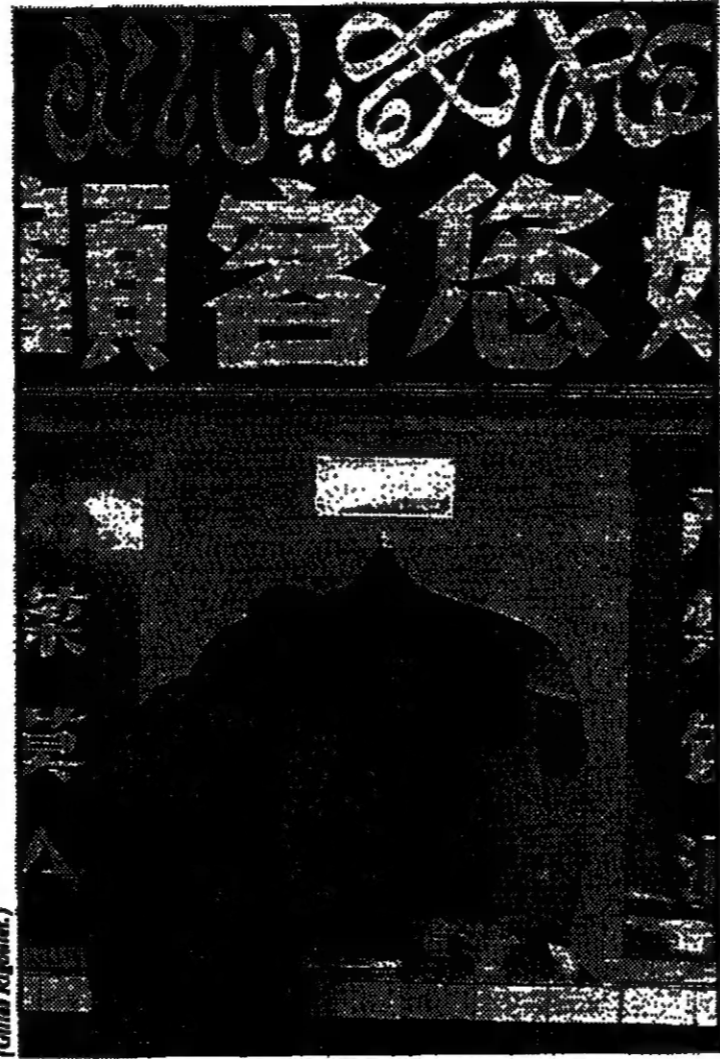
mi-chemin entre les Indiens des réserves et les Thalandaises décrites par les touristes occidentaux. Les ethnologues chinois eux-mêmes considèrent leurs cultures comme autant de fossiles restés en marge de la course vers la civilisation.

Avant 1949, la langue chinoise reflétait cette affirmation de la supériorité han puisque les idéogrammes qualifiant les groupes minoritaires étaient précédés du radical désignant les animaux sauvages.

Les communistes ont aboli cette pratique, mais ils ont fourni une justification théorique aux préjugés ambiants.

Plus encore que leurs prédécesseurs, et quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, ils ont pratiqué une politique d'assimilation fondée sur les critères définis par Engels (4) : les cultures des minorités ethniques sont situées sur les degrés inférieurs d'une échelle ainsi constituée : communisme primitif, esclavage, féodalisme, capitalisme et socialisme. Naturellement, les Hans, qui ont décidé d'instaurer le socialisme, se situent au sommet, et les minorités, qui jouissent théoriquement de l'égalité absolue, doivent « s'élever » au niveau de leur « grand frère » (5).

Comment maintenir le contrôle de Pékin sur ces régions en faisant l'économie d'une révolution des mentalités, en continuant à considérer les minorités nationales comme des « barbares de la périphérie » ? Depuis 1949, les dirigeants communistes ont répondu avec une remarquable constance : par la sinisation. Selon les époques, ce concept a rimé avec « transformation socialiste » (début des années 50), « création de l'homme nouveau » (vingt dernières années du règne de Mao) et, aujourd'hui, « modernisation ». En fait, le Parti communiste n'a pas de stratégie spécifique à l'égard des minorités. L'attitude de Pékin est entièrement déterminée par les fluctuations de la politique générale. On peut donc, dans ce domaine comme dans les autres, distinguer trois périodes dans l'histoire de la République populaire : la période « soviétique », la période maoïste et la période « réformatrice ».



UN RESTAURANT MUSULMAN DANS LE NINGXIA. Pékin a autorisé récemment la nourriture.

Un racisme endémique

SUR les trois conflits armés qui ont opposé l'armée populaire de libération à des pays étrangers depuis 1949, deux ont eu pour théâtre des zones habitées par les minorités nationales : le Tibet, pour la guerre sino-indienne de 1962 ; le Yunnan et le Guangxi pour la guerre sino-vietnamienne de 1979 (3). Enfin, c'est dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, au Lobsz, que se trouvent les installations nucléaires de l'armée. Le contrôle de ces régions habitées par des populations à la loyauté douteuse constitue donc un impératif stratégique de première importance pour les dirigeants, quels qu'ils soient.

Tout au long de l'histoire de l'empire

du Milieu, les ethnies aujourd'hui minoritaires ont eu des relations difficiles avec les Hans. Ainsi, du treizième au quatorzième siècle, puis du dix-septième au début du vingtième, les Mongols et ensuite les Mandchous ont dominé l'empire du Milieu. Les Hans ont eu beaucoup de mal à assier leur domination sur les Ouïgours et les Tibétains. Encore a-t-elle connu de longues périodes d'éclipses, et de 1911 à 1950, le « Toit du monde » a joui d'une indépendance de fait. Cet héritage pèse sur les mentalités. Se croyant dépositaires de la culture, les Hans considéraient les minorités comme « arriérées ». Ceux qui reconnaissent leurs spécificités les ravalent au niveau du folklore, mais le plus souvent les stéréotypes régissent en maître : on se moque des Ouïgours qui mangent avec les mains,

pas que sa décision visant à améliorer la rentabilité de la société qu'il dirige s'inspire des méthodes en usage dans le monde capitaliste.

En ce même mois de septembre 1987, une délegation de la Banque mondiale étudie à Pékin les plans de réforme économique, et s'en félicite. Elle apprend notamment, rapporte le *Financial Times* du 4 septembre, que les autorités, abandonnant la vieille politique d'autosuffisance, projettent de diversifier les productions agricoles dans les riches provinces côtières et ainsi de faire davantage dépendre l'économie des importations de céréales, et donc du marché mondial. La Chine, déclare le premier ministre, veut « introduire chez elle toutes les méthodes commercialement utilisées sur le plan international pour développer l'économie des produits de base, mais dans des conditions du socialisme ».

Le problème est clairement posé, en apparence du moins : « Les conditions du socialisme » doivent être respectées. Les exemples évoqués incitent pourtant à la réflexion. Si un chef d'entreprise actif, porté de surcroît par un marché (local ou étranger) demandeur, rachète une autre société plus ou moins mal gérée, il se montre certes efficace, mais que reste-t-il du socialisme, de la recherche d'un développement équilibré et d'une satisfaction générale des besoins ? Ces besoins peuvent-ils être définis selon les normes de la rentabilité, ne peuvent-ils être hiérarchisés dans une société d'un milliard d'hommes encore globalement pauvres ? Et quel est le poids du « socialisme » dans une politique s'inscrivant de plus en plus dans le mécanisme du négoce mondial où les prix (ceux des céréales, en particulier) sont, que l'on sache, fixés à Chicago plus souvent qu'à Shanghai ?

Ces questions, à partir d'autres exemples, Michel Chossudovsky, qui enseigne l'économie à l'université

d'Ottawa, les résume en une formule plus générale, qui fournit le titre de son dernier ouvrage : « Vers une restauration du capitalisme ? Le socialisme chinois après Mao » (3). Un livre qui provoque, heurté le chercheur canadien estime en effet que la Chine a rompu avec le socialisme et s'intègre à pas de géant dans le système capitaliste. Pour lui, la rupture s'est faite lorsque, en octobre 1976, la « bande des quatre » a été évincée du pouvoir, et elle a été officialisée lors des réformes de 1978 et 1979. Autrement dit, la dérive « droitière » a été la conséquence de l'échec de la révolution culturelle, échec lui-même provoqué notamment par la persistance, dans les années qui ont précédé ce chambardement, de puissants courants, au sein de l'appareil de l'Etat et du parti, favorables à l'épanouissement d'une économie en fait capitaliste, même si elle est qualifiée de socialiste. Nulle part en tout cas, dans son livre, Michel Chossudovsky n'assimile la révolution cultu-

relle (sur les « excès » de laquelle il passe un peu vite) à un tel quel recoupage des habits du président Mao.

L'auteur passe en revue les divers aspects de la stratégie mise en place par M. Deng Xiaoping et ses amis. L'agriculture ? La privatisation de facto de la terre, des machines, du cheptel ne peut, au nom de la rentabilité et de l'« économisme » chers à la Banque mondiale, que rendre plus riches les provinces riches, et appauvrir les régions pauvres. La Chine entre dans « le monde de l'agrobusiness ». L'industrie ? Le pouvoir des managers et des ingénieurs est de plus en plus grand. La « modernisation » réintègre ce secteur dans le monde capitaliste.

(1) *Far Eastern Economic Review* du 15 octobre, et *International Herald Tribune* du 30 octobre 1987.

(2) *Time Magazine*, 14 septembre 1987.

(3) Michel Chossudovsky, *Towards Capitalist Restoration? Chinese Socialism after Mao*, Macmillan, Londres, 1986, 252 pages, 6,95 livres.

Socialisme... ou tentation

capitaliste

Par **JACQUES DECORNOY**

UN « première » en Chine : la « zone économique spéciale » de Shenzhen, proche de Hongkong, a décidé en juillet de céder à bail des terres pour cinquante ans à des Chinois ou à des étrangers. Shanghai et Tle de Hainan ont aussitôt fait connaître leur intérêt pour de telles transactions. Or, fait significatif, alors même que le congrès du PC était réuni, un responsable annonce que Hainan deviendrait « zone économique spéciale » et pourrait céder des terres à des étrangers (1). Cependant, les éléments « conservateurs » du PC n'ont pas caché leur mécontentement, estimant ces pratiques contraires à la Constitution et au rapprochement du système des concessions dont bénéficiaient les étrangers dans les ports avant 1949.

Autre « première » : une société pékinoise (bénéficiaire), fabriquant des boîtes de vitesses et désireuse de développer ses activités, a racheté une entreprise (déficiente) spécialisée dans les pièces détachées. M. Qin Yuanwen, directeur de la compagnie, déclare : « Le rachat d'entreprises est certes très commun en Occident, comme le sont les faillites, les fermetures et les ventes aux enchères. Mais, dans notre société socialiste, la question se pose de savoir si des entreprises appartenant à l'Etat pouvaient être achetées sur une base commerciale. J'estime logique l'achat et la vente d'entreprises (2). » Voici, note *Time Magazine*, une nouvelle pratique capitaliste en Chine, qui s'ajoute à d'autres, comme le licenciement d'ouvriers, la vente d'actions et la possibilité pour les paysans de fixer les prix de vente de leurs produits. Bien sûr, M. Qin a agi avec l'accord des autorités ; bien sûr, il n'est pas propriétaire de l'entreprise. Cependant, il ne cache

pas que sa décision visant à améliorer la rentabilité de la société qu'il dirige s'inspire des méthodes en usage dans le monde capitaliste.

En ce même mois de septembre 1987, une délegation de la Banque mondiale étudie à Pékin les plans de réforme économique, et s'en félicite. Elle apprend notamment, rapporte le *Financial Times* du 4 septembre, que les autorités, abandonnant la vieille politique d'autosuffisance, projettent de diversifier les productions agricoles dans les riches provinces côtières et ainsi de faire davantage dépendre l'économie des importations de céréales, et donc du marché mondial. La Chine, déclare le premier ministre, veut « introduire chez elle toutes les méthodes commercialement utilisées sur le plan international pour développer l'économie des produits de base, mais dans des conditions du socialisme ».

Le problème est clairement posé, en apparence du moins : « Les conditions du socialisme » doivent être respectées. Les exemples évoqués incitent pourtant à la réflexion. Si un chef d'entreprise actif, porté de surcroît par un marché (local ou étranger) demandeur, rachète une autre société plus ou moins mal gérée, il se montre certes efficace, mais que reste-t-il du socialisme, de la recherche d'un développement équilibré et d'une satisfaction générale des besoins ? Ces besoins peuvent-ils être définis selon les normes de la rentabilité, ne peuvent-ils être hiérarchisés dans une société d'un milliard d'hommes encore globalement pauvres ? Et quel est le poids du « socialisme » dans une politique s'inscrivant de plus en plus dans le mécanisme du négoce mondial où les prix (ceux des céréales, en particulier) sont, que l'on sache, fixés à Chicago plus souvent qu'à Shanghai ?

Ces questions, à partir d'autres exemples, Michel Chossudovsky, qui enseigne l'économie à l'université

d'Ottawa, les résume en une formule plus générale, qui fournit le titre de son dernier ouvrage : « Vers une restauration du capitalisme ? Le socialisme chinois après Mao » (3). Un livre qui provoque, heurté le chercheur canadien estime en effet que la Chine a rompu avec le socialisme et s'intègre à pas de géant dans le système capitaliste. Pour lui, la rupture s'est faite lorsque, en octobre 1976, la « bande des quatre » a été évincée du pouvoir, et elle a été officialisée lors des réformes de 1978 et 1979. Autrement dit, la dérive « droitière » a été la conséquence de l'échec de la révolution culturelle, échec lui-même provoqué notamment par la persistance, dans les années qui ont précédé ce chambardement, de puissants courants, au sein de l'appareil de l'Etat et du parti, favorables à l'épanouissement d'une économie en fait capitaliste, même si elle est qualifiée de socialiste. Nulle part en tout cas, dans son livre, Michel Chossudovsky n'assimile la révolution cultu-

relle (sur les « excès » de laquelle il passe un peu vite) à un tel quel recoupage des habits du président Mao.

L'auteur passe en revue les divers aspects de la stratégie mise en place par M. Deng Xiaoping et ses amis. L'agriculture ? La privatisation de facto de la terre, des machines, du cheptel ne peut, au nom de la rentabilité et de l'« économisme » chers à la Banque mondiale, que rendre plus riches les provinces riches, et appauvrir les régions pauvres. La Chine entre dans « le monde de l'agrobusiness ». L'industrie ? Le pouvoir des managers et des ingénieurs est de plus en plus grand. La « modernisation » réintègre ce secteur dans le monde capitaliste.

(1) *Far Eastern Economic Review* du 15 octobre, et *International Herald Tribune* du 30 octobre 1987.

(2) *Time Magazine*, 14 septembre 1987.

(3) Michel Chossudovsky, *Towards Capitalist Restoration? Chinese Socialism after Mao*, Macmillan, Londres, 1986, 252 pages, 6,95 livres.

Recherches internationales

N° 25 - AUTOMNE 1987

FAIRE DE LA POLITIQUE EN PAYS SOCIALISTE

Actes de la journée d'études de l'IRIM du 13 juin 1987 (G. Marcos, F. Cohen, J. Radanyi, M. Lesage, M. Marie, L. Rebel, M. Dion, E. Charvin, J. Legrand, E. Toulouse, G. Fournial, M.-C. Delacroix, S. Bouthillier, D. Uzamidis, A. Kouz)

Le numéro : 80 F.

Abonnement : 4 numéros par an, 180 F.

Bon de commande

Le numéro 25 de Recherches Internationales

Un abonnement à partir du numéro 25.

NOM Prénom

Adresse

Ville

Profession

Année de naissance

Bulletin à retourner à : SEPIRM, 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris

Chèque à l'ordre de : SEPIRM.

REVUE des SCIENCES MORALES & POLITIQUES

Sommaire du n° 3 - 1987

Laurent Schwartz

De certains processus mentaux dans la découverte des mathématiques.

David Molho

La création de la mode féminine.

René Huyghe

L'art de notre temps. Intellectualisme et symbolisme inconscient.

Pierre Massé

L'aléatoire et la pensée économique.

Philippe Bourvard

La création humoristique.

Jacques Séguela

La « pub » : un mensonge qui dit la vérité.

Jacob Kaplan

Le nouveau regard chrétien sur le judaïsme.

Vente au numéro : 95F (France) - 120F (Export)
Par abonnement (1987) : 4 n° 347F (France) - 462F (Export)
tarifs valables jusqu'au 31 décembre 1987

CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

gauthiervillars

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

DU PARTI CO
Variation

Quatre alphabets ouïgours en trente-trois ans...

Text on the right side of the page, partially cut off.

Confucius et

MICHEL CHOSSUDOVSKY
Text on the right side of the page, partially cut off.

DU PARTI COMMUNISTE

variations de la politique générale

LE CONGRÈS
gré des

Plus encore que leurs précédents... celle que soit la tendance à l'appartenance... politique d'assimilation fondée sur les critères définis par Engels (4)...

Dans un premier temps (1949-1955), Pékin va tenter de se concilier les élites locales en leur donnant des postes honorifiques dans les nouvelles instances administratives, le pouvoir réel appartenant aux militaires et aux communistes hans, et de les convaincre de partager leurs terres. Le concept d'« autonomie » des régions minoritaires (6) sert cet objectif en fournissant de nombreux postes sans pouvoir réel à tous les niveaux aux élites traditionnelles. En même temps, on envoie dans des instituts de minorité nationale des jeunes qui apprennent le chinois et s'initient à la politique du PCC. Ils devront prendre la relève des élites traditionnelles. En général, cette intégration des notables traditionnels dans les

zones peuplées de minorités structurées (Oïgours, Kazakhs, Hais) se passe sans trop de heurts. La réforme agraire est réalisée avec un peu de retard, et l'on commence à installer les coopératives. Cependant, en 1957, les intellectuels ouïgours, par exemple, se plaignent de la politique d'assimilation et de la présence militaire chinoise au

Xinjiang, et demandent la création d'une République du Turkestan.

A cette époque, le Tibet représente une exception, puisque l'accord signé le 23 mai 1951 entre le gouvernement du Yunnan, moqouf et monastères sont restaurés, souvent aux frais des fidèles.

cependant des incidences sur la vie des minorités; la pratique religieuse, les cérémonies traditionnelles sont à nouveau tolérées, et, à partir de 1980, du Xinjiang au Tibet en passant par le Yunnan, moqouf et monastères sont restaurés, souvent aux frais des fidèles.

minorités, comme le dalaï-lama (11), cherchent aujourd'hui à obtenir des communistes qu'ils se comportent comme les empereurs qui les ont précédés à Pékin: qu'ils laissent leurs armées aux frontières, mais autorisent les ethnies minoritaires à vivre selon leurs traditions, sous la direction de leurs élites naturelles qui feraient serment d'allégeance à la Chine, comme ce fut plus ou moins le cas au Tibet, de 1950 à 1956.

La révolte de 1958-1959 au Tibet

EN fait, dès 1956, les Chinois commencent à effectuer une réforme agraire dans la périphérie de la région, partageant les terres des monastères et obligeant les moines à se marier et à cultiver leurs champs, provoquant ainsi l'indignation d'une population très attachée à ses traditions.

A partir de 1958, et surtout de 1966, Mao met en œuvre son projet de « communisation » à outrance de la Chine. Cette impatience révolutionnaire conduit les dirigeants du PCC à considérer les particularismes culturels des minorités comme autant d'obstacles sur la voie du socialisme. Cette politique est vécue dans les zones périphériques comme une tentative de sinisation à outrance. Elle va se poursuivre, avec des hauts et des bas, pendant vingt ans et fera des ravages encore plus considérables chez les ethnies minoritaires que chez les Hans. La volonté de sédentariser par la force les nomades kazakhs et turkmènes conduit de cent mille à deux cent mille d'entre eux à s'enfuir en Union soviétique. Toujours en 1958, une révolte des Hais ayant pour but d'établir une république islamique est déclenchée par l'imam Ma Zhenwu. L'armée la matra dans le sang (7).

Hais (musulmans) de Shadian, au Yunnan, d'élever des porcs les conduira à prendre les armes (8). Il faudra que Hua Guofeng se rende sur place et ordonne à l'armée d'intervenir au canon contre les villages pour mettre un terme à la rébellion. Au Yunnan, les Chinois interdisent aux montagnards de cultiver le riz sec. Et partout sont détruits les lieux de culte alors qu'ils représentent le principal lieu de transmission de la culture nationale. En 1976, le ressentiment, manifeste ou latent, à l'égard des Hans est évident dans la plupart des ethnies minoritaires.

Ces destructions sur le plan culturel n'ont eu aucune contrepartie en matière de développement économique, les seuls investissements importants étant des routes stratégiques, ou l'extraction du pétrole, qui ne profite nullement aux minorités. De 1958 à 1977, le niveau de vie des populations périphériques a baissé. Cependant, les pratiques sociales traditionnelles, bien que contraintes à la clandestinité, sont demeurées vivaces.

C'est dans ce contexte, finalement très semblable à celui de la Chine de l'intérieur mais auquel vient s'ajouter l'élément national, que M. Deng Xiaoping décide de changer d'attitude. Pourtant, si le programme de modernisation qu'il met en œuvre à partir de 1978 prend en compte les réalités sociales, tant dans l'intérieur que dans les zones minoritaires, il n'en considère pas moins que les particularismes représentent un obstacle avec lequel le pouvoir central ne doit composer que provisoirement. La nouvelle politique a

Le parti communiste peut-il accepter un tel compromis? Les opinions au centre ne sont sans doute pas unanimes, et il est à craindre que militaires et « conservateurs » s'accrochent mal d'une telle situation. Les Tibétains ont fait perdre la face à l'armée chinoise en septembre-octobre 1987. En août 1987, dans son autobiographie, M. Hu Yaobang a regretté son attitude trop « libérale » au Tibet (12). On peut redouter que ses généraux et leurs mentors ne cherchent à faire payer cette insulte aux responsables de la politique d'ouverture.

JEAN-PHILIPPE BÉJA.

- (6) Après une période d'abstention, les Chinois ont abandonné l'idée de créer des républiques sur le modèle soviétique garantissant la liberté (illusoire) de sécession. Certains dirigeants des régions autonomes doivent appartenir aux minorités nationales, mais ils doivent agir dans le cadre de la politique décidée par Pékin. La plupart des régions autonomes ont été créées dans les années 50: Xinjiang en 1955, Zhuang et Hui en 1958. Le vide du concept d'autonomie apparaît de façon saisissante avec la création, en 1965, de la région autonome du Tibet, fondée alors que tous les formes de pouvoir tibétain autonome a été éradiqué. Rappelons que le recensement de 1982 montre qu'à l'exception du Tibet toutes les régions autonomes sont peuplées majoritairement de Hans.
- (7) Raphael Dismail, « The Muslim Minority in the People's Republic of China », Asian Survey, août 1981.
- (8) Guanchajia (The Observer), sur le Hongkong, décembre 1976, et le Monde, 11 et 13 octobre 1978.
- (9) Guanchajia, juillet 1981.
- (10) Far Eastern Economic Review, 8 août 1980.
- (11) Dans l'interview publiée par le Monde daté 18-19 octobre 1987, le dalaï-lama adopte une attitude extrêmement mesurée qui montre une connaissance profonde de son adversaire.
- (12) Zhongming, octobre 1987, et The Financial Times, 15 octobre 1987.

Quatre alphabets ouïgours en trente-trois ans...

LES vicissitudes de l'alphabet ouïgour sont une excellente illustration de l'étude des communistes chinois à l'égard des minorités nationales. A la Libération, l'alphabet arabe, enseigné dans les écoles coraniques, était l'unique véhicule de la culture ouïgoure. En 1956, conscients que cette situation donnait un avantage exorbitant aux élites religieuses et risquait d'alimenter l'hostilité à l'égard des Hans, les dirigeants le remplacèrent par l'alphabet cyrillique, en vigueur dans les républiques turcophones de l'URSS. Cette mesure avait l'inconvénient de couper les jeunes de leurs traditions, mais elle leur permettait au moins de communiquer avec leurs cousins du Nord.

La brouille sino-soviétique s'envenimant, dès 1968, Chou En Lai proposait d'adopter l'alphabet latin, qui, selon lui, convenait mieux aux influences du ouïgour. Cette mesure fut généralisée en 1985. Naturellement, on prit bien soin d'adopter une romanisation différente de celle en vigueur en Turquie. Le rêve des communistes chinois était enfin réalisé: les jeunes Ouïgours n'auraient plus l'esprit pollué par les œuvres « féodales » ou « révisionnistes ». En 1982, les autorités ont enfin rétabli l'usage de l'alphabet arabe. C'est un changement d'alphabet en trente-trois ans! Qui se soucie du génie causé à plusieurs générations de Ouïgours?

La répression de la révolte des Khampas en 1958-1959 met un terme à l'autonomie dont jouissait encore le Tibet, et provoque l'exil du dalaï-lama et la destruction systématique de la culture locale: les militaires chinois ne se sont pas contentés de raser plus de deux mille cinq cents monastères, dépositaires de cette culture, ils sont allés jusqu'à interdire aux Tibétains de cultiver l'orge, qui constitue l'essentiel de leur alimentation, pour le remplacer par le blé d'hiver, Pékin ayant décidé qu'il était plus nourrissant. La volonté de changer les habitudes alimentaires semble du reste faire partie d'un plan de destruction des particularismes puisque, en 1975, l'obligation faite aux

tentation capitaliste?

Les rapports sociaux sont fondés sur l'efféisme, et le modèle de formation est celui des universités américaines. La politique des salaires et de l'embauche confirme ce diagnostic. L'économie de marché? Elle élimine les entreprises faibles (au lieu de les hisser à un niveau supérieur), accroît les disparités régionales (au profit des villes industrielles de la côte), favorise la fabrication de produits de luxe ou de semi-luxe, ou de biens destinés à l'étranger, au détriment de celle des biens de consommation courante. L'industrie

lourde ne peut que pâtir de cette situation, au profit d'une industrie légère, dépendante, de surcroît, de la technique et du capital étrangers (ou chinois d'outre-mer). Une société duale se met ainsi en place, dont bénéficient de petites poches de citoyens pensant et consommant comme à Hongkong. Après tout, la colonie britannique n'a peut-être pas à se soucier trop de l'échec de 1997, dans la mesure où, avant même le rattachement au continent, elle « déteint » sur la frange urbaine côtière de la mère patrie.

Confucius et Taylor

MICHEL CHOSSUDOVSKY analyse aussi le rôle du capital étranger dans l'évolution actuelle, et notamment l'action décisive, selon lui, des bourgeoisies chinoises d'Asie du Sud-Est. Le capitalisme étranger (et chinois d'outre-mer) trouve en Chine une main-d'œuvre non seulement inimmuable, mais qui coûte trente fois moins cher qu'en Occident, et est aussi bien meilleur marché qu'en Corée du Sud, à Taiwan ou en Malaisie. Une chemise fabriquée en Chine, et vendue 15 dollars à New-York, incht dans son coût de production un salaire de 0,45 dollar et n'aura pas rapporté davantage à son entreprise d'origine. La question des coûts n'est d'ailleurs qu'un des éléments du problème. Plus généralement, écrit l'auteur, les choix économiques (investissements, transferts de technologie, etc.) ne sont pas le fait des Chinois, mais des entrepreneurs étrangers. Et c'est dans un tel contexte qu'il faut analyser les rapports stratégiques entre Pékin et Washington, et l'attitude de la Chine à l'égard des régimes du Sud-Est asiatique au sein desquels les bourgeoisies chinoises jouent un rôle considérable. Des « alliances de classe » se tissent de la sorte, mais, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays du tiers-monde où la bourgeoisie locale est « cliente » d'un pouvoir capitaliste extérieur, qu'elle s'agit, la « bourgeois-

rie d'Etat » chinoise a bien choisi de s'engager dans la voie actuelle. Dans ces conditions, les relations sociales fondées sur « l'autoritarisme confucien et le taylorisme occidental » ne peuvent guère être décrites, ni vécues, comme une étape en direction du socialisme. La base sociale du régime est active, mais, selon Michel Chossudovsky, elle est essentiellement constituée par une sorte de classe moyenne urbaine qui représente environ 20 % de la population des villes, soit 6 % du milliard de Chinois. Ce livre ouvre un débat de fond sur le type de projet de société qui se dessine pour la Chine. Michel Chossudovsky ne s'attarde guère sur les questions démographiques. Or, même si l'on met entre parenthèses l'interrogation sur la nature réelle du système, et ce qu'elle implique comme vision des rapports humains, comment croire que le mode de vie d'une classe sociale privilégiée, de Hongkong ou de San-Francisco, peut être étendu à une énorme masse rurale, en pleine expansion de surcroît? Un tel type de développement suppose des choix sociaux bien précis et l'acceptation de contradictions dans la société, avec leur cortège de mesures répressives; l'acceptation, aussi, d'un divorce de plus en plus évident entre le discours officiel et la réalité vécue par la majorité de la population. JACQUES DECORNOY.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux: tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités. Avant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.25.20.98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47.88.50.83 - Télex 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

LES... EN PAYS SOCIALISTES... 23 juin 1987 (G. Marcou, F. Collet, M. Dion, R. Charvin, J. Lagarde, M. Bouteiller, D. Uzamis, A. Rossi)...

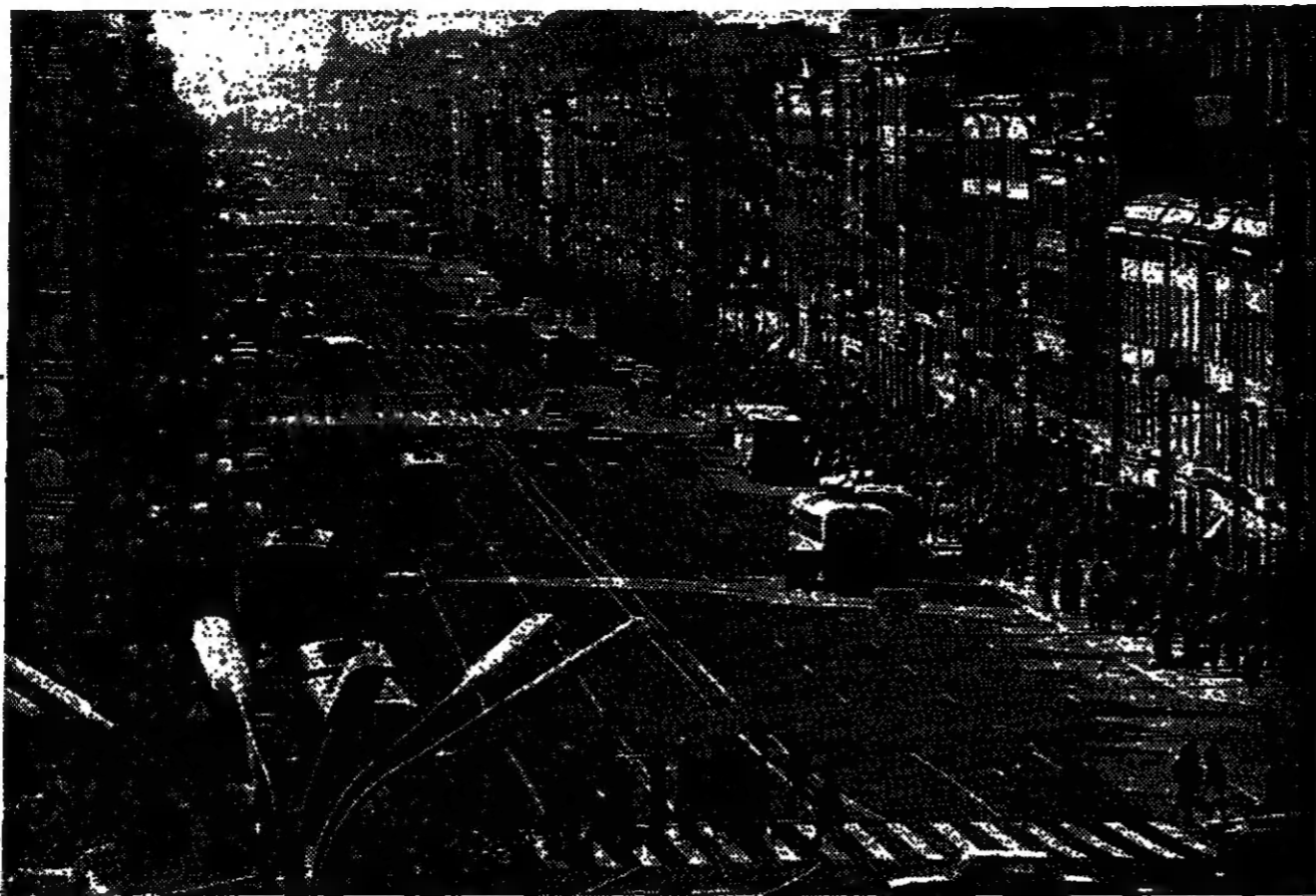
LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE :

Fin de l'état de grâce

(Suite de la première page.)

Mais la politique n'est pas rectiligne... comme la perspective Nevski... (dixit Lénine). Si le renouveau de la pensée politique officielle est de grande envergure, comme en témoigne le livre-programme de M. Gorbatchev (3), son discours du 2 novembre marque une courbe rentrante. L'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution n'a pas été saisie pour un spectaculaire réhabilitation de l'histoire : reconnaissance du rôle de Trotski, de Boukharine et des autres compagnons de Lénine jetés aux oubliettes, effacement des infamies dont ils furent accablés lors des procès stalinien des années 30, hommage aux victimes des répressions. Des articles de presse et des conversations, au cours des derniers mois, alimentaient de tels espoirs.

Il ne pouvait, certes, être question d'une réhabilitation politique de Trotski; mais celle, pénale, des condamnés des procès de 1936-1937 était à l'ordre du jour (4). Au lieu de ce « retour à la vérité » tant espéré, M. Gorbatchev a servi un jugement tempéré sur le stalinisme, sensiblement en retrait sur le rapport Khrouchtchev de 1956, dit « secret » (il fut largement diffusé par voie orale, lors de réunions de communistes et de sans-parti), et sur ceux, publics, soumis au vingt-deuxième congrès du parti en 1961. Sans doute M. Gorbatchev doit-il composer non seulement avec ses collègues, mais aussi avec une large partie de la population qui n'accepterait pas une condamnation « unilatérale » de Staline, associé aux exploits de l'industrialisation et à la victoire sur l'Allemagne nazie. Cette controverse déjà traditionnelle, et passablement simpliste, autour des « mérites » et des « erreurs » de Staline semble pourtant dépassée par les articles et les livres qui - tel le roman d'Anatoly Rybakov, Les Enfants de l'Arctique - tentent à restituer l'histoire des Soviétiques dans toute sa tragique complexité. Le réexamen des drames de la collectivisation forcée, en 1928-1932, est lui aussi attendu, notamment dans les écrits de l'historien Danilov ou du romancier Belov. Quant au



LA PERSPECTIVE NEVSKI A LENINGRAD - L'action politique n'est pas rectiligne -

débat sur l'année 1917, il se polarise de manière révélatrice sur la révolution démocratique de février et sur le processus qui mena à la prise de pouvoir par les bolcheviks en octobre. Y avait-il une autre voie ? A la veille d'Octobre... ou à la fin des années 20, au seuil de la collectivisation et de l'industrialisation accélérée ? Telles sont les questions qui sous-tendent plus ou moins explicitement la discussion. On comprend que ce qui est en jeu, c'est la légitimité historique du parti au pouvoir depuis 1917.

dente et graduelle dans son amorce, mais lancée sur une trajectoire telle que l'on ne pourra rien changer sans tout changer et, dès lors, sans toucher « au cœur du système », pour reprendre l'expression de l'économiste Abel Aganbegian.

L'ouvrage d'Abel Aganbegian, principal inspirateur de la réforme, est très explicite (8). Ses théories sont proches de celles que développait à Prague, en 1968, M. Ota Sik, en faveur du « socialisme de marché ». M. Aganbegian polémiquait avec les dogmatiques qui associent marché et capitalisme en rap-

portant que le premier est bien antérieur au second. Son extension générale, en un système « où tout est à vendre et tout est à acheter », est hors de perspective pour l'économie soviétique, où bien des valeurs matérielles (et autres) restent soustraites au marché, défini comme « régulateur auxiliaire ». Mais les choix décisifs ne sont qu'esquissés

et reportés à plus tard : la réforme globale des prix, la suppression des organes centraux d'approvisionnement (Gosnab) au profit d'un véritable marché des moyens de production. D'ici là (1990 ?), ce sera la transition par un système hybride, où les entreprises publiques autofinancées (tout comme les secteurs privé et coopératif) continueront de se heurter à la tutelle des ministères (et autres administrations), aux pénuries d'approvisionnement.

La réforme est donc condamnée au « mariage contradictoire de la démocratie et du centralisme », exposé aux vicissitudes du compromis. « Je comprends, écrit M. Aganbegian, et, à bien des égards, je partage le radicalisme de certains camarades qui estiment que le mécanisme économique projeté et le système de gestion sont le fruit d'une lutte entre plusieurs avis, de jugements contradictoires et qu'ils constituent, à leur manière, un compromis entre ceux qui veulent changer de manière révolutionnaire le système de gestion et ceux qui sont favorables à un perfectionnement évolutif. Mais il faut tenir compte d'une autre chose. La responsabilité (...) est immense : il faut la stabilité. Nous sommes tous conscients que le moindre faux pas dans la refonte du mécanisme économique se traduira par des pertes de plusieurs milliards de roubles que notre pays devra seul supporter (9). »

Il n'y a pas que les roubles. La stabilité sociale est sérieusement affectée par la baisse des performances économiques. Les réformateurs ne se font pas d'illusions : la déstabilisation sociale ne peut que s'accroître avec les changements, il ne s'agit pas de la refuser, mais de s'en servir. C'est pourquoi la réforme est aussi sociale, et politique. Et en cela, elle débouche largement sur « exemple hongrois ». L'URSS ne connaît pas les contraintes (et les alibis) qu'impose un « grand frère », l'espace à maîtriser est immense, et, de surcroît, multinational.

Les pesanteurs et les craintes

COMMENT réagiront les divers groupes sociaux ?

C'est une lapalissade de dire que la réforme va léser, globalement, la « bureaucratie ». Mais qu'est-ce que la « bureaucratie » ? Un style de travail, une « maladie de l'organisation », une classe, ou des couches sociales ? Sur ce chapitre, les théories abondent désormais en URSS. On peut supposer que les dix-huit millions de fonctionnaires des appareils du parti, de l'Etat, de l'armée, du KGB, ne vont pas figurer comme le fer de lance du changement. Mais des fractions importantes de ces appareils seront nécessairement ralenties. L'autoréforme comme planche de salut, le patriotisme, les occasions d'ascension sociale, peuvent être des mobiles. Pour beaucoup, la perestroïka sera moins refusée que chargée d'espoirs contradictoires.

La résistance purement et durement conservatrice provient des couches les plus organisées liées au modèle centralisé autoritaire - dans les ministères, le secteur protégé de l'appareil

militaro-bureaucratique - et aux échelons intermédiaires tels que les raïkoms, les comités régionaux du parti, dont les ingérences dans la vie industrielle et agricole devraient logiquement diminuer. Le repositionnement du parti, face à une société civile naissante, est donc inévitable et crucial. Ce sera l'une des tâches soumises à la conférence nationale du PCUS, fin juin 1988.

L'idée d'une « technocratie » bénéficiaire de la réforme pêche par simplisme, elle aussi. L'autofinancement et l'autonomie des entreprises lézant les intérêts des lobbies technocratiques qui orientent les décisions de politique technique, d'infrastructures, de localisations industrielles.

Qu'en est-il des directeurs d'entreprise ? Des enquêtes fragmentaires disent leurs aspirations à une autonomie qui accroîtrait leurs pouvoirs. D'autres révèlent l'inquiétude suscitée par le bouleversement des habitudes. Une enquête faite en 1985 ne recense que 21 % de directeurs favorables aux réformes dans l'industrie électrotechnique (10). On rapporte aussi que

(3) Le premier exposé systématique - souvent marqué du style personnel de M. Gorbatchev - des « vues nouvelles » que la direction du PCUS propose aujourd'hui, pour « reconstruire » la société soviétique et ses relations avec le monde extérieur.

(4) La Cour suprême d'URSS aurait été saisie d'une demande en réhabilitation des victimes du procès « des Seize » (Kamenov, Zinoviev, en 1936) des « Dix-sept » (Radek, Poutalov, en 1937) et des « généraux » en 1937 (d'après les correspondants à Moscou du journal Le Soir, Bruxelles, 3-4 octobre 1987).

(5) Tournaï, rupture : un terme déjà utilisé par M. Gorbatchev lors du vingt-septième congrès du PCUS, en février 1986.

(6) Economiste et animateur d'émissions de la télévision.

(7) Lire à ce propos l'article de Gérard Roland dans les Cahiers marxistes (Bruxelles) de septembre 1987, ainsi que l'ouvrage de Gérard Duchêne, L'économie de l'URSS, La Découverte, Paris, 1987.

(8) Abel Aganbegian, Perestroïka. Le double défi soviétique, Economica, Paris, 1987, 89 F. L'auteur, connu depuis plus de vingt ans comme réformateur et directeur de l'Institut d'économie de Novosibirsk (Sibirie occidentale), expose non seulement la réforme dont il est l'artisan, mais sa propre vision prospective de l'économie soviétique et de son intégration à la division internationale du travail.

(9) Op. cit., p. 134.

(10) Cité, avec d'autres sources soviétiques, par Gérard Roland dans les Cahiers marxistes, op. cit.

Jeter les fondations d'un monde nouveau

LES « gorbatchévien » les plus radicaux ne redoutent pas ce débat : il devrait leur permettre de démontrer qu'il n'y avait pas qu'un seul modèle soviétique possible, que le léningisme de leur choix (le Léning des dernières années, particulièrement hostile à la bureaucratie, ouvert à la libre coopération et au marché) permet de fonder, ou du moins d'inspirer, aujourd'hui, une nouvelle légitimité. Celle d'un communiste réformateur, démocratique.

Il y a donc, côté réformateurs, une volonté de politiser la perestroïka, de ne pas la réduire à une « restructuration » purement économique et technocratique. Et pour cause. Aucune amélioration matérielle n'est concevable à court terme. Commencée sous Brejnev, la dégradation des performances économiques se poursuit, au risque de donner des arguments démagogiques aux adversaires des réformes. D'autant que celles-ci risquent de compliquer la situation. Bref, aucune promesse allé-

chante. Sauf celle... d'un nouveau monde.

Les objectifs, sinon toutes les modalités de la « réforme radicale » sont en partie clarifiés. C'est cela le nouveau perelom (5), comme le dit Lev Voznessenski (6), le tournant dans le tournant par lequel la perestroïka prend consistance et touche aux intérêts de larges couches de l'appareil et de la population. C'est, concrètement, la liquidation de l'économie du commandement mise en place sous Staline après 1928.

La réforme de l'entreprise, qui entre en vigueur en janvier 1988, opte sans équivoque pour les « trois A » - autonomie, autofinancement, autogestion. La tutelle du plan central sur la gestion courante est en voie d'abolition. C'est plus que n'en voulait la réforme de 1965, et c'est autre chose qu'une modernisation du modèle soviétique existant, à l'exemple de la RDA. C'est plutôt la Hongrie qui a fait école (7).

Telle qu'esquissée désormais, la réforme présente ce paradoxe : pu-

Prophétie sans risques

L'accord signé le 7 décembre par MM. Reagan et Gorbatchev n'est considéré que comme une première étape, destinée à être suivie de futures négociations portant sur la réduction d'autres types d'armements. Tout ou tard sera abordé le problème des armes conventionnelles, domaine dans lequel, d'après MM. Casper Weinberger et André Giraud, suivis par la plupart des commentateurs, l'URSS disposerait d'une « écrasante supériorité », notamment en matière de divisions blindées.

L'amiral Sanguinetti rappelait ici (Le Monde diplomatique, octobre 1987) que cette supériorité est un mythe, en raison de l'efficacité des armes occidentales antichars et de la vétusté de nombreux matériels soviétiques. Un rapport de l'Union de l'Europe occidentale confirme cette analyse.

Si un jour Moscou proposait d'éliminer environ la moitié de ses divisions blindées, combien de commentateurs oublieraient leurs incessantes mises en garde contre l'« écrasante supériorité » de l'URSS en ce domaine ? Prophétie sans risques : ils diront que Moscou veut se débarrasser de matériels obsolètes, tout juste bons pour la ferraille, et qu'il ne faut pas se laisser entraîner dans une négociation piégée...

ETUDES SOVIÉTIQUES. CHAQUE MOIS TOUTE L'ACTUALITÉ POLITIQUE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE DE L'U.R.S.S. AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE: REPORTAGE SUR LES CÉRÉMONIES DU 70e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE. LES MÉMOIRES DU MARÉCHAL JOUKOV. « Ogoniok », une revue où fonctionne la transparence (des journalistes parlent...). Les comptes, trente ans après (des poètes s'expriment). Les premiers soviétiques et un courrier des lecteurs (critique de vos contradictions sur la restructuration). Échanges franco-soviétiques. LE REPENTIR DU ROI LEAN. EXPOSITION CHAGALL A MOSCOU et de nombreux autres articles sur les récents soviétiques. Leçons de russe. ABONNEMENT. Avec le supplément du mois: « OCTOBRE 1917 ET LA RESTRUCTURATION: LA RÉVOLUTION SE POURSUIT » (texte intégral du rapport de M. Gorbatchev à l'occasion du 70e anniversaire de la Révolution d'Octobre). 1 AN (12 n°) France 100 F, Étranger 125 F. 2 ANS (24 n°) France 178 F, Étranger 190 F. EN CADEAU DE BIENVENUE (au choix): Des interviews de « décideurs » soviétiques (17 fascicules brochés) ou Les Républiques de l'URSS (15 titres) pour 1 an. Les 2 collections pour 2 ans. Renvoyer cette annonce.

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE. inter-livres. Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles. DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres. REMISE de 10 % sur les disques et cassettes. Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE). VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE. 14, Place de Rungis - 75013 PARIS. Téléphone: 45-88-44-45.

DE L'URGENCE pour M. L'absence de structures... UNE ÉPINEUSE CONT Bolcheviks, socialistes. ALORS que l'Union soviétique... Dans ce contexte d'interrogations...

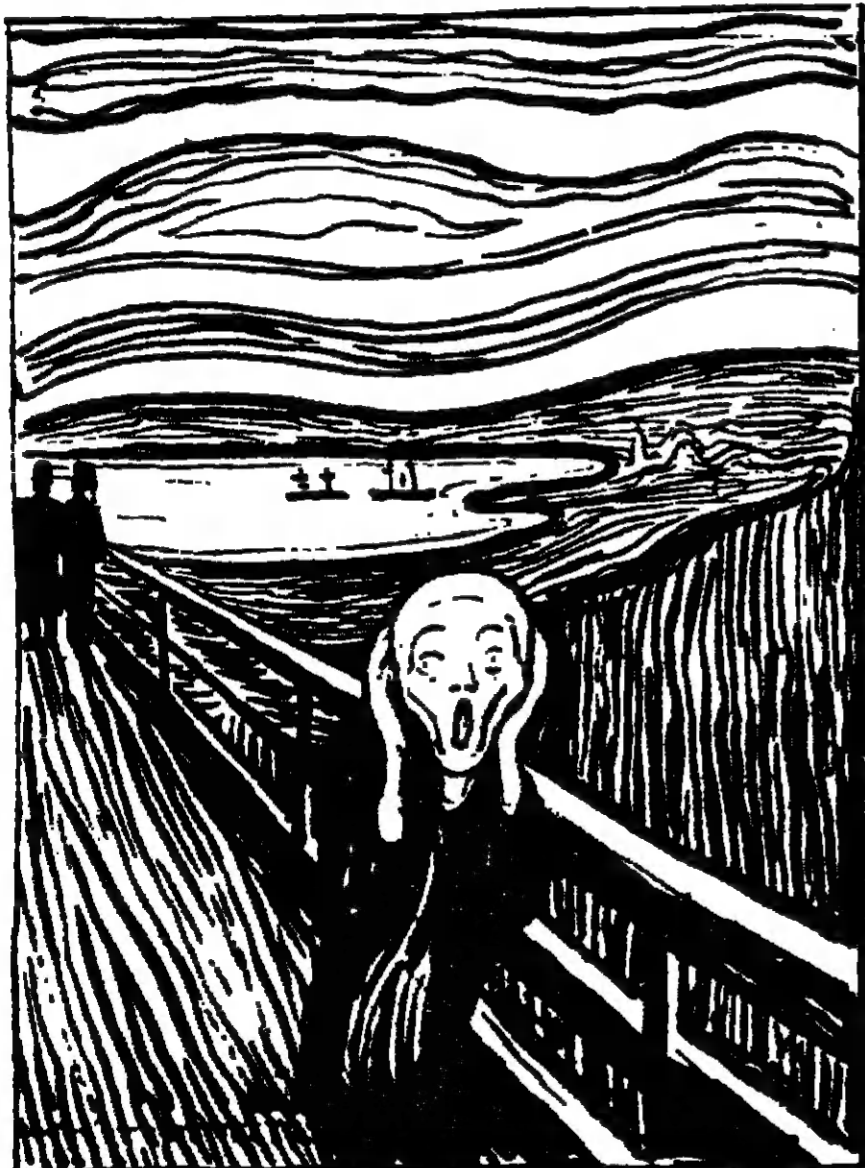
Application

LE TRIOMPHE DE LA DÉRAISON

S'ils l'ont vue venir, les responsables des politiques monétaires n'ont pas su éviter la crise financière. Comme l'ont fait parfois certains militaires, vont-ils maintenant se battre avec les armes de la précédente guerre ?

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Il s'agit bien d'une crise de la pensée, d'une crise de civilisation et de culture, qu'il importe de surmonter pour se donner une chance de ne pas se laisser englober dans une crise économique sans issue.



« LE CRI », D'EDVARD MUNCH

(Roger Viollet)

DES ÉTATS-UNIS AU BRÉSIL

Les évêques interpellent le pouvoir

DEUX cris d'alarme collectifs ont été poussés presque simultanément cette année par les évêques du continent américain, et tous deux interpellent le pouvoir. Signe que le malaise est généralisé : l'un vient des États-Unis, l'autre du Brésil.

Dans leur lettre pastorale, les évêques des États-Unis écrivent notamment : « Nous appelons à un nouvel engagement national pour le plein-emploi. Nous disons que le fait qu'un Américain sur sept soit pauvre est un scandale social et moral, et nous appelons à des efforts concertés pour éliminer la pauvreté. Nous demandons instamment que toutes les politiques économiques soient évaluées à la lumière de leur impact sur la vie et la stabilité de la famille. Nous soutenons les mesures visant à enrayer la disparition des exploitations agricoles familiales et à résister à la concentration toujours plus grande de la propriété des ressources agricoles (...). »

« L'heure est venue de faire une « nouvelle expérience américaine », pour rendre effectifs les droits économiques, élargir le partage du pouvoir économique, et rendre les décisions économiques plus responsables à l'égard du bien commun. Cette nouvelle expérience peut créer de nouvelles structures d'association et de participation économiques au sein des entreprises, au niveau régional pour toute la nation et au-delà de nos frontières. »

De leur côté, soulignant « la primauté du travail sur le capital », les évêques brésiliens dénoncent :

- « la misère impressionnante dans tout le pays, qui se solde par des migrations provoquant de véritables gonflements tant des villes que des nouveaux pôles agricoles ;
- la succession des scandales et des actes de corruption, avec impunité pour les coupables ;
- la politique salariale qui maintient le pays au rang des salaires les plus bas du monde ;
- l'augmentation abusive des prix avec une inflation prétendument incontrôlable ;
- la croissance du chômage, fruit de la récession économique (...);
- la violence grandissante contre les cultivateurs, les paysans sans terre et les Indiens en lutte pour la terre. »

(Sources : la Documentation catholique, 27 juin 1987, et DIAL (Diffusion de l'Information sur l'Amérique latine, 18 juin 1987).

L'art et la manière

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

LE grand craquement du 19 octobre 1987 a encore rajouté aux dramatiques difficultés d'un tiers-monde déjà appauvri et frustré. Les piliers du système financier et commercial ont été, sinon ébranlés, du moins sérieusement endommagés. Les paléontologues des responsables des banques centrales ne pourront prévenir, en 1988, l'aggravation de la situation économique, voire politique, dans le monde entier. Déjà, la dette du tiers-monde - plus de 1 000 milliards de dollars - joue un rôle essentiel dans l'ébranlement des fondations du système.

Au cours des mois à venir, le krach d'octobre affectera l'endettement des pays du tiers-monde, mais aussi leurs flux d'exportations et le niveau global de leur production. Les exportations de produits de base, exprimées en dollars, accusent de lourdes chutes bénéficiant aux économies capitalistes développées en aggravant les termes de l'échange et le niveau d'endettement des pays en voie de développement.

En 1985 et 1986, l'Amérique latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur en dollars de leurs exportations décliner de 12 % à 20 %. En 1986, la valeur en dollars des importations de marchandises de quinze pays lourdement endettés était de plus de 40 % inférieure au niveau de 1981 (1). Selon tous les indicateurs, la situation ne cessera de s'aggraver en 1988.

Mais le tableau apparaît bien plus sombre si l'on ne se contente pas de l'analyser à partir des versions officielles sur la détermination des prix des matières premières. Voilà quelques années déjà, des experts de la CNUCED ont montré que la politique des prix entre le « centre » et la « périphérie » était aux mains d'une poignée de sociétés à vocations multiples ; de trois à six d'entre elles (selon les pro-

duits) contrôlent de 80 à 85 % du marché du cuivre, de 90 à 95 % de celui du minerai de fer, 80 % de celui du coton, du blé, du maïs, du cacao, du café et des pamplemousses, de 70 % à 75 % du marché de la banane, 60 % de celui du sucre. Ces géants occupent une position idéale pour jouer un jeu contre l'autre. Ils peuvent, de la sorte, extorquer de forts rabais qui apparaissent rarement dans les bilans officiels.

Autre facteur tout aussi négatif : les programmes d'aide à l'agriculture et la panoplie des mesures protectionnistes mises en place par les États-Unis, la CEE et le Japon et dont le coût dépasse

les 120 milliards de dollars. Aux États-Unis notamment, et depuis le début de la présidence de M. Reagan, les aides à l'agriculture ont été multipliées par six, passant de 4 milliards en 1981 à plus de 25 milliards à la fin de 1985. Dans ce domaine au moins, la « magie » du marché ne joue guère (2)... Cette tendance est renforcée par les bonds en céréales et la surproduction qui en résulte. Les rendements mondiaux des céréales ont crû de 24 % entre 1975 et 1985, et ils avaient déjà augmenté de 31 % pendant les dix années précédentes.

Une nouvelle colonisation

LA fin de 1986, la dette du tiers-monde, qui dépassait les 1 000 milliards de dollars, représentait la moitié des exportations de ces pays et croissait beaucoup plus vite. Ce n'est pas le montant absolu de la dette qui est monstrueux, mais son taux de croissance : 9,5 % (de 1980 à 1986) pour la dette totale, et 6,5 % pour le service de la dette. Les sommes que les pays du tiers-monde ne parviennent pas à payer aux banquiers (remboursement et intérêts) s'ajoutent aux dettes cumulées.

En 1980, le service de la dette absorbait plus des neuf dixièmes des exportations de matières premières. A la fin de 1986, il équivalait à 136 % de ces exportations - un fossé comblé en partie seulement par les ventes de produits et de services et des reports de remboursements de la dette. D'où, dans la quasi-totalité des cas, de sévères chutes du revenu national disponible.

Le déficit des paiements courants des pays pauvres est passé de 23 milliards de dollars en 1985 à 49 milliards en 1986. Le pouvoir d'achat de leurs exportations a baissé de 40 %, soit une dégradation de plus de 45 % des termes de l'échange, dont seule une fraction a été effacée par une augmentation de 9,5 % du volume des exportations (3).

Autre facteur défavorable pour l'avenir du tiers-monde : les investissements dans les pays lourdement endettés ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986 (4).

Pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières à des prix de plus en plus bas. Un phénomène qui a contribué à une déflation quasi totale de l'inflation dans les pays développés.

En 1986, le monde ne manquait pas de liquidités. Les marchés financiers internationaux étaient au plus haut,

(1) Rapport du GATT, Genève, 25 septembre 1987.

(2) M. Marcos Espadol, ministre équatorien de l'Agriculture, déclarait : « Les pays industrialisés doivent prendre en considération plus sérieusement qu'ils ne le font la philosophie du marché telle qu'ils la prêchent. Les pays qui nous conseillent d'éliminer les aides, de réduire l'intervention gouvernementale et de libéraliser nos économies n'appliquent pas ces principes chez eux. » (Financial Times, 25 septembre 1987).

(3) Statistiques de la Banque des règlements internationaux.

(4) FMI, World Economic Outlook, avril 1987.

Quand le tiers-monde

Par CLAIRE BRISSET et BOUDEWYN MOHR *

EN quoi l'irruption de la crise sur le marché des changes et au sein des systèmes boursiers des pays industrialisés va-t-elle aggraver la situation des pays endettés ? Il est trop tôt pour mesurer toute l'étendue de ses effets. Il est sûr, néanmoins, que tout fléchissement de l'activité dans les pays développés - notamment aux États-Unis - se répercutera directement sur l'économie du tiers-monde ; que l'aide, perçue comme un luxe par des économistes à courte vue, risque de se raréfier encore davantage. Et que le sentiment de solidarité sera, lui aussi, mis à mal par cette crise.

Le 10 décembre, à Tokyo, sera rendu public le rapport sur la « situation des enfants dans le monde » que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) élabore chaque année. De tels documents ne peuvent guère porter à l'optimisme : pauvreté, malnutrition, analphabétisme continuent d'entraver l'amélioration du sort des plus vulnérables - en l'occurrence, les enfants et leurs mères - et des habitants du tiers-monde.

Pourtant, tout n'est pas sombre dans ce tableau. Des progrès substantiels s'affirment même dans un certain nombre de domaines, sanitaires notamment, comme en témoigne l'accélération fulgurante de la couverture vaccinale des enfants du tiers-monde. L'analphabétisme régresse significativement, notamment en Asie ; d'une manière générale, l'éducation progresse, ouvrant la voie à des prises de conscience plus globales, donc à certains espoirs pour le long terme. Tel est d'ailleurs le thème du rapport que l'UNICEF rend public en ce mois de décembre : aucun progrès, sanitaire, social ou économique, ne pourra s'inscrire durablement dans la réalité sans une diffusion massive de certaines connaissances de base, notamment auprès des femmes, laissées-pour-compte durant des siècles de tout accès au savoir scientifique.

Mais ces progrès sont fragiles : fragiles parce que récents, ils ont besoin d'être affirmés, entretenus, protégés ; fragiles surtout parce que sensibles à toute fluctuation de l'économie mondiale. Ils peuvent constamment être remis en cause. L'endettement, sur ce point, menace en permanence ces maigres acquis.

En outre, étant donné la chute constante du cours des matières premières qu'elle exporte, elle paie aujourd'hui un service de la dette qui absorbe à lui seul 30 % de ses recettes d'exportation ; cette proportion atteint même 50 % à 60 % dans des pays tels que le Ghana ou le Niger. Entravé par cet écrasant endettement, le développement de l'Afrique noire est encore

freiné par des catastrophes naturelles aussi graves que la récente sécheresse, par les guerres, par le manque d'infrastructures. Se borner à réévaluer les dettes anciennes et à alléger quelque peu les taux d'intérêt, comme le proposait le décevant communiqué du sommet de Venise, est hors de proportion avec l'étendue du mal. Les banques privées, qui ne détiennent pourtant qu'un quart de la dette de l'Afrique noire, ont adopté une démarche de loin plus « réaliste ». Par exemple, le président de la première banque privée allemande, la Deutschebank, qui a déjà constitué un fonds de réserve considérable sur ses prêts au tiers-monde, n'a pas exclu l'éventualité d'un effacement pur et simple, pour sa banque, des créances sur le tiers-monde.

L'hypothèse d'un effacement de la dette bancaire de l'Afrique subsaharienne commence visiblement à entrer dans les esprits si l'on en juge par les provisions constituées à cet effet par de très grands établissements financiers d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, et qui atteignent aujourd'hui les 15 milliards de dollars.

En Amérique latine, la structure de la dette est bien différente, ne serait-ce que parce qu'elle est contractée, à hauteur de 70 %, auprès des banques. Mais le service de cette dette, quoique considérable, y est de très loin plus supportable pour les économies qu'il ne l'est en Afrique noire. Les infrastructures

des pays pauvres ont été multipliées par six, passant de 4 milliards en 1981 à plus de 25 milliards à la fin de 1985. Dans ce domaine au moins, la « magie » du marché ne joue guère (2)... Cette tendance est renforcée par les bonds en céréales et la surproduction qui en résulte. Les rendements mondiaux des céréales ont crû de 24 % entre 1975 et 1985, et ils avaient déjà augmenté de 31 % pendant les dix années précédentes.

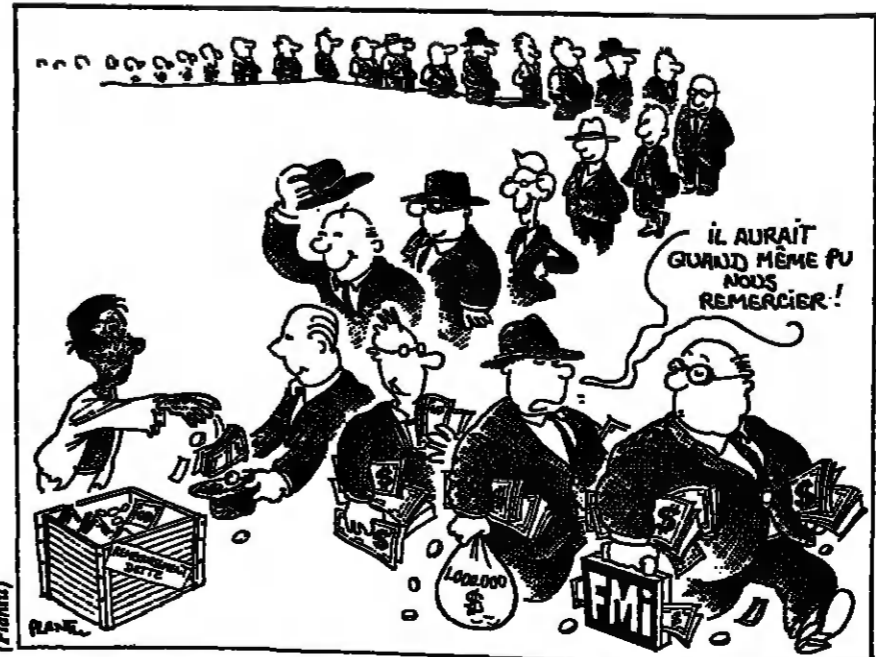
En 1980, le service de la dette absorbait plus des neuf dixièmes des exportations de matières premières. A la fin de 1986, il équivalait à 136 % de ces exportations - un fossé comblé en partie seulement par les ventes de produits et de services et des reports de remboursements de la dette. D'où, dans la quasi-totalité des cas, de sévères chutes du revenu national disponible.

Le déficit des paiements courants des pays pauvres est passé de 23 milliards de dollars en 1985 à 49 milliards en 1986. Le pouvoir d'achat de leurs exportations a baissé de 40 %, soit une dégradation de plus de 45 % des termes de l'échange, dont seule une fraction a été effacée par une augmentation de 9,5 % du volume des exportations (3).

Autre facteur défavorable pour l'avenir du tiers-monde : les investissements dans les pays lourdement endettés ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986 (4).

Pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières à des prix de plus en plus bas. Un phénomène qui a contribué à une déflation quasi totale de l'inflation dans les pays développés.

En 1986, le monde ne manquait pas de liquidités. Les marchés financiers internationaux étaient au plus haut,



LES PAYS PAUVRES de convertir

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

REPRODUCTION INSUPPORTABLE

	1986
Le total	634
Le service de la dette	300
Les intérêts	13
Les remboursements	15
Les services	779
Les paiements	100
Exportations	20
Les investissements	10
Les prêts	10

subvention

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

الطريق

ENDETTEMENT

à manière

Les 120 milliards de dollars. Au début de la présidence de M. Reagan, les investissements ont été multipliés par deux, passant de 4 milliards en 1981 à 8 milliards en 1982. Le marché ne joue guère (2). Cette dévotion est renforcée par les bons rendements agricoles et les surproductions de céréales. Les rendements mondiaux de céréales ont crû de 24 % entre 1985 et 1986, et ils avaient déjà augmenté de 31 % pendant les dix années précédentes.

colonisation

Autre facteur défavorable pour l'investissement dans les pays développés : les investissements ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986 (4).

Pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières. Les prix de plus en plus bas. Un phénomène qui a contribué à une diminution quasi totale de l'inflation dans les pays développés.

En 1986, le monde ne manquait pas de liquidités. Les marchés financiers internationaux étaient au plus haut.

(1) Rapport de GATT, Genève, 23 novembre 1987.

(2) M. Marcos Espinal, ministre espagnol de l'Agriculture, déclarait : « Les prix des matières premières ont baissé de 10 % en 1986, ce qui est le plus bas depuis 1973. Les pays qui nous concurrencent dans le monde, de réduire l'intervention gouvernementale et de libéraliser nos économies s'appuient sur ces principes chez eux. » (France Press, 23 septembre 1987).

(3) Statistiques de la Banque des règlements internationaux.

(4) FMI, World Economic Outlook, septembre 1987.

DES PAYS PAUVRES

de convertir une dette en pactole

comme l'étaient les fantastiques bénéfices des banques. Et pourtant, l'état réel du tiers-monde fut ignoré. Les nouveaux financements obtenus de la part des créanciers privés tombèrent de 11 milliards en 1985 à 4 milliards de dollars en 1986 (5). Encore cette somme représentait-elle seulement des crédits non bancaires à court terme. Il est plus pertinent de noter que les nouveaux prêts accordés au tiers-monde par les banques rendent compte à la Banque des règlements internationaux cessèrent pratiquement en 1986, atteignant la somme dérisoire de 3 milliards de dollars. Et tout indique que la situation ira en empirant.

En revanche, il ne sera pas mis fin au transfert des ressources des pays pauvres vers les pays riches.

Le niveau de la dette du tiers-monde devient, dans ces conditions, insupportable. Il n'est donc pas surprenant que des voix s'élèvent pour dire que le non-remboursement de la dette, complété par la nationalisation des banques du crédit et des assurances sont les seules solutions envisageables.

Les conversions de la dette du tiers-monde en prises de participation par des investisseurs étrangers (debt equity swaps) sont considérées par les banques internationales, sinon comme un palliatif, du moins comme un moyen d'alléger le poids de l'endettement. Corollaire politique de cette pratique : une pleine et entière adhésion aux programmes d'austérité du FMI, la dérégulation des marchés financiers, la privatisation des industries et des secteurs-clés du patrimoine national. Elle présuppose évidemment que les sorties de dividendes et de bénéfices ne soient pas entravées.

Selon le FMI, la Banque mondiale et les multinationales, la conversion de la dette en prises de participation augmente les investissements et permet des augmentations de capitaux dans le secteur privé. Mais cette conversion signifie un achat de devises au rabais (l'intermédiaire touchant sa commission) et la possibilité pour les multinationales d'obtenir - dans le cas du Chili - par exemple, des poses avec une réduction de 35 à 40 %.

L'exemple latino-américain est instructif à cet égard : les spéculateurs ayant fait sortir des capitaux font rentrer leur argent, le transfèrent en pesos ensuite échangés au marché noir contre des dollars. Quant aux multinationales, elles n'utilisent pas, en dépit de leurs affirmations, ces opérations de conversion pour alléger le poids de la dette du tiers-monde ; elles entendent d'abord minorer leurs propres risques et se sortir d'une situation dangereuse. Cela peut être obtenu en dégageant des rabais de plus en plus forts sur la dette convertie. Les conversions de la dette n'ont pas pour but d'injecter de nouveaux capitaux dans les pays concernés ; elles visent à s'approprier des industries nationales à bas prix. Il s'agit en fait, sous couvert d'un allège-

ment de la dette, d'une politique de colonisation (6).

Ces opérations ont par ailleurs des implications néfastes dans la mesure où elles relancent les tendances inflationnistes, font grimper les taux d'intérêt et augmentent la masse monétaire en circulation (7).

De plus, comme les porte-parole des multinationales le reconnaissent, les difficultés augmentent encore pour les pouvoirs publics endettés s'ils doivent emprunter en monnaie locale à un taux supérieur à celui utilisé pour assurer le service de la dette étrangère (8). Ainsi, les opérations de conversion de la dette n'ont pas seulement un effet déstabilisateur et inflationniste ; elles constituent aussi un facteur d'aggrava-

tion de l'endettement du tiers-monde dans la mesure où elles s'effectuent à des taux de change préférentiels.

Les banques internationales savent que l'existence de régimes répressifs conditionne la bonne marche de telles pratiques. Le Chili en est un exemple. Pour cette raison, ces transactions sont politiquement inacceptables pour la majorité des peuples du tiers-monde. De plus, elles sont inadéquates à la situation, tant est lourde la dette globale. Elles représentent en effet, à la fin 1986, 6 milliards de dollars, soit 2,5 % de la dette bancaire des pays les plus débiteurs qui devaient alors 267 milliards de dollars. Mais ces chiffres sont eux-mêmes trompeurs, car les pays faisant partie de ce que la Morgan Guaranty appelle le « programme actif » (active program) ne représentant que 3 milliards de dollars (9) ; ceux qui font partie des « programmes en préparation mais non encore actifs » comptent pour 0,5 milliard (10) ; la catégorie de pays « encore en négociations » représente 2,5 milliards de dollars (11). Il est certain que, comme au Chili, ces opérations permettront aux spéculateurs, agents de change et banquiers de réaliser de gros bénéfices. Elles sont cependant négligeables par rapport au défi global que constitue la dette du tiers-monde.

FRÉDÉRIC F. CLARIMONTE.

(5) BRI, Cinquante-septième Rapport annuel, juin 1987.

(6) « Un pays lourdement endetté tente de protéger son industrie nationale de pointe et il risque de subir des représailles. Ainsi, le 13 novembre 1987, les États-Unis imposent les exportations brésiliennes à hauteur de 105 millions de dollars, Brésil ayant décidé de limiter les importations d'ordinateurs américains. »

(7) L'inflation moyenne, pour neuf pays d'Amérique latine représentant 90 % du produit national de la région et 85 % de sa population, est supérieure à 100 %.

(8) Comme le reconnaît la Morgan Guaranty Trust.

(9) Chili, 1,9 milliard ; Mexique, 0,9 milliard ; Philippines, 0,9 milliard ; Équateur, 0,9 milliard.

(10) Argentine, 0,5 milliard.

(11) Brésil, 2,5 milliards.

UNE PONCTION INSUPPORTABLE SUR LES RESSOURCES DU SUD

(En milliards de dollars)

Table with 4 columns: Year (1980, 1984, 1986), Evolution en pourcentage (1980=100). Rows include: Dette totale, Service de la dette, Éléments et services, Matières premières, and Par rapport aux (biens et services, matières premières).

Source : calculs à partir des statistiques du FMI (avril 1987) et de la CNUCED.



L'ARACHIDE, PRINCIPALE RICHESSE DU SÉNÉGAL.

L'Afrique noire est totalement dépendante du cours des matières premières.

rs-monde

par des catastrophes naturelles graves que la récente sécheresse des guerres, par le manque d'infrastructures. Se borner à rééchelonner les dettes anciennes et à alléger quelque peu les taux d'intérêt, comme le propose le dévot communiqué du club de Venise, est hors de propos. L'endettement du mal. Les banques privées, qui ne détiennent pour un quart de la dette de l'Afrique, ont adopté une démarche de « réalisme ». Par exemple, le président de la première banque privée mondiale, la Deutschebank, qui a émis un fonds de réserve consacré aux prêts au tiers-monde, a souligné l'éventualité d'un effacement pur et simple, pour sa banque, de créances sur le tiers-monde.

L'hypothèse d'un effacement de la dette bancaire de l'Afrique subsaharienne commence à être discutée. Les esprits s'ouvrent à des propositions constructives à cet effet. Les grands établissements financiers d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, et qui atteignent ensemble les 15 milliards de dollars.

En Amérique latine, la situation est bien différente. Le service de la dette est contracté à hauteur de 70 %, auprès des banques et du service de cette dette, quoique ce soit, y est de très loin plus élevé que pour les économies qu'il se situe en Afrique noire. Les infrastructures

subventionne le développement des pays riches

des pays latino-américains, leurs capacités économiques, limitent considérablement leur vulnérabilité, atténuent leur sensibilité à l'égard des produits de base, alors que l'Afrique noire est totalement dépendante du cours des matières premières, sur lequel elle n'a aucune prise. Le Brésil, par exemple, dont la dette est régulièrement rééchelonnée, n'en a pas moins pu décider un moratoire de 68 milliards de dollars sur son endettement bancaire. Le Pérou vient d'échanger une partie de sa dette contre la vente de poissons à une banque britannique. Le Mexique a reçu récemment de fortes liquidités provenant à la fois du retour de capitaux illégalement exportés, d'une légère hausse des prix du pétrole et d'une injection de nouveaux prêts qui lui auraient permis de « racheter » une partie de sa dette à très bon compte.

En bref, l'Amérique latine a les moyens de réaménager sa dette contre des actions, des biens, des poissons... toutes choses que l'Afrique est hors d'état de faire. Telles sont quelques-unes des raisons pour lesquelles, comme le propose M. Nigel Lawson, chancelier britannique de l'Échiquier, la dette de l'Afrique - du moins la dette publique - devrait être effacée.

L'Asie, quant à elle, est relativement moins endettée : 20 milliards de dollars pour la Chine, estime-t-on, 37 milliards de dollars pour l'Inde. C'est peu au regard du potentiel économique de ces pays et de leurs populations. Entre 1979 et 1986, le produit intérieur brut de la Chine a augmenté de 10 % par an. D'autres pays asiatiques, tels que la Corée du Sud, sont plus endettés, mais ont amplement démontré leurs capacités de remboursement (57 milliards de dollars en 1985, 35 milliards en 1987).

D'une manière générale, le phénomène nouveau est que, parallèlement à l'alourdissement général de la dette, l'aide extérieure fléchit. Comme le soulignait le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en juin 1987 (1), le volume total de l'aide au tiers-monde aurait baissé de 4 % en 1986. Ce déclin, joint au niveau général de l'endettement, provoque un phénomène que l'on voyait certes poindre mais que l'on peut, aujourd'hui, clairement mesurer : en 1985, le tiers-monde a transféré dans les pays industrialisés plus de 30 milliards de dollars. C'est un renversement total en cinq ans : en 1980, le transfert net, dans le sens Nord-Sud, était encore de 40 milliards de dollars. En deux ans, le phénomène s'est encore accentué, du double fait de

l'alourdissement de la dette et de l'amaigrissement de l'aide. Et l'on découvrira avec stupeur, au vu des derniers chiffres, que le tiers-monde subventionne les économies de pléthore, alors qu'un demi-milliard d'êtres humains n'y mangent pas à leur faim.

La dette, le faible prix des produits de base, aggravent les atteintes à l'environnement. Ainsi, ce que l'UNICEF appelle une « famine financière » - les exigences du remboursement - oblige maints pays du tiers-monde à abattre la forêt pour vendre du bois d'œuvre, à un rythme si rapide qu'il empêche sa régénération. D'avoc, entre autres conséquences, l'annonce des déserts (2). Fant-il que les pays les plus pauvres

paient le remboursement de leur dette de l'annéisme de leur capital naturel ? « Pourquoi, demande M. Mustapha Tolba, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les pays du tiers-monde, possesseurs de ressources naturelles nécessaires à l'humanité, seraient-ils les seuls à payer de la sorte pour leur conservation ? » Ce lien intime entre dette et écologie vient d'être reconnu par la Banque mondiale (3), qui s'est engagée à accorder une priorité à la protection de l'environnement. Un système de soutien au prix des produits de base devrait être la première traduction de cet engagement.

Des remèdes financiers

MAIS il faut évidemment concevoir aussi des remèdes plus concret-finance. Divers mécanismes ont été imaginés en ce sens, tels que les échanges de créances : certains pays, par exemple, comme le Mexique, auraient les moyens de « racheter » leur propre dette, à très bon compte, sur le second marché mondial, celui où s'échangent les créances internationales. On peut aussi concevoir des « trocs » de dettes, l'imagination dans ce domaine est presque sans limites. Moins connue est l'initiative du directeur général de l'UNICEF, M. James P. Grant, proposant aux banques d'accepter des remboursements - même partiels - en monnaie locale, qui seraient affectés à des programmes de développement social. La banque y trouverait un avantage fiscal bien réel sur des créances qui, elles, sont douteuses (4).

Une intéressante solution au problème des liquidités dans le tiers-monde a été imaginée par deux experts de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), David Brodsky et Gary Sampson (5) : selon eux, le tiers-monde, contrairement aux pays industrialisés, a été hors d'état d'accumuler de l'or pendant les années 50 et 60, et a choisi de recevoir des intérêts sur ses modestes avoirs en dollars. Car on le persuada que le dollar « valait de l'or ». Aussi lui fut-il interdit, pendant ces années fastes, de bénéficier de la hausse de l'or, dont les pays industrialisés tiraient eux, d'énormes liquidités. MM. Brodsky et Sampson proposent d'utiliser les réserves d'or actuelles du Fonds monétaire international (FMI) - qui a aboli en 1975 le rôle officiel du métal jaune dans les transactions entre

de produits de première nécessité - des pièces détachées aux médicaments essentiels, - hausse que les exportations ne pourront jamais compenser, le remède est alors pire que le mal. D'autant qu'il existe des obstacles tarifaires et non tarifaires à l'importation dans les pays industrialisés.

Dans les années récentes, la chute des importations de biens de première nécessité, notamment en Afrique noire, a provoqué une très grave sous-utilisation des capacités économiques et lourdement entravé le développement (6). Appliquée trop brutalement, la dévaluation peut provoquer des effets exactement inverses de ceux qu'elle vise.

L'UNICEF, depuis plusieurs années, insiste sur la notion, heureusement de plus en plus admise, selon laquelle aucun développement durable ne peut faire l'économie d'un renforcement des services de base, en particulier dans le domaine sanitaire et social. Il est d'ailleurs réconfortant de constater que cette idée est reprise par quelques-uns, et non des moindres, des partenaires du développement. Ainsi, la Banque mondiale, pourtant fidèle adepte de l'ajustement, écrit, sous la plume d'Alan Berg, son conseiller en matière de nutrition (7), que les mécanismes d'ajustement structurel, qui visent à réduire les déficits budgétaires et commerciaux, « sont souvent nécessaires [...], mais le défi consiste à les mener à bien de sorte que, au minimum, les pauvres ne soient pas touchés de façon disproportionnée » et que, « idéalement, ces mécanismes bénéficient aux groupes les plus vulnérables ».

« Dans le même sens, M. Michel Camdessus, directeur du FMI, déclarait en juin dernier à Genève : « Les missions du Fonds sont disposées, lorsqu'elles préparent des accords de confirmation et qu'un pays membre en fait la demande, à étudier avec les autorités les conséquences qu'aurait pour la répartition du revenu les diverses formes possibles d'ajustement, en vue, en particulier, d'épargner les plus pauvres. »

L'intégration du « social » dans le discours économique n'est donc plus aujourd'hui un vague fantasme philanthropique. Une telle évolution doit être saluée.

CLAIRE BRISSET et BOUDEWILN MOHR.

(1) Comité d'aide au développement de l'OCDE, Ressources financières mises à la disposition des pays en développement en 1986, 19 juin 1987.

(2) Our Common Future, Brundtland Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.

(3) Rapport annuel 1987.

(4) Ce schéma serait peu applicable aux pays de la zone franc, dont la monnaie est liée au franc français.

(5) David A. Brodsky et Gary F. Sampson, The Case for a Gold Account for Development, CNUCED, Genève, 1981.

(6) Ralph Van der Hoeven, « Choix extérieurs et politiques de stabilisation : mieux répartir le fardeau », Revue internationale du travail, mars-avril 1987, Bureau international du travail, Genève.

(7) Malnutrition : What can be done? Banque mondiale, Washington DC, 1987.

FAITS STRATÉGIQUES 1987

Forces nucléaires et négociations Est-Ouest, le découpage géographique des situations de crise dans le monde.

LL.S.S. 320 p. 107 F
Disponibles : Faits stratégiques 1986 320 p. 98 F
Faits stratégiques 1985 320 p. 94 F

IRAK-IRAN : LA GUERRE PARALYSÉE

L'impuissance des deux camps, comme les événements de l'été l'ont montré.

Ralph King, 160 p. 81 F

● Les Economies soviétiques

Stephen Meyer
Tome 1 : Une histoire, 160 p. 74 F
Tome 2 : Une politique, 192 p. 74 F

● Incidences stratégiques du commerce Est-Ouest

David Boehm, 176 p. 74 F

● V République et défense de l'Afrique

John Chipman, 160 p. 74 F

● Le dialogue Moscou-Pékin depuis Mao

Gerard Segal, 160 p. 78 F

● Pérou et ses voisins : la crise continue (A paraître).

Robert Jaster 81 F

EDITIONS BOSQUET

Les Éditions Bosquet sont distribuées en librairie et dans toutes les FNAC par DISTIQUE.





(Suite de la première page.)

La montée des thèses du Front national - dans son propre public, mais aussi, comme par capillarité, dans les formations qui visent la même clientèle - rend compte d'une détérioration de l'esprit démocratique, qu'aggrave encore les scandales en cours et leur exploitation.

Jamais pareille déraison n'aurait dû prendre au dépourvu les partis politiques, les médias, les élites, les syndicats, les relais d'opinion. Tous ayant été prévus en temps utile, nul ne devrait paraître surpris. Pour rafraîchir les mémoires, faut-il donc exhumé une déclaration, déjà vieille de vingt et un ans, dont l'auteur, toujours fidèle aux

mêmes idées, annonçait déjà clairement ses intentions ?

« La population, disait-il alors, s'inquiète beaucoup du coût et du poids du gouvernement. Elle est troublée, aussi, par un taux de criminalité qui s'emballe, et par le prix excessif de l'état-providence. Il y a une tendance à accepter un abaissement de la moralité, de l'éthique gouvernementale. Nous devons respecter des normes morales plus exigeantes. En même temps, l'état a l'obligation de faire en sorte que les entreprises soient aussi compétitives que possible. On peut éliminer des impôts, et ainsi offrir un stimulant aux entreprises, qui alors élargissent leur base et accroissent suffisamment leur prospérité pour permettre à l'état d'augmenter ses recettes fiscales malgré un taux d'imposition plus faible. Il faut éliminer un tas de réglementations qui harcassent les entreprises. Il faut aussi aggraver les peines qui punissent certains crimes, et s'assurer que la police n'est pas handicapée par des tribunaux plus soucieux de protéger les droits des criminels que ceux des citoyens. Pour réduire la violence raciale, il faut se tourner vers les représentants res-

ponsables des groupes ethniques et non vers leurs leaders autodésignés, dont la première réaction est toujours de descendre dans la rue. Et il y a trop de syndicats dont les membres sont intimidés par leur direction... »

Ainsi parlait, en 1966, le nouveau gouverneur de Californie, qui, quinze ans plus tard, entraînera triomphalement à la Maison Blanche (1). M. Ronald Reagan n'a pas trompé son monde. Sous sa présidence, la population pénitentiaire a doublé, l'état-providence a été sévèrement rogné, la taxe sur les bénéfices des sociétés a été diminuée, etc. Il a tenu parole. Sauf sur deux points : l'équilibre budgétaire et les normes éthiques qu'il préconisait n'ont pas été respectés. De telle sorte que déficits et scandales (dont la vente d'armes à l'Iran n'est que le plus spectaculaire) ont brisé l'image du président.

Et malgré ce bilan, vingt ans après l'énoncé de son programme, M. Reagan a fait des émules en France, où ses grandes idées ont prévalu lors des élections de 1986. Seule une raison anesthésiée pouvait ignorer les résultats. La passion idéologique et la poursuite d'intérêts sans rapport avec l'intérêt national ont jeté un voile pudique sur l'aboutissement d'une telle politique. Pour qu'enfin ce voile se déchire, il faudra un scandale énorme, des échecs retentissants, et surtout, un effondrement boursier. Et, même alors, trop d'esprits se cramponneront encore à des chimères : M. Reagan a pu commettre des erreurs, mais ses conceptions, notamment sa confiance dans les lois du marché, restent parfaitement valables.

Des voix dans le désert

La voix de la raison s'était pourtant fait entendre. Depuis plusieurs années, M. Jacques de Larosière, alors directeur général du Fonds monétaire international (FMI), tirait le signal d'alarme. N'a-t-il pas été entendu ? Ou bien les relations complexes entre le FMI et les gouvernements interdisaient-elles une action cohérente dans la bonne direction ?

Sans remonter plus loin dans le passé, on rappellera simplement que M. de Larosière déclarait le 22 mai 1985 que le déficit budgétaire américain créait « une situation potentiellement insoutenable ». Il précisait que

QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE Le triomphe de

l'encours de la dette fédérale, entre 1979 et 1984, était passé de 27 % à 37 % du PNB des Etats-Unis. Et il en montrait les fâcheuses conséquences : taux d'intérêt élevés, drainage des capitaux extérieurs, au détriment du reste du monde qui en aurait eu le plus grand besoin (2).

Un an plus tôt, le 16 mars 1984, M. de Larosière avait attiré l'attention sur un point capital. Il rappelait que le

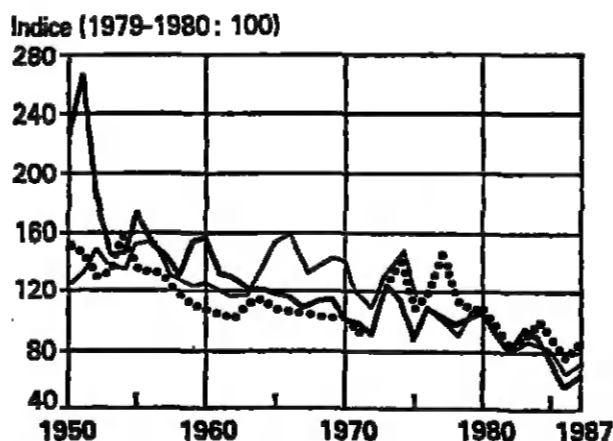


GOYA, LE SOMMEIL DE LA RAISON ENGENDRE DES MONSTRES

et notamment le 3 février 1986 (4). « Les pays endettés, déclarait-il alors, ont vu leurs recettes d'exportation diminuer de 1,5 % en 1985, alors qu'elles s'étaient accrues de 11 % en 1984. » Moins de recettes d'exportation, donc moins de possibilités d'importer en provenance des pays industrialisés, dont l'activité, du coup, se trouve d'autant ralentie.

Comment s'explique cette évolution qui amplifie le marasme ? Parmi les principales causes, le directeur général du FMI citait « la faiblesse des prix des produits de base » que le tiers-monde exporte, la diminution de la demande dans les pays industrialisés, l'insuffisance des crédits extérieurs. D'abord octroyés sans précautions au moment où les pétrodollars affluaient sur les marchés, ces crédits ont ensuite été progressivement comprimés. Dans ces deux phases successives, une logique d'usurier, uniquement préoccupé du rendement financier des prêts qu'il octroie à des taux d'intérêt élevés, l'a emporté sur la logique du banquier et de l'entrepreneur, normalement soucieux d'investissements productifs et rentables.

- (1) « People Feel They've Been Regimented », entretien avec Ronald Reagan, US News and World Report, 21 novembre 1966.
(2) Allocation devant le Forum de Credit-anstalt, à Vienne (Autriche), le 22 mai 1985.
(3) Allocation devant le Council on World Affairs de Cincinnati (Ohio), le 16 mars 1984.
(4) Allocation devant l'Overseas Bankers Trust, à Londres, le 3 février 1986.



Source : Banque mondiale.

CHUTE DES MATIÈRES PREMIÈRES, RUINE DU TIERS-MONDE

LES pays industrialisés peuvent-ils mettre un terme aux décordres des marchés financiers pour éviter la récession que chacun redoute ?

Depuis 1975, les chefs d'Etat et de gouvernement des grandes démocraties industrielles (1) se réunissent chaque année pour tenter d'élaborer une stratégie commune qui permettrait d'épargner au monde une crise majeure. Si ces traités sommets (2) ont, au fil des ans, permis de préciser les objectifs et d'adopter quelques mesures partielles, ils ont surtout abouti à des « déclarations » dont il faut bien admettre qu'elles sont en grande partie restées sans effet.

Dès leur première rencontre, à Rambouillet en 1975, les six participants s'affirmèrent détermnés « à venir à bout du haut degré de chômage », et, avec persévérance, ils ont repris ce thème à chacune des réunions ultérieures. Voilà plus de douze ans, quelques jours avant Rambouillet, M. Valéry Giscard d'Estaing affichait son optimisme : « Je pense que nous nous sommes éloignés des grands périls. L'an dernier, on ne pouvait pas écarter la perspective d'une situation de crise récurrente, par son ampleur et ses conséquences sociales et politiques, les grands bouleversements des années 30. A cet égard, la situation actuelle me paraît plus assurée. » Les Six réunis à Rambouillet pouvaient donc tranquillement affirmer : « Nous avons la conviction que (...) le redressement est bien engagé. »

L'année suivante, à Porto-Rico, les Sept (avec le Canada) prirent « une expansion soutenue qui réduira le niveau de chômage persistant dans de nombreux pays ». A Bonn, en 1978, ils

tiers des exportations américaines se dirigeaient vers les pays en développement non producteurs de pétrole. Selon les prévisions du FMI, ajoutait-il, ces mêmes pays devraient, « en cours des années 80 », recevoir « entre 40 % et 50 % des exportations [de tous les] pays industrialisés (3) ». Il convenait donc de ne pas stériliser leurs capacités d'importation. C'est pourtant ce qui fut fait, comme si l'on avait voulu délibérément aggraver la crise. M. de Larosière le déplorait en diverses circonstances,

EMILE ZOLA, 1882

Un désastre boursier

La grande crise de 1882, en France, commença par un krach boursier provoqué par le spectaculaire faillite de l'Union générale. Emile Zola, qui fut témoin de cet affrontement, voulut intégrer l'événement dans son grand cycle romanesque les Rougon-Macquart, « Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire ».

L'Argent parut en 1891. Le romancier situe l'action vers 1867 et, en décrivant la faillite de l'imaginaire Banque universelle, il rappelle les excès qui accompagnaient la naissance du grand capitalisme.

Dans l'extrait ci-dessous, Mazaud, agent de change de Saccard - le président de la Banque universelle, - après avoir longtemps spéculé à la hausse, fait face à une désastreuse attaque des baissiers.

Deux heures venaient de sonner, et Mazaud, sur qui portait l'effort de l'attaque, faiblissait de nouveau. Sa surprise augmentait, et le retard que les renforts mettaient à entrer en ligne. Il était grand temps, qu'attendaient-ils donc pour le dégager de la position intenable où il s'épuisait ? Bien que, par fierté professionnelle, il montrât un visage impassible, il sentait un grand froid monter à ses joues, il craignait de pâlir. Jacoby, tonitruant, continuait de lui jeter, par paquets méthodiques, ses offres, qu'il cessait de relever. Et ce n'était plus lui qu'il regardait, ses yeux s'étaient tournés vers Delarocque, l'agent de Delagrèmont, dont il ne comprenait pas le silence. Gros et trapu, avec sa barbe rousse, l'air bête et souriant d'une noce de la veille, celui-ci restait paisible, dans son attitude inexplicable. Est-ce qu'il n'allait pas ramasser toutes ces offres, tout sauver, par les ordres d'achat dont devait débiter les fiches qu'il avait en main ?

Tout d'un coup, de sa voix gutturale, légèrement enroué, Delarocque se jeta dans la lutte.

« J'ai de l'universelle... J'ai de l'universelle... »

Et, en quelques minutes, il en offrit pour plusieurs millions. Des voix lui répondaient. Les cours s'effondraient.

« J'ai à 2.400... J'ai à 2.300... Combien ? Cinq cents, six cents... Envoyez ! »

Que disait-il donc ? Que se passait-il ? Au lieu des secours attendus, écoutez une nouvelle armée ennemie qui débouchait des bois voisins ? Comme à Waterloo, Grouchy n'arrivait pas, et c'était la trahison qui achevait la déroute. Sous ces masses profondes et fraîches de vendeurs, accourant au pas de charge, une effroyable panique se déclarait.

A cette seconde, Mazaud sentit passer la mort sur sa face. Il avait repéré Saccard pour des sommes trop considérables, il eut la sensation nette que l'universelle lui cessait les reins en s'écroulant. Mais sa jolie figure brune, aux minces moustaches, resta impénétrable et brave. Il acheta encore, épousa les ordres qu'il avait reçus, de sa voix chantante de jeune coq, aiguë comme dans le succès. Et, en face de lui, ses contreparties, Jacoby mugissant, Delarocque apostrophé, malgré leur effort d'indifférence, laissaient percer plus d'inquiétude ; car ils le voyaient désormais en grand danger, et le payerait-il s'il sautait ? Leurs mains étreignaient le volours de la rampe, leurs voix continuaient à glapir, comme mécaniquement, par habitude de métier, pendant que, dans leurs regards fixes, s'échangeait toute l'affreuse angoisse du drame de l'argent.

Alors, pendant la dernière demi-heure, ce fut la débâcle, la déroute s'aggravant et emportant la foule en un galop désordonné. Après l'extrême confiance, l'engouement aveugle, arrivait la réaction de la peur, tous se ruant pour vendre, s'il en était temps encore. Une grêle d'ordres de vente s'abattit sur la corbeille, on ne voyait plus les fiches pleuveur ; et ces paquets énormes de titres, jetés ainsi sans prudence, acclétraient la baisse, un véritable effondrement. Les cours, de chute en chute, tombèrent à 1.500, à 1.200, à 900. Il n'y avait plus d'acheteurs, la plaine restait rase, jonchée de cadavres. Au-dessus du sombre grouillement des redingotes, les trois coteurs semblaient être des greffiers mortuaires, enregistrant des décès. Par un singulier effet du vent de désastre qui traversait la salle, l'agitation s'y était figée, le vacarme s'y mourait, comme dans la stupeur d'une grande catastrophe. Un silence effrayant régna, lorsque, après le coup de cloche de la clôture, le dernier cours de 830 francs fut connu. Et la pluie entée ruisselait toujours sur le vitrage, qui ne laissait plus filtrer qu'un crépuscule louche ; la salle était devenue un cloaque, sous l'égoûttement des parapluies et le pifinement de la foule, un sol fangeux d'écureuil mal tenu, où traînaient toutes sortes de papiers déchirés ; tandis que, dans la corbeille, éclatait le barriolage des fiches, les vertes, les rouges, les bleues, jetées à pleines mains, si abondantes ce jour-là que le vaste bassin débordait.

(Emile Zola, L'Argent, introduction d'E. Carassus, Garnier-Flammarion, Paris, 1974.)

LE MENACE LA DE

la dérai

dans un pa... à l'époque de l'argent... de la crise économique... des Etats-Unis... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

avec un... de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...

de la crise économique... de la dette fédérale... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale... de l'Argent... de l'Union générale...



SE ÉCONOMIQUE

Triomphe de



MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Le résultat fut double : dans un premier temps, à l'époque de l'argent facile, les prêts au tiers-monde servent à financer des « éléphants blancs », gigantesques réalisations et gigantesques chantiers dont l'utilité restait douteuse. Peu important : un Etat étant réputé ne pas faire faillite, les banques couvraient largement leurs caisses. Plus l'Etat était dictatorial, capable de contenir le mécontentement des couches les plus pauvres, plus facilement il obtenait des prêts : le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay des militaires, les Philippines de M. Ferdinand Marcos, tant d'autres. Les banques ne sont pas chargées des forces de police, des salles de torture, des assassinats, des « disparitions », etc. A chacun son métier.

Deuxième temps : soudain, avec un déraisonnable retard, une sourde inquiétude débouche sur l'affolement. Car en 1982 les banques commerciales ont prêté au tiers-monde 180 % de leurs avoirs et réserves, et certains débiteurs manifestent leur incapacité à rembourser. Les banques se tournent alors vers le FMI pour lui demander de mettre de l'ordre là où elles ont elles-mêmes créé la pagaille, de les protéger des risques auxquels elles se sont imprudemment exposées.

Constante logique du libéralisme en tout temps et en tout lieu : lorsque les affaires marchent, l'Etat est courtoisement prié de s'abstenir de toute intervention, de respecter le libre jeu du marché ; lorsque la machine se détraque, le capital privé demande instamment à l'Etat (ou, en l'occurrence, à un organisme intermédiaire comme le FMI) de sauvegarder, bien entendu au nom de l'intérêt général, les intérêts privés qui se sentent menacés.

En vertu de cette admirable logique, on impose donc au tiers-monde des « plans d'ajustement » très sévères : privilège régulier, seul le pays le plus riche a le droit de cumuler déficit budgétaire et déficit commercial. Plus le laxisme des Etats-Unis sera grand, plus rigoureuse sera la discipline exigée des autres. C'est ainsi qu'en 1986, ans ce remède de cheval ramène les créances des banques américaines sur le tiers-monde de 180 % à 141 % de leurs avoirs et réserves (5). Situation un peu meilleure (qui n'a rêvé de prêter, contre intérêts, l'argent qu'il ne possède pas ?), mais encore très périlleuse pour les banques. Le FMI a fait deux victimes : les populations de ces pays, qui, libérés de leurs obligations dévotieuses de crédits, remboursent démocratiquement les dettes contractées par les pouvoirs militaires déchués ; les industries du monde développé, car les pays soumis aux « plans d'ajuste-



LE MARCHÉ DES DEVISSES DE FRANCFORT
Comment dévaliser l'échéancier de dettes monétaires ? (Schurr-Collectif)

ment » ont de moins en moins les moyens de leur acheter quoi que ce soit.

Le laxisme avait conduit au gaspillage et aux détournements vers les paradis fiscaux. La rigueur unique imprime aux échanges commerciaux un brutal coup de frein.

Le Monopole des entreprises

DANS le même temps, une autre forme de déraison permettait, sans aucun lien avec l'économie réelle, de multiplier par quatre l'indice Dow Jones. Comme des « flambeurs » à une table de casino, les cambistes se laissent griser et encaissent plusieurs fois leur mise. Les enfants qui « jouent aux marchés » s'achètent ainsi et se revendent sans cesse, en prélevant chaque fois un bénéfice, la poupée cassée, la voiture sans roues ou les pièces dépareillées d'une dinette et d'un jeu de construction. Mais ce sont des enfants, et ils réglent leurs sobriquets avec de la monnaie de singe, qu'ils émettent eux-mêmes.

Pour la seule année 1986, ce Monopole des entreprises, aux Etats-Unis, a englouti 176 milliards de dollars, soit l'équivalent du déficit budgétaire de 1984 (6). Pour se protéger des oiseaux de proie qui, à tout instant, peuvent fondre sur elles après avoir acheté des actions aux petits porteurs, les sociétés

sont obligées de racheter leurs propres titres. Le géant IBM vient d'affecter 1 milliard de dollars à ce type d'opérations qui, l'an dernier, aux Etats-Unis, a englouti 76 milliards de dollars (7).

Puisque, comme l'écrivait Adam Smith (8), voilà deux siècles, l'intérêt des hommes d'affaires « n'est jamais que de mettre le bon ordre à l'activité des prédateurs humains. Est-ce encore possible ?

La raison dit qu'il ne suffit pas de réduire progressivement le déficit budgétaire américain. Il importe tout autant d'interrompre la partie de Monopole qui a artificiellement fait grimper le Dow Jones. Jusqu'à présent, seuls ont été sanctionnés les fraudeurs avérés, les « insiders », ceux qui, comme M. Ivan Boesky et quelques autres, ont détourné à leur profit les informations dont ils disposent pour acheter et vendre à l'avance (9). Ceux-là sont en prison, mais la fièvre qui les a portés à violer la loi continue de ronger en toute légalité les marchés financiers. N'en déplaise aux tenants du libéralisme, il faudra bien restaurer — et sans doute améliorer — les réglementations que le ragsaleen a fait sauter. Ce ne sera pas la « révolution », ce sera simplement un abandon du sauvagerie mercantilisme du XVII^e siècle pour revenir à un capitalisme civilisé, moderne. Certains ont attendu le coup de semonce du lundi 19 octobre pour en prendre leur parti. Ils n'en ont pas encore tiré les leçons. Dans ces conditions, il est donc prématuré de prêter une concertation à l'échelle mondiale.

déraisonnable. Tant que le dollar ne sera arrimé à aucun pôle et soumis aux règles et sanctions monétaires habituelles, de forts taux d'intérêt serviront à attirer les capitaux étrangers vers les Etats-Unis, dont ils combleront les déficits. L'investissement dans le reste du monde en souffrira, au détriment de tous. La spirale de la crise ne pourra plus être arrêtée.

M. Reagan et les éventuels candidats à sa succession font preuve à cet égard d'une discrétion qui, pour compréhensible qu'elle soit, réduit le débat démocratique à un simulacre en évitant le problème central. Démocrates et républicains n'ignorent pas que la remise en ordre des marchés internationaux passe par l'abolition du privilège exorbitant qui permet aux Etats-Unis de vivre aussi largement au-dessus de leurs moyens. Jusqu'à l'élection de novembre 1988, nul n'osera s'engager sur ce terrain miné. Mais, après le scrutin, la tâche sera-t-elle plus aisée pour le prochain président ? Vent-on attendre, pour agir en catastrophe, que les convulsions boursières aient débouché sur la récession dont elles ne sont que le prétexte ? Se contentera-t-on de prier le ciel que la Bourse remonte et que le pire ne se produise pas ?

Miracle de l'égoïsme national, depuis que le dollar n'est plus convertible en or (10), les épargnants du monde entier financent les déficits américains. Plus de sept fois supérieur à celui de l'ensemble du tiers-monde (voir le graphique, page 12), l'endettement total des Etats-Unis (dette publique, dette des entreprises et des ménages) approche 8 000 milliards de dollars, soit environ huit fois le budget



fédéral (10) prévu pour 1988. Celui-ci (quelque 1 080 milliards de dollars) comportera environ 290 milliards pour la défense, et, pour les seuls intérêts de la dette américaine, 150 milliards (11), soit une somme très supérieure au total de la dette accumulée par le Brésil en vingt ans, ou encore à la somme des dépenses publiques et des budgets fédéraux (30 milliards) péniblement négociés pour 1988 par la Maison Blanche et le Congrès.

(Lire la suite page 12.)

- (1) Jacques de Larosière, 3 février 1986.
- (2) Voir l'article de Frédéric Clairmonte, « Dans la jungle des prédateurs », le Monde diplomatique, novembre 1987.
- (3) Voir « La France et le mirage financier », le Monde diplomatique, novembre 1987.
- (4) Voir le Monde diplomatique, novembre 1987.
- (5) Cf. « L'argent », le Monde diplomatique, mars 1987.
- (6) Pour toute comparaison internationale, il convient évidemment de rappeler que quantités de dépenses publiques dépassent le budget fédéral et sont à la charge de chacun des cinquante Etats de l'Union.
- (7) Newsweek, 9 novembre 1987.

LOUIS-FERDINAND CÉLINE, 1932

Souvenirs de crise à fleur de peau

Partie des Etats-Unis, la crise de 1929 atterrit la France dès le début des années 30. Moins brutale qu'en Amérique, qu'au Royaume-Uni ou qu'en Allemagne, la dépression s'installe cependant en force avec son cortège de faillites, de chômage et de pauvreté.

Un romancier va décrire, mieux que tout autre, dans une langue neuve, corrosive et décapante, l'atmosphère glauque des banlieues courbées de cette époque : c'est Louis-Ferdinand Céline.

Dans son premier roman Voyage au bout de la nuit (1932), Céline, avant de sombrer quelques années plus tard dans l'antiférentisme et la collaboration, regarde les « humiliés de la crise » avec un humanisme féroce et révolté.

Le luminaire du ciel à Ranzy, c'est la même qu'à Detroit, du jus de fumée qui trempe la plaine depuis Levallois. Un rebut de bitumes tenues par des gadoques noires au sol. Les cheminées, des petites et des hautes ça fait pareil de loin qu'au bord de la mer les gros piquets dans la vase. Là-dedans, c'est nous.

Faut avoir le courage des crabes aussi, à Ranzy, surtout quand on prend de l'âge et qu'on est bien certain d'en sortir jamais plus. Au bout du tramway voici le pont peureux qui se lance au-dessus de la Seine, ce gros égoût qui montre tout. Au long des berges, le dimanche et la nuit les gens grimpent sur les tas pour faire pipi. Les hommes ça les rend méditatifs de se sentir déverser l'eau qui passe. Ils urinent avec un sentiment d'éternité, comme des marins. Les femmes, ça ne médite jamais. Seine ou pas. Au matin donc le tramway emporte sa foule se faire comprimer dans le métro. On dirait à la voir tous s'emfiler de ce côté-là qu'il leur est arrivé une catastrophe du côté d'Argenteuil, que c'est leur pays qui brûle. Après chaque ancore, ça les prend, ils s'accrochent par grappes aux portières, aux rambarades. Grande détresse. C'est pourtant qu'un patron qui les veut chercher dans Paris, celui qui vous sauve de crever de faim, ils ont énormément peur de le perdre, les liches. Il vous le fait transpirer pourtant sa pitance. On en pus pendant dix ans, vingt ans et davantage. C'est pas donné.

Et on s'engouffre dans le tramway déjà un bon coup pour se faire la bouche. Les femmes sont plus rélieuses encore que des moustars. Pour un billet en resquille, elles feraient stopper toute la ligne. C'est vrai qu'il y a en déjà qui sont seules parmi les passagers, surtout celles qui descendent au marché vers Saint-Ouen, les demi-bourgeoises. « Combien les carottes ? » qu'elles demandent bien avant d'y arriver pour faire voir qu'elles ont de quoi.

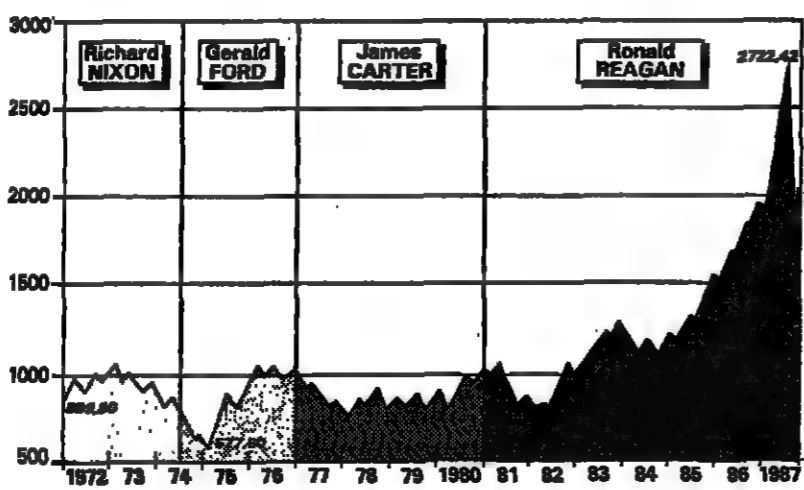
Comprimés comme des ordures qu'on est dans la caisse en fer, on traverse tout Ranzy et un odore ferme en même temps, surtout quand c'est l'été. Aux fortifications on se menace, on gesticule un dernier coup et puis on se perd de vue. Le métro avale tous et tout, les couples détrempés, les robes décolorées, les de soie, les métrites et les pieds sales comme des chiens, les cols inusables et raides comme des termes, avortements en cours, glorieux de guerre, les dégoûtines par l'escalier au coaltar et pléniquif et jusqu'au bout noir, avec le billet de retour qui coûte autant à lui tout seul que deux petits pains.

La lente angouisse du renvoi sans musique, toujours si près des retardataires (avec un certificat sec) quand le patron voudra réduire ses frais généraux. Souvenirs de « Crise » à fleur de peau, de la dernière fois sans place, de tous les Intrus qui qu'il a fallu lire, cinq sous, cinq sous... des attentes à chercher du boulot... Ces mémoires vous étrangement tout enrôlé qu'il puisse être dans son paradis « toutes saisons ».

La ville cache tant qu'elle peut ses foules de pieds sales dans ses longs égouts électriques. Ils ne reviendront à la surface que le dimanche. Alors, quand ils seront dehors, faudra pas se montrer. Un seul dimanche à les voir se distraire, ça suffirait pour vous enlever à toujours le goût de la rigolade. Autour du métro, près des baies croustillantes, endémique, l'odeur des guerres qui traitent, des relais de villages mi-brûlés, mal cuis, des révolutions qui avortent, des commerces en faillite. Les chiffonniers de la zone brûlent depuis des saisons les mêmes petits tas humides dans les fossés à contre-vent. C'est des barbares à la manque ces biffins pleins de litrons et de fatigués. Ils vont tousser au dispensaire d'à côté, un lieu de balancer les tramways dans le glaciez et d'aller pincer dans l'ocroi un bon coup. Plus de sang. Pas d'histoire. Quand la guerre elle reviendra, la prochaine, ils feront encore une fois fortune à vendre des peaux de rats, de la cocaïne et des masques en tôle oxydée.

(Louis-Ferdinand Céline, Voyage au bout de la nuit, Gallimard, coll. « Folio », n° 28, Paris, 1987.)

WALL STREET, BOUSSE DÉSORIENTÉE



Face à un privilège exorbitant

LES appels à la coopération internationale avaient été lancés bien avant le « lundi noir », et, depuis, ils se sont intensifiés, spécialement en direction de l'Allemagne fédérale et du Japon. Tout effort de relance par ces deux pays ne pourra donner que de très incertains résultats aussi longtemps que le dollar lui-même ne sera soumis à d'autres règles que le bon vouloir américain. C'est autour du dollar, du yen et de l'ECU (et non du mark) que peut être mis en place un certain ordre monétaire. Aucune théorie ne justifie que la devise d'un pays, quel qu'il soit, serve de monnaie de réserve internationale, que son prix et nombreux produits soient exprimés dans sa devise. L'expérience qui se poursuit depuis la conférence de la Jamaïque (1976) montre où conduit une pratique

d'économie-fiction

du rapport de la commission Brandt, qui, pour venir en aide au tiers-monde, préconisait notamment « l'impôt international » sur les ventes d'armes, les dépenses militaires, les hydrocarbures, les minerais. Les Sept déclarent qu'ils accueillent ce rapport « avec intérêt » et qu'ils étudieront « soigneusement » ses recommandations. Promesse oubliée, rapport enterré : il n'en est même plus question lors du sommet d'Ottawa (1981). Mais, en compensation, le tiers-monde a droit à de plus longues considérations générales sur les bienfaits de l'« interdépendance » et de la « coopération », suivies d'un nouvel engagement à « augmenter le niveau de notre aide publique au développement ».

A peu près les mêmes formulations sont reprises lors du sommet de Williamsburg (1983) ; celui-ci mentionne pour la première fois l'« inquiétude » que suscite « le poids de la dette de nombreux pays en développement ». A Londres (1984), les Sept ajoutent aux considérations habituelles un hommage aux pays endettés qui ont accompli « des efforts douloureux et courageux » pour appliquer les plans d'ajustement du FMI. Enfin, à Bonn (1985) comme à Venise (1987), M. François Mitterrand plaide en faveur des pays les plus pauvres, et notamment de l'Afrique.

Entre Rambouillet et Venise, la chute des cours des produits de base a continué de limiter les recettes d'exportation du tiers-monde (voir page 8), les banques commerciales ont fait preuve d'une prudence compréhensible, rares sont les pays qui (comme la France) ont accru leur aide publique au développe-

ment, et, au bout du compte, le Sud est devenu fournisseur net de capitaux pour le Nord (voir page 8).

APRÈS le chômage et le tiers-monde, un troisième thème a mérité d'être relevé. Il est mentionné pour la première fois au sommet d'Ottawa (1981), six mois après l'entrée de M. Reagan à la Maison Blanche : « La plupart d'entre nous devons [...] recourir à la limitation des déficits budgétaires, en réduisant les dépenses gouvernementales. » A Versailles (1982), M. Reagan signe avec ses partenaires la déclaration finale qui comporte cette phrase : « Nous appliquerons d'urgence des politiques monétaires prudentes et mériterons davantage des déficits budgétaires. » Williamsburg (1983) : « Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels. » M. Reagan signe encore, comme il le signera la même promesse lors des sommets de Londres (1984) et de Tokyo (1986), dont la déclaration mentionne en outre les déficits du commerce mondial. On connaît la suite. Autant en a emporté le vent des sommets, jusqu'au « lundi noir » d'octobre dernier.

- (1) Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Japon, Italie, auxquels se sont joints le Canada depuis 1976, puis la présidence de la Commission européenne.
- (2) Ils se sont tenus à Rambouillet (1975), San-Juan-de-Porto-Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa (1981), Venise (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984), Bonn (1985), Tokyo (1986), Venise (1987).

Des sommets

Le principal souci est le chômage, à la fois chronique et pour pouvoir évoquer « l'indépendance » et « un retour à [...] la situation de la Wilhelmshurg, en 1983, pour le « chômage » — dans un texte écrit en 1984 n'est pas plus précise lorsqu'elle évoque la création de nouvelles entreprises et le « chômage déguisé ». A Venise, en 1987, le « chômage déguisé » est défini comme le nombre de chômeurs chroniques de 17 813 000 en 1975 (soit 10 000 l'an dernier).

Les « crises » industrielles ont aussi des effets portés au tiers-monde. Au Japon, elles ont entraîné une réduction des investissements dans les pays en développement. A Tokyo, en 1979, les Sept ont décidé d'augmenter le flux de ressources au tiers-monde. A Venise l'année suivante, ils ont convenu de déposer à ce sujet

- (1) « People Feel They've Been Ripped », extrait avec Ronald Reagan, News and World Report, 21 novembre 1981.
- (2) Allocution devant le Forum de la Communauté à Venise (Autriche), le 22 septembre 1981.
- (3) Allocution devant le Conseil de l'Assemblée de Cuzco (Pérou), le 14 septembre 1984.
- (4) Allocution devant l'Assemblée des Nations Unies, à Londres, le 3 février 1986.



(Suite de la page 11.)

Nul n'envisage sérieusement que le tiers-monde puisse rembourser le principal de sa dette, et encore moins que les États-Unis parviennent à éponger la leur. En raison du rôle privilégié du dollar comme monnaie de réserve internationale...

JAMES CAIN, 1932

Un pays grouillant de clochards

Le jeudi 24 octobre 1929, la Bourse de New-York s'effondrait. Peu à peu, l'économie américaine s'enfonçait dans la dépression...

Les conséquences sociales de ce désastre économique ont été décrites par la prose de l'époque (1) et par les grands romanciers américains, Sinclair Lewis (prix Nobel 1930), John Dos Passos, Theodore Dreiser, John Steinbeck, etc.

Dans Corps de tête (1948), James Cain raconte la déchéance, en 1932, de Jack Dillon, un entraîneur de football fort bien payé...

Je me mis à prospecter la Géorgie, ville après ville, pour trouver du travail : Augusta, Rome, Athènes, Milledgeville, Decatur, pour n'en citer que quelques-unes. Je ne manquai pas un garage, mais c'était partout la même réponse : s'ils avaient eu ça, ça aurait été avec plaisir.



NEW-YORK, 1987

soupe couverte de graisse, ou un bol de graisse avec un peu de soupe en dessous, ou six patates froides du dîner de la veille, ou une tasse de café et un bout de pain : ce qu'on veut bien nous donner.

(James Cain, Corps de tête, Union générale d'édition, coll. « 10/18 », n° 1563, Paris, 1983.)

(1) Aujourd'hui aussi, la presse américaine - après le « lundi noir » d'octobre dernier - commence à évoquer les conséquences prévisibles du krach boursier.

exceptionnelle volonté politique de la part de tous les pays ainsi condamnés à vivre au-dessous de leurs moyens et de leurs efforts.

Parmi ces pays, la Communauté européenne, première puissance commerciale, et le Japon ont un rôle capital à jouer. Ils ne pourront raisonnablement s'en acquitter qu'à la condition d'ajouter à leurs capacités économiques une bonne marge de liberté d'action politique.

Certains ont pu penser que nous étions une institution de gestion de la dette, déclarait quelques mois M. Barber Conable, président de la Banque mondiale. Ce n'est pas le cas.

Seule une croissance soutenue peut en effet atténuer le poids de la dette et, à terme, le ramener à des proportions économiquement acceptables.

suffisante qu'avec la participation active, négociée, ordonnée, d'un certain nombre de pays du tiers-monde occupant une position stratégique. Par leurs déficits, les États-Unis, s'ils ont absorbé chez eux les capitaux venant d'ailleurs, n'en ont pas moins financé l'activité mondiale.

Foi libérale et profits spéculatifs

MAIS ces populations du tiers-monde ne sont pas solvables. Qu'elles commencent donc par payer leurs dettes et accroître leurs revenus. Ainsi réapparaît la logique de l'usurier, toujours prêt, croyant récupérer sa mise, à faire saisir les biens de son débiteur, à faire jeter à la rue le locataire qui n'a pas pu acquitter son terme.

En effet, le dernier rapport de la Banque mondiale de développement (BID) résume ainsi l'évolution de l'Amérique latine sur la période 1980-1986 : « L'effort d'exportation extraordinaire qu'a fait la région pour s'acquitter de l'alourdissement, tout aussi spectaculaire, du poids de sa dette extérieure, a été quasiment neutralisé par la chute des prix de ses exportations ».

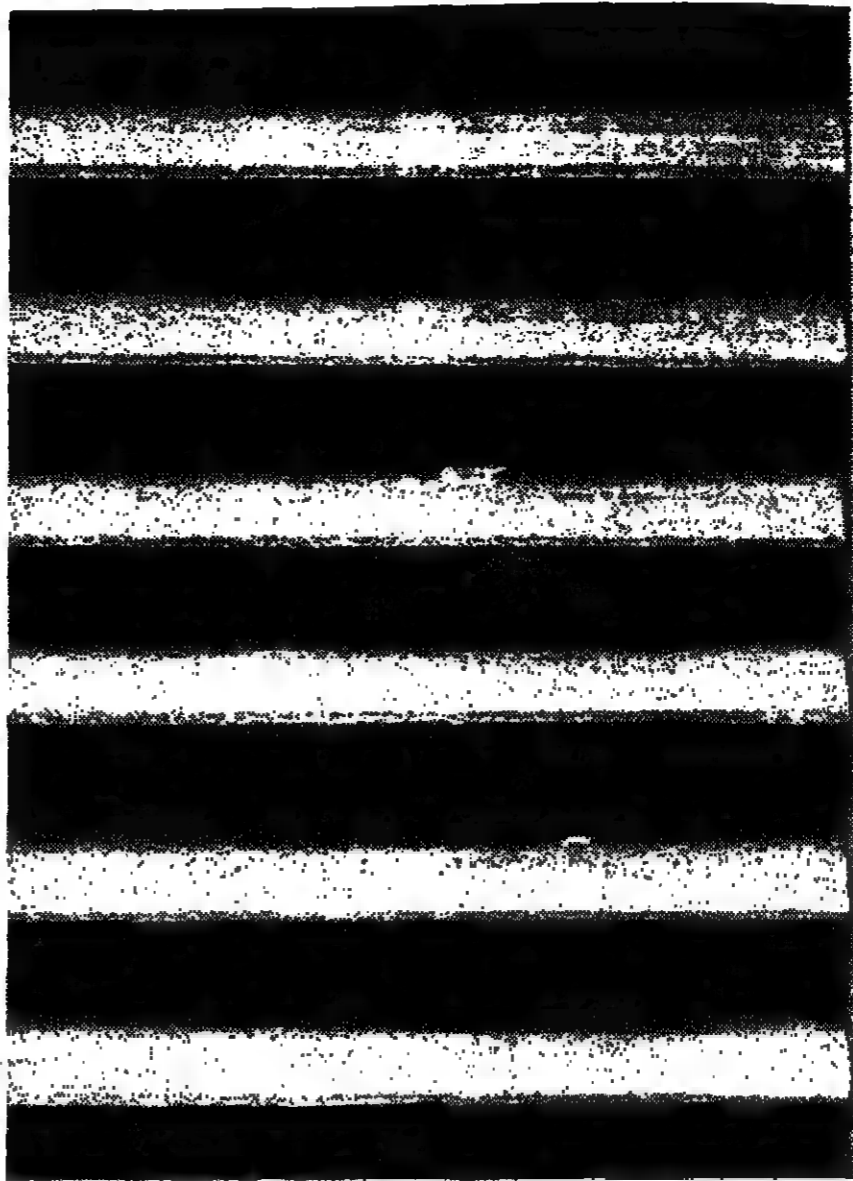
Les baladins d'une « science » économique mal assimilée ont délibérément ignoré les faits. Emportés par toute idéologie, ils ferment la porte à toute solution en proclamant avec ferveur leur foi dans le libéralisme.

2 600 millions d'habitants



POPULATION TIERS-MONDE *

QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE Le triomphe de



SOLITUDE, ANGOISSE

(Pierluigi Sciamma-Magnani)

dogmes doivent l'emporter sur les faits. Avec le docteur Rony Brauman, ils nous rappellent l'idée que les termes de l'échange entre pays riches et pays pauvres se détériorent de façon continue au détriment des pays pauvres.

(12) Ces lignes sont extraites de l'article publié voilà neuf ans déjà par Daniel Eilon et Alexandre Faïst, sous le titre « Le mark converti », Le Monde diplomatique, novembre 1978.

(13) Entretien accordé à Françoise Crouzet, Le Monde, 25 juillet 1987.

(14) Progrès économique et social en Amérique latine : Rapport 1987, The Inter American Development Bank, 1300 New York Avenue, NW, Washington DC 20577.

(15) Docteur Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, directeur de Liberté sans frontières, dans « Réponse au Monde diplomatique », novembre 1985. Plus prudent parce que plus compétent, Guy Sorman écrit dans la Nouvelle Richesse des Nations (Fayard, 1987) : « Difficile à croire, mais on assiste selon les périodes de récession à une dégradation de la situation de l'échange est l'un des mythes les plus résistants du tiers-mondisme (...). Cette dégradation est, le plus souvent, la conséquence de politiques de développement erronées » (page 35).

(16) Bulletin du FMI, 5, novembre 1987, p. 255.

(17) E. Drucker, dans Foreign Affairs, printemps 1986.

DOUZE FOIS MOINS PEUPLÉS QUE LE TIERS-MONDE * LES ÉTATS-UNIS SONT HUIT FOIS PLUS ENDETTÉS

1 080 milliards de dollars



POPULATION TIERS-MONDE *

220 millions d'habitants



POPULATION ÉTATS-UNIS

* Chine non comprise

** Évaluation pour 1987 (7 678 milliards en 1986)

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Federal Reserve Board, OCDE.

LE MENACE LA DE

la dérai

des menaces... Le danger... Le dérail... Les conséquences... Les perspectives...

Changer de cap

LA position géopolitique dans le monde... Les perspectives... Les défis...

Encourager les investissements... Les perspectives... Les défis...

BAFOUANT



Données exprimées en milliards de dollars. Source : US Office of Management and Budget.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Mais rien n'est plus naturel que cet effondrement. Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, le docteur Claude Malhuret affirmait péremptoirement voilà trois ans : « Les fluctuations des cours de ces produits dépendent pas des spéculateurs internationaux... »



AU LENDEMAIN DU « LUNDI NOIR » DE WALL STREET La soudaine ascension du petit spéculateur

Changer de cap

LA passion idéologique élit nécessairement s'ajouter une bonne dose de suffisance pour pousser de simples raisonnements à démentir les faits. M. de la Banque mondiale, MM. Brauman et Malhuret n'ont-ils pas pris conscience de ce plaidoyer de M. Michel Camdessus, directeur de la FMI, à la tête de la FMI, qui invite les pays industrialisés à faire eux-mêmes des « efforts d'ajustement » afin que « les pays en développement adoptent les politiques économiques qui leur conviennent le plus » ?

l'article de Claire Brisset et Boudewijn Mohr) : - Ne pas baisser des cours des produits de base, qui a certes contribué à réduire l'inflation au Nord mais au prix d'une réduction de la demande du Sud.

que les transferts de technologie qui permettraient de les mener à bien ? Le sommet européen de Copenhague, début décembre, est nécessairement un échec s'il aborde son débat sur la crise dans une perspective strictement trilatérale : Europe, Etats-Unis, Japon.

(21). L'appel à Acapulco peut-il être compris par la Communauté européenne et le Japon ? Plus que tout autre, l'Europe trouve de multiples raisons. Sur le plan économique, elle pourrait compter avec les principaux pays d'Amérique latine un effort conjoint portant à la fois sur l'endettement, les flux de capitaux, les échanges commerciaux, les productions complémentaires, les investissements. Sur le plan politique, elle ne peut avoir de plus urgente priorité que de consolider les régimes démocratiques qui se sont instaurés sur les ruines économiques arrachées par les dictatures militaires ; à cette fin, l'Europe pourrait, pour ce qui la concerne, décider de « mettre entre parenthèses » la partie de la dette que les démocraties latino-américaines ont héritée des dictatures.



mettra au monde d'éviter les plus dangereux écueils. L'Occident n'a pas été capable de l'imaginer par générosité ou par solidarité humaine. Peut-il enfin sortir de son aveuglement, retrouver la raison, en considérant qu'il y va de son intérêt, inséparable de celui du planétaire ?

CLAUDE JULIEN

(18) Claude Malhuret, « Les imposteurs du tiers-mondisme », Paris-Match, 22 janvier 1985. (19) M. Michel Camdessus, New York, 26 octobre 1987. (20) Il s'agit des présidents des quatre pays du groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) et des quatre pays du « groupe de Lima » (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay). Washington a tout fait pour tenter de dissuader ces huit pays de se réunir à Acapulco. (21) International Herald Tribune, 14-15 novembre 1987. Sur les efforts déployés par Washington pour essayer d'empêcher le Brésil de créer son industrie de l'informatique, voir l'article de Jean-Michel Quatrepoint dans le Monde diplomatique, juillet 1986. (22) Kenichi Ohmae, « As America Stumbles, Japan is Ready to Run », International Herald Tribune, 4 novembre 1987.

SUR LES CHEMINS DU VAL-D'OISE, 1987

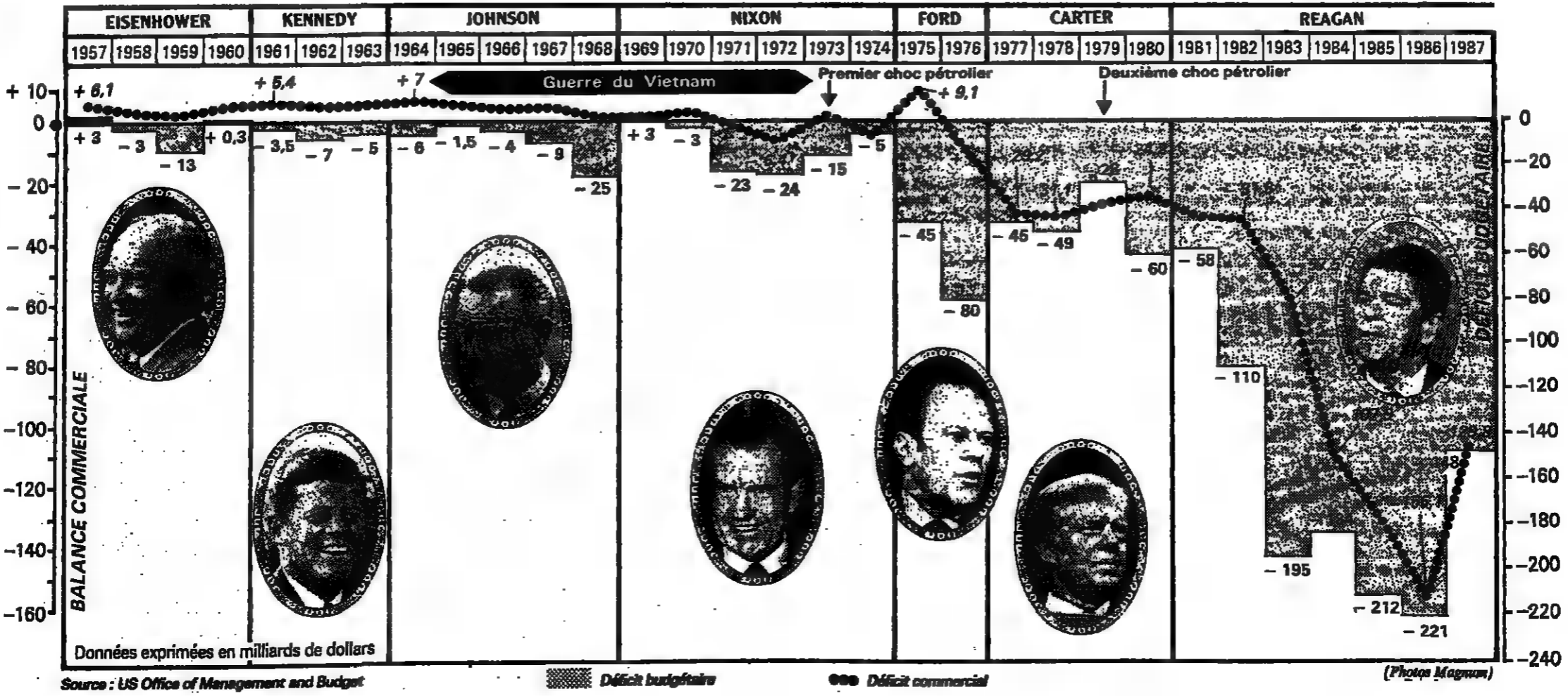
Qui attend le charbon et le pain là-bas ?

Les victimes de la crise sont déjà parmi nous. Voici ce qu'a vu un automobiliste, aux alentours de Paris, l'hiver passé. Enfilée dans une congère, la voiture est là, à patiner dans la neige au milieu des champs. Au loin, une silhouette pliée en deux pousse une carriole qui semble ne pas vouloir avancer. Derrière eux, une seconde silhouette suit lentement, d'un pas lourd. « Ah, ce sont les enfants qui habitent là-bas dans le bois, nous dit un homme en les voyant. Ils sont partis à 8 heures ce matin. »

JEAN-CHRISTOPHE

(Témoignage publié dans la revue de l'association Aide à toute adresse-quart-monde, en mars-avril 1987.)

BAFOUANT LE DOGME DE L'ÉQUILIBRE, LES DÉFICITS AMÉRICAINS N'ONT CESSÉ DE SE CREUSER



Données exprimées en milliards de dollars Source : US Office of Management and Budget

NOMIQUE... le de... Ferdinand Scam... raison... produits... bac dans leur... t le plus noir li... années... bas que le niveau... C'est bien u... s... indiens dispu... que page 10... liards de dollars... TE INTERIEUR... en 1986



Par IGNACIO RAMONET

R UNÉ par le même cataclysme boursier, un « petit porteur » s'est pendu à Madrid, dans un jardin public (1). Pour expliquer son geste, le désespéré a laissé une lettre dans laquelle il dénonce « les abus et le cannibalisme des agents de change de la Bourse à l'égard des petits épargneurs ». Il meurt également comment, après avoir hésité à se suicider, il avait accordé un ultime délai et avait choisi de se suicider en quelque sorte au jugement de Dieu : « J'ai voulu l'illumination que Dieu m'a refusée et que, peut-être, mes tentatives n'étaient pas le suicide. » Il commente ainsi le tour de main économique à acheter des billets de loterie et à jouer au Loto. Pour voir « si Dieu y avait dit non et m'aidait à m'en sortir ». Mais le ciel est resté désespérément silencieux. La chance ne lui a pas souri — et l'homme s'est pendu.

Recourir à Dieu pour sauver la Bourse et faire remonter les actions, c'est également ce qu'ont fait, en novembre, les notables catholiques d'une ville espagnole. Ils ont fait venir par le train local une messe solennelle afin de conjurer l'effondrement des cours (2).

« On ne peut se tourner vers Dieu quand tout s'effondre autour de soi. Quand les « miracles » humains sont incapables de rétablir l'ordre, incapables d'apporter des solutions logiques aux furieux déréglés de l'économie mondiale. Déréglés et distorsions que les spécialistes n'hésitent pas à qualifier de « irrationnels ».

Le désastre boursier de cet « octobre noir », par sa brutalité et sa soudaineté, a provoqué çà et là des effets de panique et d'égarement. Dans des sociétés en principe dominées par la rationalité, quand celle-ci patine ou se disloque, les citoyens sont tentés de recourir à des formes de pensée pré-rationnelles. Ils renouent avec l'inattendu, le surprenant, l'illogique et acceptent de croire aux baguettes magiques capables de transformer le plomb en or, et les pauvres en magnats.

De précédentes crises économiques, dans des pays fortement industrialisés, ont provoqué des mouvements massifs de retour à l'irrationnel. Par exemple, dans l'Allemagne des années 20, la déflation militaire suivie de l'hyperinflation et de la banqueroute entraînaient un fort engouement pour les pratiques occultistes, le surnaturel et le merveilleux. En témoignent, entre autres, le grand succès populaire de films expressionnistes comme *Le Cabinet du Docteur Caligari*, *Nocturne*, *Le Golem*, *Mabuse*, *M. le Méchant* et *Metropolis*. En analysant ces « écrans démoniaques », l'historien Siegfried Kracauer a pu montrer comment ils ont direct le chemin conduisant à *Caligari* (3).

En 1930, Thomas Mann mettait en garde les citoyens — dans sa célèbre nouvelle *Mario et le Magicien* — contre les dangers politiques à une époque de misère culturelle, alors que, autour de lui, se multipliaient les idéologies de fuite, les pratiques parapsychologiques et que se multipliait la raison. Sa « magie », un hypnotiseur, est une claire allusion à Benito Mussolini.

Traumatisés par la complexité de la crise, appauvris, déboussolés, les citoyens allemands abandonnèrent leur volonté, leur libre arbitre, leur confiance dans les démarches rationnelles et, peu à peu, se laissèrent gagner par l'obscurantisme et le culte du chef.

« Les masses commencent à penser que les calamités majeures qui lui surviennent ne trouvent pas de solutions rationnelles logiques sur la réalité, mais dans des moyens qui, précisément, les en débarrassent : ceux de la magie, tant il est vrai qu'il est comode et même pénible de penser que de penser (4). »

« Le terrain, dira Thomas Mann, était prêt pour la folie en Hitler. »

Aux Etats-Unis, la panique par le krach boursier de 1929 — qui commença le 24 octobre et dura jusqu'au 11 novembre — et par la terrible dépression qu'il entraîna allait également susciter une montée de l'irrationnel. Là encore, le cinéma apparaît comme le meilleur miroir de ce trouble du goût du public. Hollywood en profita pour lancer une série de films fantastiques et de terreur, extraordinaires succès populaires. Les personnages cauchemardesques de *Frankenstein*, *Dracula*, *King Kong*, *l'île du Docteur Moreau* vont exorciser les frayeurs des victimes de la crise. L'émerveillement du cinéma — dans le même temps — disparaît et se transforme en angoisses d'une médiocrité quotidienne, comme l'a magistralement

montré Woody Allen dans *Le Pourpre du Caire* (1985).

Le début des années 30, en Amérique, est le temps des charlatans pseudo-religieux comme Elmer Gantry, le héros du roman de Sinclair Lewis. L'époque également d'une insolite floraison de jeux, de loteries et de pronostics (ils furent même utilisés pour la première fois dans la France en 1935) et de concours absurdes comme ces « marathons de danse » que dénonça Horace McCoy dans son roman *Les Chevaux* (1935).

Chômage, salaires en baisse, faillites innombrables, banqueroutes ruineuses, la crise et la dépression s'abattent avec une violence inouïe sur des citoyens américains confiants, insouciant. Pour

leur plus grande frayeur, ils vont constater l'incroyable incompétence de leurs dirigeants politiques et leur incapacité à affronter la tempête économique, à maîtriser les périls. En premier lieu, le président des Etats-Unis lui-même, Herbert Hoover, un ultralibéral, qui reconnaît en 1930 : « Je n'ai jamais cru que notre forme de gouvernement ait résolu d'une manière satisfaisante des problèmes économiques par une action directe, ni qu'elle ait pu gérer avec succès des institutions économiques (5). »

Et surtout, le secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, qui n'hésite pas à crier à la barre de quatorze millions de chômeurs « Vive la crise ! ». « Cela purgera la pourriture qui infecte le système. Le coût de la vie, trop élevé, et le



PROCESSION DE PÉNITENTS EN SICILE. Avec les temps durs renaissent des formes archaïques de religiosité.

(Fernando Scianna - Magnum)

POINT DE VUE

Technologie et

PEUT-ON parler du déclin des sociétés occidentales, et plus spécialement des Etats-Unis ? Le thème a été souvent exploité par des personnalités de droite qui, spéculant sur un certain désarroi, se présentaient comme des sauveurs et prétendaient redresser la situation en s'octroyant les plus grands pouvoirs. Mais, en démocratie, l'homme miracle, le personnage investi par le destin d'une mission de salut public, ne peut apparaître comme une solution. Une société, une civilisation se doivent d'être attentives à leurs évolutions. D'autant plus que, l'histoire en fournit de nombreux exemples, elles sont souvent aveugles à leurs évolutions, qui, plus tard, apparaîtront aux historiens dans une fulgurante clarté. Le texte ci-dessous, de Jean Gimpele, n'est nullement un texte de circonstance. L'auteur a abordé le problème, en historien, dans ses précédents ouvrages.

Par JEAN GIMPEL

À la veille de la chute de Rome en 476, un lettré romain, Sidonius Apollinaire, écrit en une lettre où il dit son espoir de voir un jour son fils Sidonius Apollinaire ne croyait pas à la fin de la civilisation antique comme nous ne croyons pas à la fin de notre civilisation occidentale.

Dans l'une et l'autre civilisation, on trouve les mêmes symptômes de déclin, un accroissement démesuré du nombre de fonctionnaires, un ralentissement sensible de la croissance démographique, une autosatisfaction, un déclin progressif des vertus civiques et des valeurs morales traditionnelles, une montée du mysticisme et d'occultisme, un ralentissement marqué de l'innovation, une hostilité croissante contre la nouveauté. Et enfin, dans le domaine économique, une inflation et des fluctuations dans le cours des monnaies.

Ces symptômes, qui reviennent inlassablement dans l'histoire des civilisations mais aussi dans la vie des empires... (1) Autour notamment de : *Les Bâtisseurs cathédrales* (Le Seuil, 1958), *Les Artistes et les artisans* (Le Seuil, 1968), *La Révolution industrielle au Moyen Age* (Le Seuil, 1975), *Ultime rapport sur le déclin de l'Occident* (Olivier Orban, 1985).

des nations, ont été persuadés que les cycles se répétaient à l'infini. L'un des plus grands de ces temps, l'historien de la quatorzième siècle, Ibn Khaldoun, écrit que « les empires comme les hommes ont une existence, qui leur est propre : ils grandissent, ils atteignent leur apogée puis ils commencent à décliner (1) ». Nous avons employé à peu près les mêmes termes pour décrire nos sociétés de civilisation.

Et, comme nous, Ibn Khaldoun pense que, si l'on étudie à la fois le passé et le présent, on peut prévoir l'avenir. « J'ai imaginé, explique-t-il, une méthode nouvelle pour l'histoire... Je fais comprendre la cause des événements, et j'explique par quelle loi les fondateurs des empires ont agi dans la carrière. Le lecteur (...) pourra maintenant bien connaître l'histoire des empires qui l'ont précédé ; il sera même capable de prévoir les événements qui peuvent surgir l'avenir (2). »

Un demi-millénaire plus tard, Oswald Spengler, comme Ibn Khaldoun, exprime l'idée que les sociétés évoluent comme la nature, dans son célèbre ouvrage publié en 1918, *Le Déclin de l'Occident*, où il affirme

pour la première fois que notre civilisation évoluerait comme les cycles qui l'avaient précédée, qu'elle connaîtrait un déclin à une fin. Cela, personne au dix-neuvième siècle ne l'avait dit, et pourtant le dix-neuvième siècle avait le siècle de l'histoire. Notre civilisation croyait que ce qui avait été accompli ne lui arriverait pas.

Dans un ouvrage publié dans un autre de ses livres, peu connu, *l'Homme et la Technique* (1931), Spengler écrit que « la technique moderne disparaîtra (...) ses effets seront éparpillés de-ci de-là, OUBLIÉS... L'histoire de cette technique sera rapidement à sa fin inéluctable. Elle sera rangée et dévorée par l'intérieur, comme les formes imposantes ne l'importe quelle autre culture (3). »

Prophétiquement, Spengler a prévu un phénomène qui est en train de se dérouler sous nos yeux et qui est une des causes profondes de la crise mondiale actuelle : c'est la disparition de l'innovation — l'innovation est une invention qui a été financée, au point de vue économique. Cette thèse a été développée par quelques auteurs américains, Orio Giardini, Henri Loubergé (4) et Jean-Jacques Salomon (5).

Ce qui fausse notre compréhension de ce cours des choses est le fait que nous ignorons les lois qui régissent l'histoire technique, qui sont fondamentalement différentes de celles qui régissent l'histoire des sciences. La science peut progresser quand la technique s'arrête. Il y a de nombreux exemples dans l'histoire, que ce soit à l'époque hellénistique, à l'islam ou au Moyen Age. Et nous assistons présentement à ce phénomène dans le monde actuel où les mass media font de sensationnelles découvertes scientifiques, qui ne filtrent dans l'industrie et la vie de tous les jours.

Dans l'industrie pharmaceutique, par exemple, le nombre de nouveaux produits qui arrivent sur le marché a remarquablement diminué depuis les années 60. La réglementation dans ce domaine est devenue si stricte que « si les médicaments tels que l'aspirine ou la pénicilline avaient été découverts

jours, ils ne répondraient pas aux besoins en vigueur (6) ».

Dans l'aéronautique, l'hélicoptère n'a jamais vraiment décollé, la mise au point du moteur à réaction a été démantelée et on revient à l'hélice ; dans le domaine spatial, le monde a dû céder la place à la fusée. L'énergie nucléaire a dû déboucher dans l'industrie des ordinateurs. Silicon Valley est en crise. On revient à certaines techniques du passé, à la voile, au dirigeable, au ballon sonde, au train et aux échanges compensés.

L'année-charnière 1971

UN certain domaine qui semble échapper aux économistes, c'est celui de la psychologie du grand public qui joue un rôle majeur dans l'innovation ou dans son rejet. Lorsque, dans les années 50, j'ai commencé à étudier les Etats-Unis pour tenter de prévoir l'évolution de ce pays dans les cinquante années à venir, j'ai introduit dans cette prospective ce que j'ai appelé en anglais *the psychological state of the American* moyen, et qu'on pourrait traduire en français, mais je crois improprement, par la motivation psychologique du citoyen américain. Et l'influence de cette impulsion psychologique sur le développement technologique.

Après avoir donné une conférence à l'université Yale en 1966 sur l'évolution parallèle du Moyen Age et des Etats-Unis, je construis un graphique détaillé (7) où je tentais de préciser l'avenir des Etats-Unis avec la connaissance que j'avais du Moyen Age mais aussi de la France du dix-neuvième siècle et de ce pays, à la veille de la seconde guerre mondiale.

Je jugeai que les Etats-Unis, en 1956, étaient déjà entrés dans leur ère de maturité, et ce depuis 1947 où la « doctrine Truman » avait placé l'Amérique à la tête des nations libres. L'Américain de cette époque se considérait comme citoyen d'une nation encore jeune. Je prévoyais que les Etats-Unis entreraient dans leur ère de déclin dans les années 70.

A l'occasion d'un séminaire à Los Angeles, l'Ecole d'architecture de

Comme on n'enseigne pas aux techniciens les lois qui régissent le développement technique, les techniciens ne sont qu'un ralentissement de nos techniques — il n'y a nulle part dans le monde une chaire d'histoire des techniques — ils ne peuvent juger de l'impact de ces phénomènes sur les crises. Il ne faut donc pas s'étonner si les économistes ne font plus que rarement la une des journaux, et si aux Etats-Unis on leur demande guère plus de prédire l'avenir économique.

l'université de Southern-California (USC), en 1972, je demandai aux étudiants de faire des exposés sur des thèmes parallèles que je leur proposai : les cathédrales et les *freeways* de Los Angeles, les cathédrales et les barrières, l'esprit « record du monde » au Moyen Age et aux Etats-Unis, les pratiques restrictives dans l'industrie du bâtiment au Moyen Age et au vingtième siècle aux Etats-Unis.

Je découvris que l'évolution que j'avais prévue en cours de déclin des techniques civiques et l'esprit « croisé », perception accrue des valeurs esthétiques, croissance plus limitée du PNB, déclin des sources d'énergie, remaniements monétaires, aggravation de l'inflation et début de résistance à l'introduction de nouvelles techniques.

Je fus alors à même de préciser la date d'entrée des Etats-Unis dans leur ère de vieillissement : 1971. Cette

- (1) Ibn Khaldoun, *Les Prolégomènes*, trad. par M. de Slane, Paris, 1934, t. I, pp. 349-350.
(2) Ibn Khaldoun, *op. cit.*, pp. 9-10.
(3) Oswald Spengler, *l'Homme et la Technique*, Gallimard, Paris, 1958, pp. 155-156.
(4) Orio Giardini et Henri Loubergé, *Civilisation technicienne et la dérive*, Dunod, Paris, 1979.
(5) Jean-Jacques Salomon, *Les Rendements décroissants de la technologie*, coll. Futuribles, Publication de l'OCDE, Paris, 1980.
(7) Jean Gimpele, *La Révolution industrielle au Moyen Age*, pp. 231 et 238-39.

DE LA DÉRAISON

temps de

Les temps de la déraison... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de prise de vue.)

Reactions

À propos des quinze dernières années... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de prise de vue.)

modernité

Le Congrès avait refusé... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de prise de vue.)

Signature manuscrite en bas de la page.

DE LA DÉRAISON

temps des magiciens

niveau de vie, excessif, baisseront. Les travailleurs plus dur, ils mènent plus morale. Les valeurs bourgeoises trouvent un niveau d'ajustement, et les gens entrepreneurs ramassent les bénéfices abandonnés par les moins compétents (5).

cratiques - qui naguère auraient été rejetées avec la dernière énergie trouvent alors de nombreuses oreilles attentives.

Dans les années 1971-1973, à la fin de trente ans de prospérité et de prospérité, le retour du spectre du chômage et de la récession se répare, dans le champ de l'imaginaire socio-culturel, de nouvelles fictions de crise.

d'abracadabrantes superstitions. Ils défient ainsi, sans se l'avouer, les critères d'une technologie technico-scientifique qui ne répond toujours à leurs attentes immédiates (chômage, SIDA, solitude...).

Dans des sociétés modernes ayant érigé en emblème le slogan « que le meilleur gagne », chacun cherche à se prouver - au-delà de ses contingences sociales objectives - qu'il peut être un gagnant, un « battant ». Et cela au moyen de jeux de hasard.

Le hasard prend aujourd'hui la place du sacré. Il est à la fois fascinant et terrifiant. Autour de lui prolifèrent de nouvelles formes de loteries comme le Loto, le TAO-Tac, le Tapis vert... ; ou les jeux de pronostics comme, dans le tiers, le quart, le Loto sportif, télé-mago, portfolio... Et l'on assiste à l'explosion proprement délirante des jeux-concours proposés par des magazines, de marques de produits, de publications et de journaux.

Seul l'argent fait le bonheur. On le répète ces dernières années, à l'époque où le néolibéralisme triomphant, quand le seul but digne d'une vie (voyez, nous disait-on, Bernard Tapie)

était s'enrichir. Le citoyen ordinaire n'avait d'autre possibilité d'atteindre le paradis sur terre qu'en gagnant à l'un des multiples tombolas magiques.

Mais, pour gagner, il faut avoir de la chance. Ce qui, astrologiquement parlant, une affaire de « bonne étoile ».

L'incertitude du futur et la crainte des jeux de hasard ont donc conduit les hordes de prétendants à la fortune vers les nouvelles générations de magies, de voyants et d'extralucides. Par téléphone, par Minitel ou simplement devant les caméras de la télévision (exemple : « Voyons ça ensemble », sur M6), ils prédisent l'avenir, précisent les chiffres porte-bonheur ou les couleurs de la chance...

Parmi les vingt mille médiums, voyants, astrologues et autres aruspices officiels - sans l'aide de quelques dizaines de marabouts d'Afrique - suffisent à peine, en France, à répondre aux angoissantes demandes de quelques quatre millions de clients réguliers.

L'ésotérisme se trouve en pleine expansion; la moitié des Français consultent régulièrement leur horoscope, et le tirage d'astrologie ne cesse d'augmenter (deux d'entre elles dépassent les cent mille exemplaires).



envahis par les peuples barbares que sont les Arabes, les Marocains, les Yougoslaves et les Turcs, a révoqué le ministre belge de l'intérieur, M. Joseph Michel. Des gens qui arrivent de très loin et qui n'ont rien de commun avec notre civilisation (12).

Des idées étonnantes peuvent renétrer dans le corps plus jeunes et moins populaires. Dans la nuit du 30, Thomas Mann en avait pressenti le danger : « L'Occident qui devient populaire est un affreux spectacle. On sent qu'il en résultera fatalement un malheur ».

La déraison se nourrit d'ignorance et de peur, de crainte de l'avenir, de crainte des incertitudes de la religion, de la superstition. Et le traumatisme économique que nous vivons actuellement est malade de leur culture risque de transformer nos nourritures en poison.

IGNACIO RAMONET.

- (1) Le Monde, 7 novembre 1987.
(2) Le Monde, 11 novembre 1987.
(3) Sigfried Krause, De Caligari à Hitler, Flammarion, Paris, 1987.
(4) André Chambois, Introduction à Mario et le Magicien, Flammarion, 1987.
(5) Cité par Jean Hoffner, La Grande Dépression, Ollivier-Julliard, coll. « Archéologie », 1984.
(6) Ignacio Ramonet, Le Chevalier-général des jeux, Alain Moreau, Paris, 1980.
(7) Le Monde, 18 avril 1982.
(8) Le Monde, 18 septembre 1984.
(9) Le Nouvel Observateur, 14 août 1987.
(10) En 1987, la Vierge est également apparue au Caire, à Grouchovo (URSS), à Séville ainsi qu'en Argentine et à Yougoslavie.
(11) Selon un sondage publié par le Monde le 1er octobre 1986, 85 % de l'ensemble des Français croient aux miracles.
(12) Le Monde, 1er novembre 1987.

Renaissance des pèlerinages

AU cours des quinze dernières années, la mesure de la dégradation de la situation économique qui a augmenté le nombre des exclus a permis de constater que, dans les sociétés modernes, se multipliaient ainsi que les nouvelles superstitions et la foi en la drogue. Comme si, dans le mouvement lent des mentalités, entre le terrain gagné par la rationalité technique et celui perdu par la religion catholique, il restait une zone où man's land qu'occuperaient de nouvelles croyances aux formes archaïques de religiosité.

La nouvelle pauvreté et les angoisses confuses qu'elle explique, par exemple, en France l'extraordinaire renaissance des pèlerinages. Et, comme aux pires époques de désespoir populaire, certains croient même voir, à nouveau, des apparitions de la Vierge Marie.

En avril 1982, à Talaudière (Indre), une adolescente assure avoir vu la Vierge (7). Très vite, comme éperdue, accoururent des milliers de pèlerins et d'infirmes de tout le pays, mais également de Belgique, des Pays-Bas, de Suisse et d'Italie. Ils se rassemblent dans le jardin où s'est produite l'apparition attendue un signe du ciel.

En septembre 1984, à Montpinchon (Normandie) où trois témoins croient la voir « radieuse, chevelue, bras tendus (8) ». Là encore, des milliers de désemparés arrivent dans l'espoir d'une nouvelle manifestation.

Si celle-ci ne se produit pas, ils iront en pèlerinage - comme trois cent mille

chaque année - à Kerinizen (Finistère) où vit toujours une vieille dame visionnaire, Jeanne-Louise. Pendant trente ans, la Vierge lui apparaît soixante et onze fois (9) et lui aurait dit : « Je veux rechristianiser la France afin qu'elle redevenue la terre des peuples païens... »

D'autres pèlerins - un million et demi en 1984 - se rendent au 140, rue du Bac à Paris, à la chapelle de « la médaille miraculeuse ». C'est à la Vierge - lors d'une apparition le 27 novembre 1858 - aurait demandé de faire frapper pour « l'obtention de grandes grâces » et que portait une Bernadette Soubirous, en 1858, lorsqu'elle-même vit la Vierge à Lourdes. À l'entrée d'une grotte où elle venait prier, l'air d'environ quatre millions de pèlerins.

Cette renaissance de la religion populaire (10), du culte des saints guérisseurs - encouragée par le Vatican la plus conservatrice de l'Eglise - se traduit précisément avec le retour des temps durs. Alors, on se remet à espérer en la Providence et, littéralement, à croire aux miracles (11).

Mais on croit aussi plus fortement aux vieux mythes païens du destin, de la fortune; et, trois mille ans après les Chaldéens, on invoque le pouvoir magique - qui régit, d'une manière inflexible, l'univers.

Tout en sachant que ces croyances incompatibles avec l'esprit scientifique, les citoyens, intimidés par les risques de la vie moderne, adhèrent à leur raisonnement parfaitement illogique et

Boom de l'industrie divinatoire

Le boom de cette industrie divinatoire - tarot, talismans, chronomancie, guérisseurs, radiesthésie - correspond à une régression profonde de l'individu. Celui-ci ne peut admettre que le « ciel de naissance » peut déterminer, de manière absolue, sa biographie. Ainsi, le destin astral interprété par le voyant remplace en ces temps de superstitions la lecture des signes de la Providence effectuée naguère par le prêtre.

Le cinéma, une fois encore, reflète dans la nouvelle fascination pour les esprits et les signes, les démons et les merveilleux. Ces derniers mois, des films comme Le Nom de la Rose, Angel Heart, Le Moine et la Sorcière, Envoyés, les yeux au ciel, les Sorcières d'Estimote et Satan le maître de Satan ont rappelé - souvent avec beaucoup de talent - l'obsession

de thèmes qui heurtent frontalement la raison et la vérité.

L'obscurantisme s'est de plus en plus complexifié par la nouveauté des méthodes nouvelles, choquées par l'irrationnelle méthode économique. À la faveur de cet étonnement, se sont déjà épanouis à travers le monde les « réductions conservatrices » et les divers fondamentalismes : islamique en Iran, puritain aux Etats-Unis, catholique en France, ultra-orthodoxe en Israël, etc.

Il n'y a rien de nouveau, lorsque la régression qui menace nous amplifie les frayeurs, déchainer de plus graves pulsions destructrices. Et il sera tentant alors de chercher aux difficultés accrues de commodités techniques. Que seraient hommes politiques désignent déjà : « Nous risquons d'être, comme le peuple romain,

modernité : les signes du déclin

année-là, le Congrès avait refusé de voter des crédits pour le SST (l'avion supersonique, le Concorde américain). Ce refus antitechnologique représentait un renversement complet de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la technique.

Alors que les Etats-Unis croyaient encore au « défi américain », une revue comme Newsweek publiait un article intitulé « Les Etats-Unis sont-ils compétitifs ? » ; un magazine montrait confortablement installé devant son poste de télévision ; une femme, qui tient le récepteur de téléphone, lui dit : « Le bureau n'accepte pas les malades généraux pour excuser ton absence. »

Le bicentenaire de l'1776 de la naissance des Etats-Unis et de la publication de l'œuvre de Gibbon - le Montesquieu anglais - « Déclin et chute de l'Empire romain » provoqua maintes réflexions sur l'évolution des Etats-Unis. Un séminaire eut lieu à Washington en 1975 réunissant certains des grands historiens américains sur le thème : « Quelles sont les raisons de la chute de Rome ? Est-ce maintenant notre tour ? »

Le président Reagan fut sensibilisé à ces parallèles historiques par une campagne de presse contre M. Henry Kissinger qui soupçonné d'avoir dit que les Etats-Unis avaient atteint le point culminant de leur histoire. Il est intéressant de remarquer que le sujet de la thèse de M. Kissinger à l'université Harvard avait été : « Le sens de l'histoire : réflexions sur Spengler, Toynbee et Kant ». Dans une émission de télévision, Reagan s'attaqua violemment à M. Kissinger pour son défaitisme. Les propos de l'ancien secrétaire d'Etat l'encourageaient à combattre la détente et à militer pour un réarmement massif afin d'éviter des tragédies semblables à celles du passé. Ce faisant, M. Reagan confirmera le bien-fondé de notre graphique où nous avions prévu que, comme toute société sur son déclin, elle investirait dans le militaire au détriment des investissements civils. C'est ce qui s'est passé en France dans les années qui ont immédiatement précédé la seconde guerre mondiale.

Cette même année 1976, j'écrivis un article « How to Help the United

States Age Gracefully » (Comment aider les Etats-Unis à vieillir en beauté) qui fut publié par la National Review, une revue de droite américaine qui lui consacra un page de commentaires dans le numéro de novembre 1976 en modifiant le titre : The

graying of America - l'Amérique grisonnante. La revue demanda à l'un de ses collaborateurs de représenter l'oncle Sam tombant en pièces détachées.

À la suite de cet article, je reçus une lettre de William Casey, qui M. Reagan

devait nommer directeur de la CIA et que j'avais connu à travers la résistance (8). Il m'écrivait pour me dire qu'il considérait que les Etats-Unis déclinaient non pas depuis 1971 mais depuis l'invasion manquée en 1961 de la baie des Cochons (Cuba). Convaincu qu'il avait des cycles historiques - il avait chez lui plusieurs copies de l'œuvre sur l'histoire des civilisations - Casey accepta mon idée d'organiser une conférence internationale où seraient invités les historiens des sociétés en déclin afin qu'ils nous indiquent les mesures qui seraient prises pour enrayer le processus.

Walter Annenberg, l'ancien ambassadeur de M. Nixon à Londres, accepta de financer la conférence à l'Annenberg School of Communication sur le campus de l'USC à Los Angeles. Malheureusement, pour malheur des mem-

bres des différentes facultés, on devait discuter du déclin de l'Occident - trop vaste sujet pour un séminaire de trois jours - et non pas du déclin des Etats-Unis.

La conférence eut lieu en mars 1977. Parmi les personnalités politiques qui participèrent aux débats se trouvaient lord Hume, l'ancien premier ministre britannique, le Dean Rusk, le secrétaire d'Etat des présidents Kennedy et Johnson de 1961 à 1969. Les conférences rejetèrent l'idée selon laquelle le déclin de l'Occident serait inévitable. Il n'y avait rien de vain de proposer des solutions pour freiner les événements en cours. En écoutant les discussions de ces experts, nous songions à Salvo Apollinaire, le grand haut dignitaire romain qui était convaincu de la primauté du beau et de la pérennité de Rome.

Une situation différente de celle de 1929

CE qui m'a tant inquiété ces dernières années, c'est que, dans le cycle millénaire de l'Occident, les Etats-Unis sont le dernier à avoir connu le cycle de l'Occident, de jeunes nations qui régulièrement pris le relais de nations sur leur déclin. L'Italie au quinzième siècle, le Portugal et l'Espagne au seizième siècle, la Hollande et la France au dix-septième siècle, l'Angleterre et l'Allemagne au dix-huitième et dix-neuvième siècles et les Etats-Unis au vingtième siècle ont concouru à conserver l'élan. Mais, aujourd'hui, l'Occident n'a plus de nation jeune en réserve, et cet élan ne peut être maintenu; le déclin de l'Occident est inévitablement lié à celui des Etats-Unis.

La situation mondiale dans laquelle nous nous trouvons est une situation de civilisation. Nous ne sommes pas en 1929. Les Etats-Unis ne sont plus une nation jeune et le monde n'est plus le monde de 1929. Le monde est devenu un monde de nations qui ont dépassé leur jeunesse.

Il est peut-être difficile pour les nombreux Français d'accepter ce tragique scénario, car la France, qui, dans les années précédant la seconde guerre

mondiale, présentait de nombreux symptômes semblables à ceux des Etats-Unis aujourd'hui, connaît cependant une situation très différente et qui est même que le jeune Français d'aujourd'hui a un dynamisme, ou impulsion psychologique, quelque peu semblable à celui de l'Américain d'il y a quarante ans. Et la France est la nation de l'Occident la plus tournée vers les techniques de pointe.

Dans notre graphique de 1956, nous avons indiqué quelques-uns des facteurs qui ont contribué au déclin séculaire de la France. Dans l'histoire des cycles, le renouveau de la France est un phénomène qui s'est assez exceptionnel. Le choc de la défaite de 1940, l'occupation, puis la Libération, le général de Gaulle et le plan Marshall, sont quelques-uns des facteurs qui ont permis de freiner le déclin. Ce qu'on peut et doit espérer, c'est que le renouveau de la France lui permettra de mieux s'adapter que nombre d'autres nations au déclin final de l'Occident.

JEAN GIMPEL

(8) Jean GimpeL, Ultime rapport sur le déclin de l'Occident, p. 138.



PAYSAGE D'USINES A PITTSBURG (ETATS-UNIS) La civilisation industrielle s'est-elle, elle aussi, mortelle ?

COMPRE... nir le... e frayeur, la... sible incompréh... litiques et leur... la tempête des... es périls. En p... des Etats-Unis... toover, un... en 1930 : « La... ure forme de g... udre d'une... problèmes... on directe, a... sses des innim...

secrétaire au... ui n'hésite pas à... rse millions de... rse ! ». « Cela... qui infecte le... a vie, trop ét...

signe pas au... regner le droit... et celles qui... tissement de... a nulle part... l'histoire de... nt juger de l'ap... sur les crises... donner si les... que rarement... Etats-Unis... plus de p...

southern-Calif... demandé au... exposer sa... ue je leur prop... 25, l'œuvre de... rales et le b... urd du monde... Etats-Unis, la... dans l'indus... n Age et au... 1950-1960.

les Prologues... de Paris, 1984... 204, pp. 4-10... l'Homme et le... 1928, pp. 15-20... Henri Lefebvre... à la dérive de... vices, les Revue... 1979... 1979... l'OCDE Paris... la Revue... p. 251 et 252-3



Des lendemains industriels hypothéqués

DÉBATS ÉLECTORAUX ET

EXPLORATION D...
par le lais...

Des idées-fores...

Le premier thème commun de ces élections est celui de la priorité absolue...

La pa

Il existe en France des sociétés qui...
Jean-Michel...

Etrangères, quand ce n'est pas réfractaires, au monde de la recherche... les élites dirigeantes françaises ont s'effrité les positions de l'industrie...

Par BERNARD CASSEN

« O » U se situe la France en matière de compétitivité industrielle? La médiocratie de l'industrie a le regret de dire que son rang n'est pas bon... Prononcés en octobre 1986, ces propos de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme (1) avaient le mérite de la franchise, voire d'une indiscutable capacité d'anticipation...

à l'âge de la maturité. Tandis qu'il a tendance à être assez fortement déficitaire sur le terrain des industries... Les grands succès de l'excellence française (aéronautique, nucléaire, télécommunications, matériel de transport ferroviaire, systèmes d'armes) s'appuyant soit sur un marché intérieur protégé, soit sur des « grands projets » militaires, conclus le plus souvent avec des pays en développement ou membres de l'OPEP... Cette logique des « grands projets », celle des « grands succès », est celle d'une culture industrielle dominante en France, dont les racines historiques complexes ont été analysées dans ces colonnes (3). Il s'agit d'une culture d'Etat déployant - pour reprendre une formule de Jean-Jacques Salomon - une « stratégie de l'arsenal », où les pouvoirs publics jouent à la fois le rôle de donneurs d'ordres, de banquiers et de clients, et dont l'encadrement est assuré par le « corporatisme monopoliste d'Etat », des char-

La santé retrouvée des « nationalisées »

APRÈS son arrivée au pouvoir en 1981, et au prix d'une sérieuse révision idéologique qui allait la mettre quelque peu en porte à faux par rapport à sa base électorale, la gauche découvrait l'« impératif industriel ». Elle entreprenait une politique volontariste de nationalisation des grands groupes dont certains, naguère de faillites, avaient sans cela été démembrés ou seraient passés sous contrôle étranger, le secteur privé n'y avait investi que 5,5 milliards de francs entre 1976 et 1981, alors que les investissements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius allaient y injecter 50 milliards de francs... Cette reprise en main d'urgence de secteurs industriels en perte de vitesse - chimie, informatique, électronique professionnelle, sidérurgie - s'accompagnait du lancement de programmes technologiques « mobilisateurs » dans les filières identifiées comme décisives (électronique, matériaux, biotechnologies, etc.), ainsi que d'un accroissement significatif des budgets publics de recherche et d'aide à l'innovation...

ques et des ingénieurs des grands corps techniques. Cette stratégie a permis à la France de se maintenir au premier rang mondial dans quelques technologies de pointe et, pour deux d'entre elles (aéronautique et espace), d'y impliquer le reste de l'Europe... Dans les domaines non captifs des commandes gouvernementales, l'appareil productif a, en revanche, considérablement vieilli. Au cours des années 60 et au début des années 70, en effet, les investissements - d'un niveau honorable, puisque entre 1961 et 1973 ils ont augmenté de 7,6 % l'an - avaient globalement porté sur la substitution du capital au travail pour accroître la productivité, au détriment de la recherche et de l'innovation... L'optimisation des potentialités existantes, « tirées » par les investissements en expansion, avait prévalu sur la préparation des lendemains. Mais, à partir du premier choc pétrolier, la baisse des investissements - chutant à 2 % en moyenne de 1973 à 1980, reculant même après le deuxième choc de 1979-1980 pour reprendre légèrement en 1984 - n'avait guère mis les entreprises françaises en état d'affronter les formidables défis technologiques provoqués par l'introduction des technologies dites « nouvelles » (électronique, productique, matériaux nouveaux, biotechnologies, etc.) dont les Etats-Unis, comme le Japon et la RFA allaient faire le moteur de leur croissance.

Avec aussi de sérieux déconvenues, les « nationalisées » n'ayant pas - comme s'était escompté - constitué des bastions de la croissance et de l'emploi ni davantage contribué à dynamiser le tissu des petites et moyennes entreprises (PME). En fait, parmi ces PME, notamment celles de moins de cent salariés - qui représentent 96 % des cent soixante-cinq mille entreprises industrielles françaises - que l'emploi a le moins vacillé au cours de ces dernières années et que les investissements technologiques ont le plus ralenti (4).

De retour aux affaires en mars 1986, la droite allait immédiatement mettre en place les différents articles de foi de son programme libéral inscrit dans la plate-forme électorale RPR-UDF. Et, en premier lieu, ceux relatifs aux « libertés économiques » : abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes, libération des prix et des changes, baisse de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 40 %, suppression de la taxe sur les bénéfices et de l'autorisation administrative de licenciement, aménagement du temps de travail, etc. En s'imaginant que ces allègements des charges et ces contraintes allaient mécaniquement provoquer l'investissement et donc la création, entre autres, des trois cent soixante-sept mille emplois promis avant les élections par M. Yvon Gattax, alors président du Conseil national du patronat français (CNPF), les ministères de M. Chirac cédaient à une vision purement idéologique de la santé industrielle sans en percevoir les pesanteurs culturelles...

Amputation du budget de la recherche

MAIS en matière de politique publique à l'égard de l'innovation que c'est dans les laboratoires et les centres de recherche privés ou publics que se joue désormais pour une grande part la compétitivité. En fait, le budget 1988 de la recherche, traduit en ces quelques chiffres, est encore sensiblement inférieur à celui de 1986. Pourtant, il est marqué par deux tendances presque caricaturales : le secteur militaire et les grands programmes (aéronautique, espace, télécommunications), domaines privilégiés du « plus d'Etat », connaissent une croissance sensible : à l'inverse, la recherche industrielle, destinée à irriguer les entreprises privées, stagne ou régresse : ni l'ANVAR ni le FRT ne retrouvent leur niveau de 1986, celui de 1985; l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (AFME) est laminée (6). Ce désengagement public n'est nullement compensé par un effort accru du secteur privé. Les entreprises françaises restent, en effet, très en retard par rapport à leurs concurrents étrangers en matière de recherche industrielle. Comptant davantage sur l'Etat, elles contribuent donc moins que leurs homologues à la dépense nationale de recherche-développement (DNDR) : 43 % en 1986 contre 65 % au Japon, 57 % en RFA et 46 % au Royaume-Uni. Sa répartition sectorielle aggrave encore ces disparités : la priorité accordée aux grands projets de haute technologie, à la valeur ajoutée de



directes ou indirectes qui sont pratiquées dans tous les pays au discours de façade le plus anti-étatique.

Quant à l'aide au développement de Bona et de celles de Lander, qui ont tout fait impressionnante, mais - en creux - (allègements fiscaux) qu'en « boîtes » (subventions, soutiens à des programmes technologiques, etc.) de recherche, etc.). Alors que l'un des problèmes majeurs des PME est l'accès au crédit et que les taux d'intérêt réels français sont les plus élevés des grands pays industriels (6,9 % actuellement, contre 5,1 % en RFA, 4,9 % aux Etats-Unis, 4,8 % au Royaume-Uni, 4,5 % au Japon), M. Madelin supprimait le Fonds industriel de modernisation (FIM) créé par M. Fabius malgré l'opposition du ministère des finances, et qui prêtait chaque année 9 milliards de francs, à des taux bonifiés, aux entreprises de toute taille. Une manière de contourner partiellement le circuit bancaire, où la prise de risques industriels figure d'épouvantail. En RFA, ce sont 25 à 30 milliards de francs de prêts, sur des durées de dix à quinze ans, qui sont accordés chaque année à des taux inférieurs de 1,5 % à 2 % à ceux des banques...

Les tendances lourdes, héritées de l'histoire du paysage technologique et industriel français, la droite, loin de les infléchir, n'a fait que les aggraver. Ses dirigeants, issus pour la plupart des professions libérales ou du moule technocratique de l'Ecole nationale d'administration, ont très rarement l'expérience directe des entreprises. Tout au plus ont-ils, le temps perdu, présidé quelques conseils d'administration de grandes sociétés, comme M. Edouard Balladur, qui se proclame pourtant « industriel ». Largement ignorants de l'environnement réel du développement technologique et plus encore de celui de la production, pour ne pas parler du financement des PME, ils privilégient naturellement les décisions macro-économiques, financières et macro-politiques à fort « effet d'annonce », qui bénéficient avant tout au monde politique et à celui que le leur. Leur propension naturelle est de pousser à privilégier les services qui beaucoup plus de points communs avec

(1) Voir Bernard Cassen, « L'équation française », le Monde, 27 mars 1986, octobre-novembre 1987. Voir également les autres contributions au dossier « La France a-t-elle décroché? », publié dans cette livraison.
(2) Voir Bernard Cassen, « Un nouveau contrat social », l'Entreprise, le Monde diplomatique, août 1987.
(3) Voir Jacques Devilliers, « Petites, moyennes entreprises, sur qui compter? », l'avis industriel pour la France 7, op. cit.
(4) Voir « Une industrie subventionnée », le Monde diplomatique, mars 1987, et Pierre Domergues, « Le Michigan laboratoire de l'Etat-territoire », le Monde diplomatique, octobre 1986.
(5) Voir Claire Blandin, « La recherche industrielle devient une priorité du gouvernement », le Monde, 25 mars 1987; André-Yves Portoulet, « La technologie, priorité redécouverte », Science et techniques, octobre 1987; François Koulikoff, « La déroute de la recherche civile », le Monde, 11 novembre 1987.
(6) Voir Yves Farge, « Développer de nouveaux produits », Quel avenir industriel pour la France, op. cit.

POLITIQUE ETRANGERE de la FRANCE
Textes et documents de la diplomatie française
Tous les deux mois, cette revue éditée par le Ministère des Affaires étrangères, vous propose :
• une chronologie de la vie politique internationale;
• l'ensemble des traités et des accords conclus par la France;
• l'intégralité des textes et documents de politique étrangère française.
Abonnement France : 350F
Abonnement Etranger : 405F
Supplément pour envoi par avion : 120F
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, Paris 7^e

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

EXPLORATION DE L'AVENIR

par le laisser-aller libéral

haute administration qu'avec l'univers des ateliers ou des laboratoires.

quarts des 90 milliards de francs produits par les actifs mis en vente pour « boucler » le budget de l'Etat et compenser ainsi les pertes de recettes dues aux cadeaux fiscaux consentis aux catégories les plus privilégiées (8).

fondé, ainsi que de beaucoup de dirigeants d'un CNPF en retard de plusieurs révolutions de management.

de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières.

Des idées-forces convergentes

BIEN d'étonnant qu'une telle politique n'ait eu strictement aucun effet positif, comme l'attestent les résultats désastreux du commerce extérieur d'octobre, qui portent à 32,8 milliards de francs le déficit cumulé des dix premiers mois de l'année.

Il ne faut pas donner la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première révolution de l'entreprise qu'est la matière grise.

La compétitivité de l'industrie française requiert également une approche de la gestion incorporant une circulation permanente et systématique de l'information, non seulement technique et technique (10), mais aussi économique, entre tous les agents de la production.

de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières.

Si elles apparaissent pour l'instant très peu dans le discours officiel des partis et organisations patronales ou syndicales, quelques idées-forces convergentes sur le diagnostic et l'avenir de l'industrie française sont cependant à l'œuvre dans des secteurs très différents.

Il ne faut pas donner la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première révolution de l'entreprise qu'est la matière grise.

La compétitivité de l'industrie française requiert également une approche de la gestion incorporant une circulation permanente et systématique de l'information, non seulement technique et technique (10), mais aussi économique, entre tous les agents de la production.

de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières.

Un des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERCO), l'Association des cadres dirigeants (ACADI) pour le progrès social et économique (ACADI) ou l'Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés » : chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performances (voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Motchane) ; dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chevannes, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, Echange et projet, présidé par M. Pierre Vanlerberghe, le Centre Denis Diderot, présidé par M. Claude Gruson, ou le Cercle Condorcet, présidé par M. Julien ; dans des revues comme le Progrès technique, édité par l'Association nationale de recherche technique (ANRT), Politique industrielle, Futuribles, Sciences techniques où, sous la plume d'André-Yves Portnoff, se décline régulièrement le thème de la « révolution de l'intelligence » ; dans les publications du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), dirigé par M. Thierry Gaudin ; dans le discours plus ou moins officiel de quelques dirigeants des grandes entreprises syndicales ; dans les ouvrages de Hervé Serreux (l'Entreprise du troisième type, Pilotes du troisième type), de Philippe Messine - pseudonyme de M. Philippe Lorino - (Liberté, égalité, modernité et les Saturniens). La liste pourrait, bien entendu, être allongée, notamment par des exemples concrets de nouvelles formes de gestion, comme le « management cellulaire », qui se met actuellement en place dans les filiales françaises du groupe chimique britannique ICI.

Un des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERCO), l'Association des cadres dirigeants (ACADI) pour le progrès social et économique (ACADI) ou l'Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés » : chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performances (voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Motchane) ; dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chevannes, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, Echange et projet, présidé par M. Pierre Vanlerberghe, le Centre Denis Diderot, présidé par M. Claude Gruson, ou le Cercle Condorcet, présidé par M. Julien ; dans des revues comme le Progrès technique, édité par l'Association nationale de recherche technique (ANRT), Politique industrielle, Futuribles, Sciences techniques où, sous la plume d'André-Yves Portnoff, se décline régulièrement le thème de la « révolution de l'intelligence » ; dans les publications du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), dirigé par M. Thierry Gaudin ; dans le discours plus ou moins officiel de quelques dirigeants des grandes entreprises syndicales ; dans les ouvrages de Hervé Serreux (l'Entreprise du troisième type, Pilotes du troisième type), de Philippe Messine - pseudonyme de M. Philippe Lorino - (Liberté, égalité, modernité et les Saturniens). La liste pourrait, bien entendu, être allongée, notamment par des exemples concrets de nouvelles formes de gestion, comme le « management cellulaire », qui se met actuellement en place dans les filiales françaises du groupe chimique britannique ICI.

Un des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERCO), l'Association des cadres dirigeants (ACADI) pour le progrès social et économique (ACADI) ou l'Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés » : chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performances (voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Motchane) ; dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chevannes, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, Echange et projet, présidé par M. Pierre Vanlerberghe, le Centre Denis Diderot, présidé par M. Claude Gruson, ou le Cercle Condorcet, présidé par M. Julien ; dans des revues comme le Progrès technique, édité par l'Association nationale de recherche technique (ANRT), Politique industrielle, Futuribles, Sciences techniques où, sous la plume d'André-Yves Portnoff, se décline régulièrement le thème de la « révolution de l'intelligence » ; dans les publications du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), dirigé par M. Thierry Gaudin ; dans le discours plus ou moins officiel de quelques dirigeants des grandes entreprises syndicales ; dans les ouvrages de Hervé Serreux (l'Entreprise du troisième type, Pilotes du troisième type), de Philippe Messine - pseudonyme de M. Philippe Lorino - (Liberté, égalité, modernité et les Saturniens). La liste pourrait, bien entendu, être allongée, notamment par des exemples concrets de nouvelles formes de gestion, comme le « management cellulaire », qui se met actuellement en place dans les filiales françaises du groupe chimique britannique ICI.

Un des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFCERCO), l'Association des cadres dirigeants (ACADI) pour le progrès social et économique (ACADI) ou l'Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés » : chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performances (voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Motchane) ; dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chevannes, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevènement, Echange et projet, présidé par M. Pierre Vanlerberghe, le Centre Denis Diderot, présidé par M. Claude Gruson, ou le Cercle Condorcet, présidé par M. Julien ; dans des revues comme le Progrès technique, édité par l'Association nationale de recherche technique (ANRT), Politique industrielle, Futuribles, Sciences techniques où, sous la plume d'André-Yves Portnoff, se décline régulièrement le thème de la « révolution de l'intelligence » ; dans les publications du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), dirigé par M. Thierry Gaudin ; dans le discours plus ou moins officiel de quelques dirigeants des grandes entreprises syndicales ; dans les ouvrages de Hervé Serreux (l'Entreprise du troisième type, Pilotes du troisième type), de Philippe Messine - pseudonyme de M. Philippe Lorino - (Liberté, égalité, modernité et les Saturniens). La liste pourrait, bien entendu, être allongée, notamment par des exemples concrets de nouvelles formes de gestion, comme le « management cellulaire », qui se met actuellement en place dans les filiales françaises du groupe chimique britannique ICI.

Le premier thème commun de ces réflexions est celui de la priorité absolue à donner à la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première révolution de l'entreprise qu'est la matière grise.

Il ne faut pas donner la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première révolution de l'entreprise qu'est la matière grise.

La compétitivité de l'industrie française requiert également une approche de la gestion incorporant une circulation permanente et systématique de l'information, non seulement technique et technique (10), mais aussi économique, entre tous les agents de la production.

de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières.

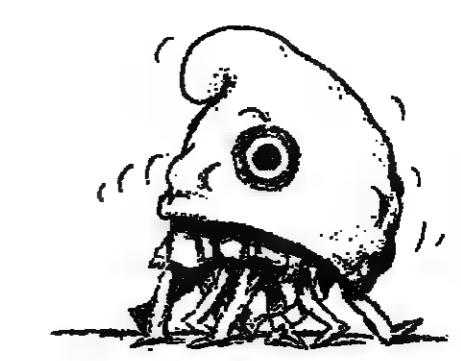
La parole à des patrons qui réussissent

Par JEAN-LOUP MOTCHANE. L'industrie française est actuellement en crise. M. Jacques Dubois - pseudonyme que nous utiliserons pour préserver l'anonymat du PDG d'une entreprise d'armement de 600 salariés - estime au contraire que le crédit d'impôt-recherche lui a permis de renforcer, au bon moment, son potentiel productif et surtout d'effectuer une mutation indispensable de la mécanique vers l'électronique.

Bien qu'il ait déjà bénéficié du soutien du Centre français du commerce extérieur, M. Dominique Sennelier, patron d'une entreprise familiale de 48 personnes, fondée en 1887 par son grand-père, et qui se consacre à la fabrication et à la distribution de couleurs fines pour beaux-arts, connaît mal le dispositif des aides gouvernementales. Il aimerait bien avoir un interlocuteur compétent qui puisse le renseigner... Il préfère les mesures générales, plus adaptées aux petites entreprises, que les aides objectives sur projet. C'est aussi le sentiment de M. Patrick Genou, ancien ingénieur de l'Air liquide qui a fondé en 1981 une entreprise spécialisée aujourd'hui 30 salariés. Il ne pourrait bénéficier cette année du crédit d'impôt-recherche et avait d'ailleurs déjà reçu une subvention de l'ANVAR, relativement symbolique à ses yeux, pour une étude menée en commun avec un centre technique. S'il a pu disposer des informations nécessaires pour solliciter ces aides, c'est uniquement par hasard, grâce à une connaissance.

Des stratégies de coopération. AUTRE grand thème gouvernemental de l'heure : le marché unique de 1992. Des sociétés comme Zodiac ou Waterman président d'ailleurs déjà en Europe un réseau de filiales.

américaine ou japonaise. Pratiquement tous se félicitent aussi des programmes de coopération technologique communautaires, tels Esprit, Brta, Race, etc. d'Esprit. Quant au gouvernement français, estime M. Jean-Louis Gerondeau, trois choses sont attendues de lui : contribuer à la mise en place réelle du grand marché européen ; éviter aux entreprises le choc de changements trop brutaux, car, dit-il, « le marché unique » est un marché communautaire. Le président de Zodiac considère que l'Europe doit faire, des choix, puis les soutenir par des mesures appropriées.



nécessitant de sérieux moyens financiers, il n'est pas possible. Cela présume cependant que les citoyens et leurs dirigeants se forment une idée claire du rôle qu'ils assignent à l'industrie dans la création des richesses et le mode de vie qui en découle. Ce n'est pas une simple affaire de chiffres mais bien davantage un problème de nature culturelle. Chacun sait que le système français privilégie la poursuite de l'abstraction aux dépens d'un rapport familier à l'outil et à la technique. Il n'est que de considérer le radicalisme défiant de l'apprentissage en France - et en RFA - pour constater une étape recherchée dans le processus de formation. D'où la très pénurie actuelle d'ouvriers qualifiés.

C'est également les performances de l'industrie allemande, qui aujourd'hui à hauteur de 42,7 % la formation du produit intérieur brut (PIB), contre 36,1 % pour les services, qui attirent le regard avec celles des Etats-Unis, où les pourcentages correspondants sont 31 % et 27 %. Sous la gestion de M. Reagan, l'expansion des services a entraîné une perte de millions d'emplois, mais il s'agit en majorité de « petits boulots » précaires, mal rémunérés et à faible croissance sociale, caractéristiques de la prolifération financière des services moyens. Au point qu'un net retour du balancier s'impose au profit d'une véritable réindustrialisation.

En France, où l'agriculture occupe une place plus importante qu'outre-Rhin et outre-Atlantique, la répartition du PIB est de 37,9 % pour l'agriculture et 58 % - est encore proche du modèle allemand mais pourrait s'orienter un peu plus vers une société « post-industrielle » l'américaine, qui fait pourtant déjà figure de concept dépassé. Pour éviter une telle dérive, les idées existent, les hommes aussi, mais pas nécessairement aux postes de commande. Et l'heure de l'ouverture du marché unique européen se rapproche.

En France, où l'agriculture occupe une place plus importante qu'outre-Rhin et outre-Atlantique, la répartition du PIB est de 37,9 % pour l'agriculture et 58 % - est encore proche du modèle allemand mais pourrait s'orienter un peu plus vers une société « post-industrielle » l'américaine, qui fait pourtant déjà figure de concept dépassé. Pour éviter une telle dérive, les idées existent, les hommes aussi, mais pas nécessairement aux postes de commande. Et l'heure de l'ouverture du marché unique européen se rapproche.

(1) Discours de conclusion de la grande conférence de l'industrie sur l'avenir industriel de la France, organisée les 7 et 8 octobre 1987 par le Centre des jeunes dirigeants et le Centre de prospective et d'évaluation de l'Association française pour les cercles de qualité sous le titre « Quel est l'avenir de l'industrie en France ? » (Editions du Seuil, 1987, 409 pages, 125 F).

(2) Jacques Leconte, « L'économie de la France », Le Monde, 25 mars 1987. « Les entreprises de l'industrie », Le Monde, 25 mars 1987. « Les entreprises de l'industrie », Le Monde, 25 mars 1987.

(3) Voir Christian de Bria, « Avalanche de Menafin pour les privilégiés de la crise », Le Monde diplomatique, février 1987, et Serge Federbusch, « De l'illusion à l'impasse », Le Monde diplomatique, novembre 1987.

(4) Voir les articles de Robert Fossart et Guy Vallée, Mireille Azoum et Jean-Loup Motchane, Le Monde diplomatique, novembre 1987.

(5) Les conclusions du colloque « Savoir/Produire », organisé en 1983 par la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MISTIST), restent parfaitement d'actualité. Les actes ont été publiés sous le titre « L'information scientifique et technique dans l'entreprise de production », La Documentation française, Paris, 1984.

(6) Voir Bernard Cassen, « Un avenir à penser », l'Entreprise, n° 187, septembre 1987.

(7) Voir Michel Devillers, « Pour une nouvelle stratégie industrielle », Le Monde, 25 mars 1987.

(8) Voir Philippe Lorino, « Compétitivité : l'organisation fait la différence », Politique industrielle, novembre 1987.

(9) Voir Giancarlo Somilli, « La France et l'Italie : Tiburtina Valley », Les Temps modernes, mai 1967.

GRANDEUR HISTORIQUE ET INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

Le rempart du nationalisme dans l'Iran en guerre

ALORS que s'enlisent les efforts des Nations unies pour faire appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité et mettre fin à la guerre du Golfe, l'Iran, tendu dans un nouvel effort militaire, affirme sa détermination à ne point céder. Plus de sept ans après le début du conflit, les dirigeants de la Révolution islamique comptent avant tout sur le fervent nationalisme de la population, forgé par une longue et douloureuse histoire, pour venir à bout de l'ennemi irakien.

Par PIERRE METGE

En 1975, ses dirigeants unanimes et bien Occidentaux voyaient en l'Iran le Japon du XXI^e siècle (1). Cinq ans plus tard, désorganisé par des mois d'agitation et de luttes pour le pouvoir, ce même pays plie sous l'attaque du voisin irakien. Aujourd'hui, les dirigeants de la révolution islamique détiennent les rênes de la solution du conflit du Golfe. Tel est l'Iran : en dépit des vicissitudes, l'un des pays les plus voyants sur la scène mondiale ; un pays qui qu'aujourd'hui, n'en est que davantage redouté.

Cette place de premier plan, l'Iran le doit à la politique poursuivie, dans les directions parfois opposées, par les deux régimes qui se sont succédés à Téhéran. Elle découle d'une situation géographique, d'une conscience historique et d'une représentation du monde qui, à des idéologiques, orientent les relations avec le monde extérieur.

Nombreux sont les témoignages des appétits que ce pays a suscités : unitaires ou conjoints, les interventions des grandes puissances jalonnent les quatre-vingt dernières années. Ainsi, en 1907, mettant fin provisoirement à leur longue rivalité, Russie et États-Unis constituaient, avec les Français, la Triple Entente et scellaient leur reconnaissance par le traité de Téhéran. En 1941, le nouveau, soutenu par les États-Unis, Londres et Moscou occupait militairement le pays et contraignait à la démission le chah Reza Pahlavi qui avait refusé de prendre part dans le conflit mondial. En 1946, l'URSS encourageait la séparation en Azerbaïdjan et, en 1953, les États-Unis renversaient le gouvernement légal coupable de nationalisme.

Dans un contexte historique, lorsque, le 20 juillet dernier, les grandes puissances s'accordent au Conseil de sécurité des Nations unies sur l'arrêt des hostilités dans le Golfe, les Iraniens peuvent être dans une démarche de chose qu'une nouvelle manifestation des stratégies des grandes puissances. A leurs yeux, l'ONU n'a pris en compte de

leurs demandes persiste dans cette attitude bienveillante à l'égard de l'Iran qui a manifesté l'agression irakienne ; l'organisation internationale avait attendu six jours pour demander un cessez-le-feu sur place, et ce délai avait été mis à profit par les attaquants pour occuper de larges portions du territoire iranien. En revanche, en 1982, avant même que les troupes de Téhéran, qui reprenaient le dessus, aient pénétré en Irak, le Conseil de sécurité réclamait l'arrêt des hostilités, ainsi qu'un retour immédiat des combattants sur les frontières reconnues.

Vaste comme trois fois la France, l'Iran occupe le coup sûr une position géostratégique exceptionnelle, à l'articulation du pourtour méditerranéen, de l'Asie centrale et du sous-continent

De Cyrus à l'imam Khomeiny

LA grandeur de leur pays, si forte chez la plupart des Iraniens, se nourrit de cette place éminente qu'ils occupent aujourd'hui dans le monde. Cette identité s'enracine aussi dans un passé prestigieux et légendaire et s'alimente d'une mémoire historique, tragique et éclatante, ces jours d'une extrême richesse. De l'avènement de Cyrus, au sixième siècle avant l'ère chrétienne, à la conquête islamique douze cents ans plus tard, défilent une série d'empires plus ou moins prospères, étendus et stables - achéménides, séleucides, arsacides, sassanides - comptant parmi les grandes puissances du monde indoeuropéen. Même face aux conquérants grecs, arabes, turcs et mongols, la civilisation iranienne, malgré le verdict des armes, a fini par s'imposer.

Quelques figures emblématiques ponctuent, tout au long des siècles, la lente formation de l'identité iranienne. Ce sont d'anciens surgenistes Cyrus, Salmaan et Chah Abbas ; de ce siècle, se retiendra Chah, Mossadeq et l'imam Khomeiny.

Le pays, doté d'un accès aux mers libres en toute saison qui intéresse directement Moscou, est situé de surcroît en plein cœur d'un bassin pétrolier où s'accumulent plus de la moitié des réserves mondiales prouvées.

Situé à l'épicentre d'une zone de confrontations et de guerres (Grèce-Turquie, Israël-Machrek arabe, Yémen du Nord-Yémen du Sud, Syrie-Irak, Iran-Irak, URSS-Afghanistan, Inde-Pakistan), l'une des plus fortement militarisées de la planète - quatre millions de soldats pour trois cents millions d'habitants, - l'Iran est impliqué dans un conflit meurtrier, l'une des guerres conventionnelles les plus sanglantes depuis 1945.

Mais il a aussi les atouts d'un grand régional, avec environ cinquante millions d'habitants, une puissance militaire qui n'est plus à démontrer et de richesses naturelles - bien que l'Iran ait été récemment frappé par la révolution et la guerre. Chaque état de cette zone, chaque puissance extérieure, doit compter avec lui pour l'affronter, l'éviter, le suivre ou l'utiliser.

Cette place en Asie du Sud-Ouest et sur l'échiquier planétaire a été confortée au lendemain de la seconde guerre mondiale par la division du monde et la stratégie américaine de containment, la création de l'État d'Irak et son rejet par les États arabes, par l'indépendance de l'Inde et la création du Pakistan, ainsi que le rôle croissant du pétrole dans l'économie mondiale.

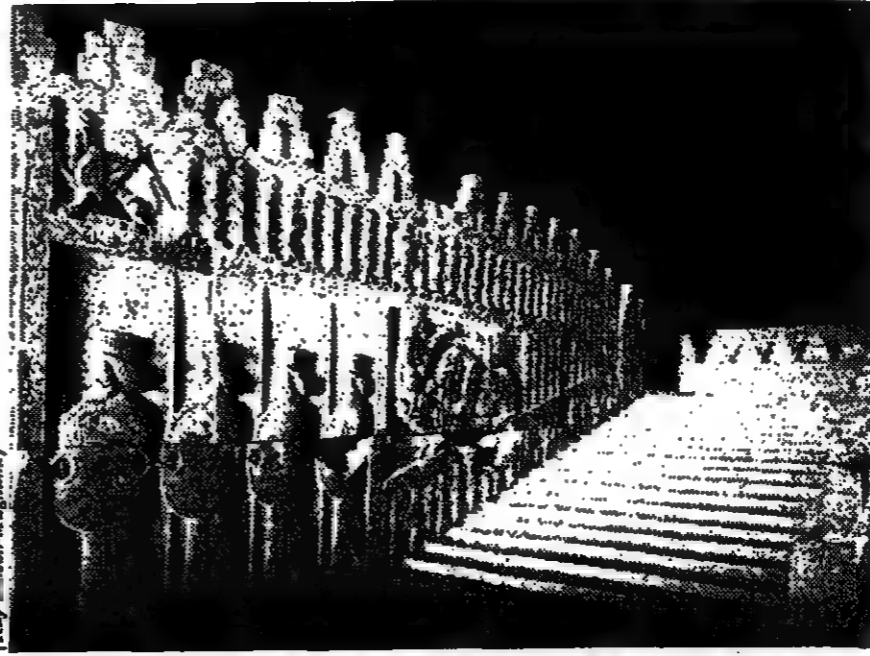
A la source de Cyrus, héros victorieux et juste, assurément le roi le plus puissant de son époque : il est le fondateur, l'origine de la légitimité communautaire et territoriale. Sa fonction se divise et se précise dans deux personnages. Salmaan le Perse, souvent ignoré par l'historiographie islamique, a peu connu hors d'Iran, fut un compagnon et un conseiller du prophète Mahomet, au VII^e siècle de notre ère ; en lui, l'Iranien se sent le co-dépôté d'un message universel de l'islam et membre à part entière du peuple musulman (2). Quant à Chah Abbas, contemporain d'Henri IV et de Louis XIII, le plus illustre des souverains safavides, il unifia le territoire national et ses peuples.

Les controverses, les trois figures de ce siècle incarnent, chacune à sa manière, l'irrépressible aspiration à l'indépendance et à la dignité. Reza Chah, monté en 1925 sur le trône, reprend les revendications nationales exprimées par les révolutionnaires et instaure un régime monarchique. Il met fin à l'affermage et à l'endettement de l'État et chasse les étrangers de la direction des affaires publiques. Sa déposition en 1941 par les grandes puissances le hisse au rang de martyr de la cause nationale (3). Mossadeq, premier ministre d'un pays dont nul ne conteste plus le souveraineté, a des intérêts économiques conjoints des États occidentaux et des compagnies pétrolières. Son appel à la mobilisation populaire, bien que largement entendu, ne suffira pas à contre-balancer l'influence étrangère ; abandonné par Moscou, il sera abattu par Washington en 1953 (4).

L'ayatollah Khomeiny enfin, vainqueur du chah, de M. Carter et, virtuellement, de M. Saddam Hussein, même, au nom de l'islam, une politique d'une indépendance sourcilleuse. Il rejette et l'Est et l'Ouest, refusant toute influence étrangère, toute culture sur le mode de vie. Ainsi l'avènement du roi despote, de l'habile premier ministre et de l'islam inflexible ont jalonné la longue marche vers la souveraineté politique, économique et culturelle.

Cette perception héraldique de la lutte s'oppose à la persistance à une vision humiliante : celle d'un Iran impuissant et menacé. Dans chaque tournant de leur histoire, les Iraniens voient la main de l'étranger. Les Britanniques ont abattu Ahmad Chah, le dernier des souverains kadjars, et plus récemment son successeur, Reza Chah ; les Américains ont complotté contre Mossadeq et abattu Mohammad Reza Pahlavi. Cette représentation repose certes sur des faits indéniables, mais elle sous-estime, voire ignore, la responsabilité et les erreurs des dirigeants, la puissance et les divisions des mouvements populaires.

Cette conception d'un Iran qui serait le cible permanente - et principale - de complots de la part de puissances extérieures omnipotentes, a nourri, depuis cent ans, une profonde division



L'ESCALIER DE CYRUS À PERSEPOLIS. Commande du passé, persistence du sentiment héraldique.

de la classe dirigeante en deux camps antagoniques qui ont mis en place des tactiques divergentes. La première consiste à entrer dans les machinations de l'étranger pour les détourner habilement au profit du pays ou au sien propre (5). Pour l'autre faction, l'Iran doit se tenir totalement à l'écart de ces manœuvres, rien de lui ne pouvant nuire de l'extérieur et des États avides.

Dans ce système de représentation, les puissances étrangères n'occupent pas toutes la même place. On trouve d'abord celles qui, par leur proximité ou leur ambition, ne cachent pas leurs visées régionales : la Russie tsariste puis soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis qui l'ont relayée. L'Iran a toujours connu des factions pro-russe, pro-anglaise ou pro-américaine - obéissant à des motifs souvent peu idéologiques, - mais les groupes jouant une puissance contre une autre, ou faisant appel à un tiers empire, absent de la région et donc réputé sans ambitions. Au cours des années 20 et 30, la France et l'Allemagne ont tour à tour bénéficié de cette stratégie de la substitution jusqu'à ce qu'elles se soient révélées préoccupées de leurs égoïstes intérêts et jalouses de leurs privilèges que les puissances voisines.

(1) M. H. H. « L'Iran, renaissance et empire », Le Monde diplomatique, mai 1975.

(2) Pour les chittes, Salmaan le Perse compte parmi les quatre fondateurs du parti (CIA) d'Al, dès la mort de Mahomet, ainsi qu'Al, bien que certain de sa légitimité, s'installait devant le choix d'Abou Bakr comme successeur du prophète. Cf. Moojan Momen, An Introduction to Shi' Islam, Yale University Press, New-Haven et Londres, 1965, p. 20.

(3) Il faudra bien un jour faire un sort aux accusations d'incriminations proférées contre Chah Reza : jamais la diplomatie française des années 30, pourtant si attentive aux menées extérieures du Troisième Reich, n'a paru soupçonner quoi que ce soit de scabreux, pas même une sympathie pro-allemande marquée. Ainsi l'ambassadeur Bodard écrivait-il au ministre des affaires étrangères, le 3 décembre 1938 : « Le maître de l'Iran est résolument hostile au bolchévisme, mais on ne peut dire pour cela qu'il sympathise avec Rome ou Berlin. » (Ministère des affaires étrangères, Archives diplomatiques, Série Asie 1930-1940, Iran, Carton n° 130, folio 146).

(4) Sur le complot organisé par la CIA pour renverser Mossadeq, lire Claude Julien, L'Empire américain, Grasset, Paris, 1968.

Ces inconsciences expliquent les brusques retournements d'humour de Chah, en des positions acquises dans son pays par tel ou tel Etat et évitant, en fin de compte, que quiconque ne s'assure une trop grande emprise sur lui. Mossadeq lui-même espérait que les États-Unis cautionneraient son nationalisme pétrolier ; il ne se rallia à une politique de non-alignement que contraint et forcé.

Aujourd'hui, les grandes puissances ne conçoivent ni n'admettent la « révolution » radicale dont se réclame le régime islamique et qui s'exprime dans les « félicitations » que décernait l'ayatollah Khomeiny au président Carter en 1980 pour avoir rompu les relations diplomatiques avec Téhéran : « Les relations entre un pillard mange-monde et une nation qui s'est levée pour se libérer des griffes des brigands internationaux s'effritent toujours au détriment de la nation opprimée et dans l'intérêt du pillard (6). » Cette prise de position se traduit de toute l'hostilité iranienne et de la représentation du monde qu'elle a fait naître dans le peuple, qui n'hésite pas à affronter les privations et les restrictions chaque fois qu'apparaissent menacées l'intégrité et la souveraineté du pays.

(5) Significative à cet égard est la relation que, dans une lettre du 23 septembre 1926, l'ambassadeur français Masgras donne de la séance du Majlis de l'époque. « Un député du nom de Mossadeq avait attaqué Wosough et Dowlat, l'accusant ministre de la justice qui était président du Conseil en 1919 et l'avait accusé - une fois de plus - d'avoir touché un pot-de-vin considérable pour signer l'accord qui servait à l'Angleterre. Le Majlis Modarres, sous le patronage duquel s'est formé le cabinet, a défendu Wosough. Son plaidoyer a pris une forme pour nous surprenante, mais adoptée il faut le croire à la mentalité des auditeurs. Il a dit : « C'est bien possible que Wosough ait reçu de l'argent de l'étranger, mais qu'importe s'il l'a reçu pour servir une cause qui lui paraissait être celle de son pays. Et c'est alors qu'avec simplicité il a ajouté que lui et ses collègues du Parti démocrate avaient reçu des subventions de l'Allemagne pendant la guerre et n'en considéraient pas moins comme des positions d'une loyale honorabilité. » (Ministère des affaires étrangères, Archives diplomatiques, Série Asie 1918-1929, Iran, Carton n° 27, folios 174-175.)

(6) « Breaking of Ties with the Great Satan, America », in The Dawn of the Islamic Revolution, Echo of Islam, Téhéran, sans date, p. 60.

La LIBRAIRIE du Monde AVEC LA PROCURE. VOTRE LIBRAIRIE EN LIGNE DIRECTE. Vous vous passionnez pour la littérature sud-américaine, les livres de politique française, les ouvrages de cinéma... Vous appelez la librairie du monde sur Minitel. Vous êtes fatigué d'avoir à faire le tour de tous les magasins de la ville pour trouver un livre un peu rare. Vous appelez la librairie du monde sur Minitel. Le Monde sur Minitel • 36.16 tapez 11 16

Amphithéâtre LE TRAVAIL GOUVERNEMENTAL Jacques Fournier Les fonctions du gouvernement, son travail et la recherche d'une stratégie de communication. Le Monde sur Minitel • 36.16 tapez 11 16

L'Europe

COMME prévu, au cours de la guerre du Golfe, la Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

La Communauté européenne a été envoyée dans le Golfe, comment elle...

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

DIVERSITÉ DES INTÉRÊTS, COMMUNAUTÉ DE DESTIN

L'Europe solidaire pour la paix au Moyen-Orient

COMME prévu, au sommet arabe réuni à Amman le mois dernier, la guerre du Golfe a été reléguée dans l'ombre du conflit israélo-palestinien. Un à un, les pays de la Ligue arabe renouent leurs relations diplomatiques avec l'Égypte, signataire des accords de Camp David. La Communauté européenne, quant à elle, s'affirme partie prenante dans le règlement des deux conflits : ses navires de guerre ont été envoyés dans le Golfe, mais elle a aussi manifesté, dans des déclarations, comment elle concevait le rétablissement de la paix dans toute la région.

Par DOMINIQUE CHEVALLIER

La Communauté européenne a-t-elle les moyens d'agir en faveur de la paix au Moyen-Orient ? Les États arabes peuvent-ils compter sur l'Europe pour assurer leur équilibre, pour répondre aux aspirations de leurs peuples à vivre librement dans la création ? Les sceptiques et les désabusés ne manquent pas de manifester leur ironie à ces questions sont posées. Pourtant, les nationalismes, démocratiques, expansion, production pétrolière, baisse des prix des matières premières, mouvements politico-religieux, confrontations économiques, stabilité incertaine des États, espoirs contestataires sur un axe stratégique d'importance mondiale... Les tensions agitant le Moyen-Orient ont donc, d'une façon ou d'une autre, le destin de la France et de l'Europe.

Face aux incertitudes des États-Unis et de l'Union soviétique, les souhaits exprimés par les gouvernements européens réclament des actes. Le 27 février dernier, les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la Communauté européenne ont approuvé une déclaration sur le Moyen-Orient. Ce texte ayant été peu cité ou commenté par la presse occidentale française (1), il me semble d'en rappeler des passages importants :

« Les Douze expriment à nouveau leur profonde conviction que la recherche de la paix au Proche et au Moyen-Orient reste un objectif fondamental. Ils sont profondément inquiets de l'absence de progrès vers une solution du conflit israélo-arabe. « C'est pourquoi ils sont directement impliqués à la recherche de solutions négociées devant permettre d'y ramener une paix juste, globale et durable, des relations de bon voisinage et un développement économique, social et culturel trop longtemps délaissés. Dans ce contexte, ils ont particulièrement en vue leur déclaration de Venise (2), les principes sur lesquels des solutions devraient être fondées.

« Dans cet esprit, les Douze déclarent favorablement à la tenue d'une conférence internationale de la paix sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la stabilité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait avoir un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées. « Pour leur part, les Douze restent disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence, tant à travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties en vue de sa convocation... »

Les deux derniers paragraphes se complètent utilement. La formule : «... sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive... » est prolongée avec intelligence par : «... les Douze... tentent à travers la présidence qu'individuellement... ». Cette expression rappelle une initiative exigente. Ce ne sont pas seulement les Nations unies dans leur ensemble ou les membres permanents du Conseil de sécurité - la France et la Grande-Bretagne pour l'Europe - qui ont leur mot à dire, outre évidemment des États combattant les uns les autres, mais la Communauté européenne qui doit témoigner en tant que telle et à l'initiative des relations que chacun de ses gouvernements entretient avec les différents pays et organisations du Moyen-Orient. Ces derniers mois, MM. Van Thielmans et Castejo Cheysson l'ont clairement fait savoir par leurs déclarations à la presse et lors de leurs déplacements, l'un comme président de la Commission des affaires européennes chargée de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud.

Conflits entremêlés

LA déclaration faite le 13 juillet 1987, l'issue de la soixante-septième réunion ministérielle européenne, a rappelé qu'il est urgent de négocier pour trouver une solution au conflit israélo-arabe, à la guerre entre l'Irak et l'Iran, à la situation dans le Golfe, à la « violence au Liban ». Ces problèmes ont globalement été évoqués parce qu'ils engagent aussi, à travers les évolutions qui les ont posés depuis un long temps, nos intérêts stratégiques, nos moyens industriels, notre stabilité financière et notre rayonnement moral. Or leur gel risque de provoquer des conflits plus graves que ceux auxquels nous sommes

qui s'entremêlent sur une crise plus générale, ou au moins contribuent à son développement ? Une stabilisation profonde de certains États du Proche-Orient, une contestation pressante sur leur souveraineté territoriale et leurs frontières internationalement reconnues, la remise en cause de l'existence de tous les États du Moyen-Orient qui en serait la conséquence, seraient, à l'évidence, un retentissement immédiat en Afrique du Nord. L'Europe en serait aussi très rapidement une victime. De tels bouleversements frapperaient inévitablement les populations européennes ; ils mettraient durablement à l'épreuve les liens économiques, politiques, juridiques et humains qui les relient à ces territoires.

Après sa récente médiation en Israël et en Égypte, le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a exprimé un certain intérêt sur l'utilité que pourrait avoir une médiation internationale pour la paix au Proche-Orient. A sa venue à Jérusalem, il avait déclaré qu'elle n'aurait d'autre but que de permettre à Israël et aux « Arabes » d'engager entre eux des négociations directes, « soit bilatérales (3), soit représentées de l'administration des États-Unis - qui a ordonné la fermeture du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Washington au cours de l'été dernier - et repris ses propos un vieux thème de la politique américaine, inspiré notamment par le lobby israélien à Jérusalem qui désire isoler les Palestiniens de leurs revendications territoriales et nationales, pour n'avoir à dialoguer séparément qu'avec chacun des États arabes concernés (4). Cette restriction a été émise dans le programme proposé depuis quelques mois par M. Shimon Peres ; de moins, le ministre israélien des affaires étrangères a-t-il eu le courage d'aller à l'encontre d'une bonne partie de l'opinion de son pays en concevant la

tenue d'une conférence internationale pour la paix comme unique, et peut-être dernière occasion à saisir par Israël pour résoudre le problème de sa survie.

En raison de la conjoncture internationale américaine, M. George Shultz a-t-il été mieux reçu par le premier ministre Itzhak Shamir, ferme adversaire de ce projet ? Toujours est-il qu'il a aussi formulé des réserves sur la participation de l'URSS à la conférence, sous prétexte que ce qu'elle pourrait en tirer ne conviendrait ni aux Américains ni aux Israéliens (5). Mais, comme que l'URSS est membre permanent du Conseil de sécurité, est-il possible d'ignorer sa présence et son rôle au Moyen-Orient, et par conséquent est-il possible de l'exclure d'un règlement négocié ? Si elle a été plusieurs fois mesurée les limites de sa propre action, elle a également montré qu'elle possède les moyens de ruiner les efforts d'autres acteurs en dehors d'elle. De plus, M. George Shultz a cru bon de lancer un ultimatum juste avant de se rendre lui-même à Moscou où il a repris des pourparlers avec les dirigeants soviétiques...

A l'occasion de crises survenues en Méditerranée orientale depuis une trentaine d'années, les gouvernements de l'Europe occidentale ont eu l'expérience de la solitude des États-Unis, légitimement de mé-

Israélo-arabe d'octobre 1973, le président Nixon mit les forces américaines en état d'alerte et prit l'avis de ses alliés européens ; il revint alors à Georges Pompidou et à son ministre des affaires étrangères, M. Michel Jobert, d'amener les membres de la Communauté européenne à rejoindre l'attitude française et à établir des rapports directs avec les représentants de la Ligue des États arabes. Le rapprochement entre ces deux grandes organisations à vocation fédératrice permit d'institutionnaliser le dialogue euro-arabe en 1974.

Les impasses auxquelles avait conduit la politique américaine des « petits pas », la chute du régime iranien, l'invasion soviétique en Afghanistan, incitèrent la Communauté européenne à préciser et à consolider sa position. Par la déclaration

ment appris aux Européens les dangers qu'elles leur faisaient directement courir ; elles ont contribué à renforcer leur conscience commune pour que des solutions pacifiques, car la Communauté européenne s'est aussi révélée à elle-même dans les situations internationales périlleuses auxquelles elle a été confrontée. Les suites de la guerre qui s'est déroulée au Liban en 1982 ont souligné que, si la France et l'Europe restent passives, elles s'exposent à faire rapidement la part d'une partie qui tournerait mal.

Envoies-t-on des forces armées dans les zones où la guerre est pour se retirer au premier coup dur reçu, comme ce fut le cas au Liban en 1982 ? Il est pourtant bien prévisible que les incidents risquent fort de se produire à partir du moment où des belligérants, et les mouvements qui leur sont alliés, ne sont pas dans des présences militaires occidentales une simple démonstration de neutralité. Lorsque des soldats ou des marins sont en proximité de champs de bataille, ils n'y sont pas seulement pour la parade. Leur mission est de protéger, ce qui est déjà intervenir. Il peut être légitime de choisir cette voie ; mais il faut alors en connaître les dangers, et par conséquent les dommages que l'on peut éventuellement subir d'un engagement de ce genre, d'une reconquête. Cela vaut encore recourir à une action diplomatique déterminée, qui n'est d'autant plus efficace qu'elle fera hautement entendre la voix de l'Europe et lui permettra d'exprimer sa puissance par la médiation.

Toute guerre trop longue engendre de nouvelles révolutions. Toute guerre longue est déjà en elle-même une révolution. Il convient de prendre au sérieux les dirigeants iraniens qui déclarent que : « La libération de La Mecque passe avant celle de Jérusalem (6) ». Nasser et les officiers libres égyptiens avaient eu un raisonnement comparable pour se décider à prendre le pouvoir au Caire (7). Les ambitions qui fondent leurs espoirs sur la déstabilisation peuvent craindre la paix. Raison de plus pour la rétablir ou pour la maintenir, car aucun dérapage n'est à exclure. La conférence internationale pour la paix au Proche-Orient a été initialement conçue pour faire enfin aboutir les propositions formulées dans la résolution 242, votée par le Conseil de sécurité en novembre 1967. Mais bien des négociations et bien des conflits se sont déroulés depuis lors. La guerre entre l'Irak et l'Iran a également aggravé les tensions à l'intérieur du monde arabe. Après la victoire substantielle des courants islamistes arabes, les mouvements islamistes ont acquis une détermination qu'ils ont fortifiée en écoutant les insatisfaits de la modernisation et de la croissance. Il ne faut pas se fier en tenant d'une conférence. Pour l'éviter, il sera prudent de tenir compte de la résolution 242 ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Iran, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987.

adoptée à Venise en juin 1980, elle se prononça en faveur d'un règlement global pour garantir des frontières sûres et respectées à tous les États de la région, y compris Israël, pour reconnaître au peuple palestinien le droit à l'autodétermination, pour appeler l'OLP à la négociation. Elle affirma aussi sa pleine et entière solidarité à l'égard du Liban.

La construction de l'Europe a bénéficié de la décolonisation. Dans la répartition des responsabilités qui s'est progressivement établie depuis la seconde guerre mondiale, les crises survenues au Moyen-Orient ont notamment

DEFINIR le cadre d'un règlement global

DEPUIS la fin de l'hiver dernier, le président de la République, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Jacques Chirac, ont répété à leurs interlocuteurs arabes et israéliens que la France veut la paix dans leur région par un règlement global dont une médiation internationale pourrait, au moins dans un premier temps, définir le cadre. Ils ont insisté sur un point essentiel : les États français s'inscrivent dans les objectifs solidaires que l'Europe s'est fixés.

Contrairement à ce qui a pu être dit et écrit, il n'est nullement question de des gouvernements européens aient parfois des attitudes différentes à l'égard de tel ou tel régime du Moyen-Orient. Quand les nations se refroidissent momentanément d'un conflit (Angleterre-Syrie, France-Iran...), elles sont maintenues de l'autre ; le principal est que la voix de l'Europe se fasse entendre. Pour faire face aux tensions multiples qui menacent de déstabiliser le Moyen-Orient, il est nécessaire de conserver une grande souplesse dans l'initiative. La Communauté européenne y parvient grâce aux nuances politiques de ses différents gouvernements et à la diversité de leurs intérêts.

Au-delà des invectives stériles, au-delà des proclamations unanimes ignorant le concret, une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient obligera chaque partenaire à prendre individuellement ses responsabilités, puis à respecter ses engagements dans le cadre d'un traité qui s'impose à tous. Mais une telle confé-

rence sera-t-elle jamais réunie ? En tout cas, il n'est qu'une solution pacifique qui peut nous révéler l'opinion publique ; elle permet de faire progresser les négociations. La recherche d'un programme par une médiation internationale assurera à la conférence des chances de se tenir et d'aboutir à la conclusion d'un ou de plusieurs accords. Il n'est cependant dangereux de trop se laisser aller à la recherche de la paix et détourner le besoin qu'ont les peuples d'un minimum d'équilibre pour réaliser leur développement. L'effort à accomplir reste immense.

La paix à créer sera l'honneur de l'Europe, le gage de son avenir par les alliances contractées et par les amitiés nouées. Il n'est pas d'espérance sans action ; il n'est pas d'action sans espérance.

(1) Voir le Monde diplomatique du 15 juin 1987, p. 4.

(2) Texte de la déclaration de Venise (13 juin 1980) dans : Dominique Chevallier, *Renouvellement du monde arabe, 1952-1982*, Armand Colin, Paris, 1987, pp. 190-191.

(3) Le Monde, 20 octobre 1987.

(4) Cf. Edward W. Said, « L'Iranguerie, une crise aux multiples facettes », *Revue d'études palestiniennes*, n° 25, automne 1987, Editions de Minuit, Paris, pp. 97-138.

(5) Le Monde, 22 octobre 1987.

(6) Le Monde, 25 août 1987.

(7) Cf. Gamal Abdel Nasser, *La Philosophie de la révolution*, Imprimerie nationale, Le Caire, 1954, et nombreuses rééditions.



MARINES AMERICAINS QUITTANT BEYROUTH EN FÉVRIER 1984

ger leurs propres intérêts, ils ont souvent laissés. Aussi, inquiets d'un futur indépendant des États dont ils avaient la charge, ils ont réagi en cherchant dans leur lien. Quelques dates, quelques faits, méritent d'être rappelés. L'opposition des États-Unis à la malencontreuse expédition de Suez, en octobre-novembre 1956, fut ressentie comme une faille dans la solidarité atlantique par les responsables français d'alors ; les négociations en vue de l'élaboration d'une communauté économique européenne en furent hâtées et aboutirent à la signature du traité de Rome, en mars 1957.

Le général de Gaulle mit fin à la guerre d'Algérie en 1962, ce qui entraîna après la position européenne son rapprochement avec le général de Gaulle. Adonauer, et, dans un même élan, obtint la suppression des liens militaires américains en France. Mais le mécontentement par l'offensive de la conquête israélienne en juin 1967, fut aux États-Unis et de l'URSS qu'elles provoquèrent, le renouveau de la vieille politique de la France au Levant sur une base qui faisait clairement passer la paix par l'amitié avec les États arabes. Lors de la guerre

PRODUITS DU TERROIR
VINS FINS D'ALSACE médailles :
Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM

STERN GRAVEUR
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure
Albion 11, Promenade des Panoramas
PARIS 2^e Tél. 42.36.94.48-45.08.86.45

en guerre



à PERSEPOLIS

Les inconséquences des brusques mouvements d'humour à l'État Chah, remettant en cause les positions acquises dans ce pays par ce qu'on appelle en fin de compte une emprise sur lui. Mossadegh espérait que les États-Unis abandonneraient son nationalisme pétrolier ; il ne se rallia à une politique de non-alignement total que comme de force.

Aujourd'hui, les grandes puissances ne conçoivent ni n'admettent la « décolonisation » radicale dont se réclamait la révolution iranienne et qu'elle espérait dans les « félicitations » que décrétait l'ayatollah Khomeiny, président Carter en 1980 pour reconnaître les relations diplomatiques normales : « Les relations entre un grand pays-membre et une nation qui est soumise pour se libérer de la main des brigands internationaux doivent toujours au minimum être égales et justes ». Cette prise de position est de toute l'histoire iranienne et du représentant du monde qui s'est fait dans le peuple, qui s'est fait à affronter les prévisions et les réactions chaque fois qu'apparaissent les signes de l'intégrité et la souveraineté du pays.

(5) Significative à cet égard est la déclaration faite dans une lettre du 27 septembre 1987 par le secrétaire d'État américain George Shultz au président de la République, M. François Mitterrand, à l'occasion de sa visite en France. M. Shultz a déclaré que les États-Unis ne s'opposent pas à ce que la France continue de soutenir la lutte pour la paix au Proche-Orient, mais qu'elle ne peut pas être considérée comme une partie prenante dans la recherche d'une solution globale et durable. Il a souligné que les États-Unis restent engagés à soutenir la recherche d'une solution négociée et à promouvoir la stabilité et le développement dans la région.

(6) « Breaking of the Arab Oil Embargo », in *The Dawn of the Arab Spring*, Ed. of Larch, Tehran, Iran, p. 69.

éâtre
NATIONNALES

Quelque part à Cuba

Cienfuegos

« On dépend toujours de quelqu'un », disent des responsables d'usine de cette petite ville côtière cubaine. Allusion aux lourdeurs bureaucratiques ? Désir d'une « perestroïka » comme celle, en URSS, de M. Gorbatchev ? Pas seulement. Francis Pisani explique pourquoi les citoyens de Cienfuegos sont, certes, désireux d'appliquer les consignes de « rectification » venues de La Havane mais demeurent surtout convaincus que l'amélioration de leur niveau de vie passe par l'intensification des échanges avec d'autres pays. De l'Est comme de l'Ouest.

Par FRANCIS PISANI



U centre de la côte sud de l'île Cuba, la ville de Cienfuegos s'étend sur une baie immense, ouverte à la mer par un goulet étroit mais qui permet l'entrée de bateaux de tonnage respectable.

Les fondateurs furent quarante-six colons français venus de Bordeaux sous la houlette d'un certain Louis de Clouet. Profitant de la décision des autorités de favoriser l'immigration blanche de peur de voir la majorité noire se rebeller comme à Haïti, ils fondèrent la « Villa de San Fernando de Jagua » le 22 avril 1819 et la rebaptisèrent onze ans plus tard « Villa de Cienfuegos », du nom du gouverneur de l'époque.

Malgré sa petite taille, Cienfuegos a la réputation d'être dotée d'une forte personnalité, un peu comme le sont, à leur façon, La Havane ou Santiago, les deux villes les plus importantes du pays. L'influence française ? Ou bien le fait qu'elle a toujours été blanche et raciste ? Jusqu'au triomphe de la révolution, le sud du Prado — l'avenue centrale, la population aime à déambuler le soir venu — était réservé aux Blancs, et le nord, aux Noirs. Mais Cienfuegos est aussi connue pour le soulèvement du 5 septembre 1957, déclenché pour soutenir la guérilla de Fidel Castro. A moins que la réputation de Cienfuegos ne doive être attribuée au fait que les musiciens de l'orchestre Aragón, le groupe qui joue le meilleur son (accroché du cha-cha-cha et de la salsa), sont originaires de l'endroit.

Joaquín Ordoqui, cinéaste qui a choisi de vivre à La Havane, la présente comme « la ville la plus catholique de Cuba, celle qui a le plus grand nombre de gusanos [contre-révolutionnaires] convertis et une de celles qui ont reçu le plus de vent de la révolution ».

Avec ses cent vingt mille habitants, Cienfuegos est aujourd'hui la capitale d'une province surgie il y a onze ans à peine de la nouvelle organisation territoriale. Une province en pleine croissance, qui produit du sucre, de l'électricité, du ciment, des poissons et des crustacés. Ville traditionnelle, Cienfuegos est en train de construire la première centrale nucléaire du pays, dont le chantier titanesque peut être aperçu de l'autre côté de la baie.

Secteur stratégique, l'énergie nucléaire est placée sous la responsabilité de « Fidelito », le propre fils de M. Fidel Castro. Les réacteurs de la centrale, de type BBR 40 refroidissement par eau, sont totalement différents de ceux de Tchernobyl.

Ville traditionaliste, d'architecture raisonnable, Cienfuegos s'agrandit aujourd'hui de nombreux quartiers neufs où fleurissent les grands immeubles, parfois peints de couleurs vives, pour faire face au choc du développement et, avec lui, un nombre considérable de travailleurs venus de tous les coins de la République.

Amparo Buchaca est ingénieur électronicien dans une usine. Une usine pour de vrai, avec des machines, beaucoup de bruit et plein de cambouis partout. Notre accompagnatrice se déplace avec aisance dans ce milieu : elle est secrétaire de la cellule de la Jeunesse communiste. L'entreprise productrice d'éléments hydrauliques José-Martínez travaille pour l'exportation.

« Je dépends toujours de quelqu'un », explique le directeur, Ramon Fraga, quarante-trois ans. Corpulent, il parle avec autorité mais tutoie ses compagnons, qui entrent librement dans son bureau. Il ne maintient pas de distance excessive avec les autres et se dit partisan de l'élection des dirigeants par les ouvriers comme elle est pratiquée dans d'autres pays socialistes. Ça donne plus de possibilités à celui qui dirige. On n'en est pas encore là à Cuba, mais on tient compte de l'opinion des travailleurs. Lui-même a été désigné après que le syndicat et le parti se sont plaints de son prédécesseur.

Juan Himely, secrétaire de la section syndicale, dit que sa fonction est de défendre les travailleurs, prendre en compte leurs réclamations et défendre l'entreprise, qui sont les nôtres. L'ordre d'exposition indique une hiérarchisation qu'on ne trouve pas partout. Il a récemment obtenu le renvoi de l'administrateur du réfectoire, où l'on mangeait trop mal.

En ce moment, l'entreprise a des problèmes d'approvisionnement et, au cours des cinq premiers mois de l'année, elle n'avait produit qu'un quart de ce qui était prévu par le plan. Et le manque d'autonomie n'arrange rien. « Je dépends d'un organisme et je dois passer par lui, explique Fraga : je ne peux pas acheter ce dont je dispose en excédent, je ne peux pas acheter une centrale sucrière, par exemple, ni d'acier dont elle ne sait que faire et qui me font défaut. » Seule solution : se battre au sein du ministère dont il dépend contre les bureaucrates. Une lutte sans fin, où il est difficile d'avoir le dernier mot. Et Fraga voit d'un bon œil la « rectification », parce qu'on envisage de donner plus d'autonomie aux entreprises.

Ces problèmes d'organisation sont, d'après le directeur, « la seule raison » qui explique le retard dans la production. Mais, n'en déplaise à « companero Fraga », le plus extraordinaire pour qui visite ce centre de travail, c'est le climat d'indolence, plus que d'une plage caraïbe que d'une usine. Dix fois le regard du visiteur est attiré par des ouvriers en train de se promener ou de bavarder. En guise d'explication : « Sa machine marche bien, il n'a pas besoin de rester collé à elle. » C'est leur quart d'heure de repos. Le plus préoccupant est le manque de matière première qui désorganise le bon fonctionnement de l'entreprise. En fait, l'absence de patron se traduit par une amélioration réelle des conditions de travail, qui entraîne un abaissement de la productivité. Pourquoi ne pas l'accepter ?

Au cours de l'après-midi, j'ai pu assister à une assemblée syndicale dans le « cercle social » de l'entreprise : toit de tôle ondulée et sol de béton avec libre circulation de l'air tropical. Entre les portraits géants du « Che » et de Camilo Cienfuegos, les deux héros morts de la révolution, une phrase écrite en grosses lettres de bois proclame : « Lutter contre toutes les sortes d'erreurs et de déformations sera notre objectif fondamental. »

« Nous connaissons les problèmes », disent les ouvriers. Mais ils voudraient bien savoir comment on se prépare à les résoudre.

Soixante-quinze ouvriers sur trois cents sont venus, en tenue de ville pour ceux qui terminent, alors que les autres ont déjà revêtu leur combinaison griseuse. Durant la partie réservée à la « liturgie communiste » — lecture de généralités du programme d'activité, conclusions de l'envoyé du syndicat régional, — certains bavardent et rient, deux lisent des bandes dessinées, un autre fait des mots croisés et le directeur prend des notes qui n'ont probablement rien à voir avec la réunion.

La par un jeune homme imberbe du haut d'un pupitre situé à côté de l'estrade sur laquelle sont assis les cinq responsables, le rapport du syndicat commence en ces termes : « La section a navigué dans une mer d'erreurs. Elle n'a pas été à la hauteur des travailleurs, qui, non sans raison, nous regardent avec un certain dédain. » A voix basse, Amparo m'explique que la technique est connue sous le nom de « hara-kiri ». Elle consiste, quand on sait que l'on va être critiqué, à couper l'herbe sous le pied de l'attaquant en s'accusant, d'entrée de jeu, de pires défauts.

Il s'agit, en l'occurrence, de prévenir les attaques de ceux qui accusent les syndicats de freiner la rectification. « Sous prétexte de défendre les ouvriers, ils ont expliqué un ex-syndicaliste, ils en arrivent à s'opposer à la modernisation, à l'effort que font les dirigeants pour améliorer la productivité, l'efficacité des entreprises, qui implique que les travailleurs travaillent plus. »

Il n'y aura pas d'attaques virulentes au cours de cette assemblée. Les préoccupations des ouvriers se traduisent par l'insistance avec laquelle ils abordent les problèmes concrets, immédiats. On parle de tout, depuis la salété des toilettes jusqu'aux mésaventures de Manuel Garceran, ouvrier modeste qui, à son retour d'un voyage en Union soviétique, — gagné comme récompense de son travail, — a découvert qu'il n'avait été payé. Étrange interprétation de l'appel lancé par M. Fidel Castro en faveur des stimulants moraux. Mais on a également abordé la non-réalisation des objectifs fixés par le plan, le manque de matière première, l'absentéisme élevé des jeunes et les facilités à accorder aux travailleurs qui étudient. La participation — présents est réelle. L'ouvrier cubain aborde librement des problèmes interdits dans les entreprises capitalistes, et personne n'a peur de parler.

Les travailleurs, cependant, ont perdu le goût de ce genre de réunion. Ainsi deux jours plus tôt s'étaient-ils réunis en assemblée de production — organisée par la direction — pour discuter pratiquement des mêmes thèmes. Un ouvrier résuma fort bien la situation au cours de la seconde assemblée lorsqu'il déclara : « Nous connaissons les problèmes. Nous voudrions maintenant savoir comment on va les résoudre. » Une petite phrase qui contient une bonne part des drames du Cuba d'aujourd'hui.



COMMENCÉ en avril de l'année dernière pour éliminer les erreurs les plus inacceptables, les « stupides », a même déclaré un jour M. Fidel Castro, le « processus de rectification » est une entreprise originale dans la mesure où, à la différence de ce qui se passe en ce moment en Union soviétique, ce sont les responsables des erreurs eux-mêmes — les dirigeants actuels — qui aiment le mouvement.

Décidés à trouver un chemin qui leur soit propre, ils parlent peu de ce qui se passe en URSS. Mais, dans la rue, le journal les Nouvelles de Moscou, pour la première fois, se vend comme des petits pains.

Comme les autres dirigeants socialistes, M. Fidel Castro cherche à améliorer l'efficacité économique, mais, pour construire le

socialisme, il insiste sur le fait que « le fondamental, c'est la conscience ». Un retour partiel aux idées de « Che » Guevara et une reconnaissance que le pays n'a pas la capacité de distribuer tous les téléviseurs en couleur ou les voitures qui seraient nécessaires pour motiver les travailleurs avec des stimulants matériels.

Les Cubains ont déjà fait l'expérience d'une timide libéralisation économique au début des années 60, dont il a résulté — outre l'amélioration de la vie quotidienne de bien des citoyens — des phénomènes que la morale socialiste réprovoque. « Dans notre effort pour améliorer l'efficacité économique, nous avons créé le bouillonnement de culture d'une grande quantité de vices et de déformations, et ce qui est pis, de corruptions », a dit M. Fidel Castro. Ces problèmes ont surgi surtout au niveau des dirigeants intermédiaires, et le processus de rectification a pour objectif d'y mettre un terme.

Mais pas n'importe comment. « Nous ne voulons pas faire une révolution culturelle ici, nous ne voulons pas résoudre les problèmes au moyen de méthodes extrémistes et lancer les masses contre les responsables de ces faits irritants... Nous devons mener une lutte systématique, sérieuse, tenace, en exerçant des pressions du haut vers le bas et du bas vers le haut avec une grande force », a déclaré M. Fidel Castro lors de l'anniversaire de la victoire de la baie des Cochons, le 25 avril 1966.

Pour mesurer ce qui est en jeu dans la rectification, j'ai rendu visite à une petite entreprise, de celles qui ne sont pas indispensables pour la révolution mais qui, sans elle, auraient fermé ses portes depuis longtemps. Tel est le cas de la fabrique de valises Hermanas-Oiral, située dans l'ex-rue Santa-Cruz, en plein centre de Cienfuegos, sorte de réminiscence d'un atelier du siècle dernier.

Une forte odeur de colle enveloppe une cinquantaine de machines d'âge plutôt mûr, leurs machines à vapeur antédiluvienne. Accrochées au plafond, des ventilateurs rennient l'air moite. Les murs sombres sont couverts d'affiches politiques, de mots d'ordre révolutionnaires et de plans de production non remplis. Sur ce fond obscur, le jaune ou le bleu brillants du vinyle de mauvaise qualité accrochent l'œil.

Tout le personnel administratif, la comptabilité, le font, avec le crayon de nos grands-mères, sur ce papier jaunâtre tiré de la pelpe de came si caractéristique de Cuba et de ses efforts pour importer moins. Il y a aussi une petite machine à calculer qu'on transporte au gré des besoins d'un bureau à l'autre avec son transformateur plus gros qu'elle.

Luis Gada, l'administrateur, connaît tous les chiffres par cœur et me répond, les mains à plat devant lui sur le rebord de la table, comme un élève appliqué se présentant à un examen. Il emploie cinquante-neuf personnes, en grande majorité des femmes. En 1987, il doit produire 56 964 valises destinées à la vente sur le marché national. Le vinyle vient d'Union soviétique et les autres composants d'Espagne, du Japon ou de Grande-Bretagne. Seule la doublure est cubaine.

Le companero Gada m'explique avec une infinie patience les principes de ce qu'on pourrait appeler l'« économie yo-yo », qui consiste à « élever » chiffres, suggestions ou demandes et à attendre que « descendent » des réponses, orientations et ordres dans un

Reynaldo, le vieux cordonnier, a connu le temps de la misère. Il ne regrette pas l'ancien système, sans se priver de critiquer le nouveau.

va-et-vient sans fin. Situer à quel niveau les décisions sont prises est extraordinairement difficile, alors même que la réponse juste consiste presque toujours à dire au-dessus sans dire où.

Dans cette usine, la rectification arrive d'en haut et elle est appliquée sans initiative, presque en traînant les pieds. Ainsi en vint-il de la traditionnelle merienda, ou collation, que tous les Cubains prennent deux fois par jour. Certains sortaient pour la prendre et y passaient — en raison des files d'attente — une heure ou plus. Ils disposent tous maintenant de quinze minutes et ne peuvent plus s'éloigner de leur poste de travail, ce qui fait grincer des dents.

Un autre thème central de la rectification est la lutte contre les abus dans la fixation des normes et des primes. Exemple : on établit une « norme » pour un peintre sur la base d'un travail réalisé au pistolet et on le maintient quand il travaille au pistolet, ce qui lui permet de s'overcumplir (dépasser) et de gagner sous la forme de « primes » des quantités d'argent égales voire supérieures à son salaire de base.

Depuis que M. Fidel Castro a abordé ce problème, beaucoup ont suspendu toutes les normes du jour au lendemain jusqu'à ce que le dirigeant lui-même soit obligé de préciser qu'elles ne sont pas mauvaises en soi mais doivent être appliquées raisonnablement. Résultat : tout le système d'incitations est paralysé. Et dans la fabrique de valises, « on rectifie », dit Luis Gada. Nous ne savons pas comment ça va fonctionner. On est en train de changer. Nous ne savons rien.

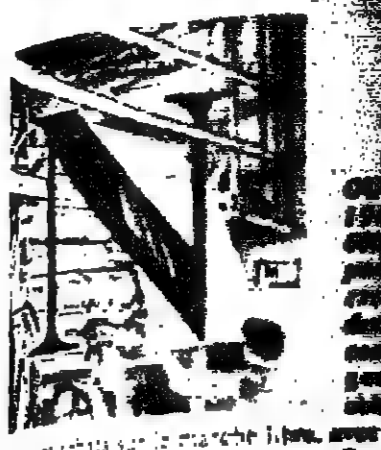
Pour le moment, les choses suivent leur cours. « No hay » — expression clé de la pénurie qui veut dire « il n'y a pas » — de mètres pour mesurer la toile que l'on doit couper, « no hay » de crayons de couleur pour la marquer. Pis encore, le vinyle reçu n'est pas de l'épaisseur voulue. Ce qui n'empêche pas que les valises se vendent toujours au même prix... décidé au niveau central.

Les ouvriers sont furieux et protestent au cours de leurs assemblées. « On ne peut pas travailler dans de telles conditions », dit Reynaldo Hélix, vieux cordonnier de soixante-huit ans. Mais Reynaldo se rappelle l'ancien système, dans lequel on ne lui donnait du travail que trois fois par an. « Quand mes enfants étaient malades, je ne pouvais pas les soigner », dit-il. Aujourd'hui ils sont techniciens, professeurs ou ingénieurs, sauf une de ses filles, qui est couturière. Reynaldo dit qu'il n'a plus l'habitude d'acheter les valises à l'étranger. On ne maintient l'usine que pour nous donner du travail. Dans de telles conditions, on imagine que ses critiques soient, le plus souvent, contenues.

La jeune Magali Cobo, âgée de vingt-quatre ans, voit les choses différemment. A peine sortie de l'univers relativement parfait d'un laboratoire, elle se heurte à tout. Responsable du contrôle de qualité, elle sait que la matière première n'est pas la bonne. Elle est autorisée à arrêter la production, mais... les ouvrières sont de bonnes camarades, Magali, qui militante de la Jeunesse communiste. Elles se préoccupent de la qualité, elles veulent bien faire. Seul problème est qu'elles bavardent trop. Ah ! que

à l'heure

Le problème de réajustement. En réajustant les prix, Cuba a dû augmenter ses prix socialistes. Il y a eu une certaine augmentation de nouveaux contrats avec la Tchétchénie et la Bulgarie qui ont fait augmenter les importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.



La réduction des intrants disponibles a entraîné la priorité, à exercer plus de pression sur les fournisseurs pour qu'ils fournissent les intrants de base, d'où l'augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

La crise empêche que la rectification soit menée à son terme. Elle a entraîné une augmentation des importations de matériel, d'acier, de minerais qui ont fait augmenter les prix de revient.

الاصلاحات

NOUVEAUX ÉLANS DE

« Yeelen » ou la magie des contes

Il y a certes, d'abord, massif, le naufrage. La famine, la dette, les coups d'Etat, les dictatures, l'apartheid, le SIDA, les invasions de criquets, la mort permanente des enfants et tant d'autres calamités sur un continent tragique.

Et puis, comme de sous les décombres, des voix surgissent d'une puissance singulière qui disent, avec une troublante émotion, la détresse des gens et la nostalgie des racines anciennes. Parmi ces voix : celle du cinéaste malien Souleymane Cissé et de son film Yeelen ; celles des pièces de théâtre qu'évoque ci-dessous Michel Lobé Ewané, et dont le dramaturge congolais Tchicaya U Tam'Si rappelle (ci-contre) « les origines sacrées » ; ou encore celle de l'écrivain nigérian Abdoulaye Mamani dans sa nouvelle Une nuit au Ténére (page 24).

Les œuvres de ces auteurs contrastent, par leur richesse expressive et leur vitalité créatrice, avec le paysage désolant de tant de sociétés africaines bloquées.

Par IGNACIO RAMONET

Il était une fois, il y a des siècles et des siècles, dans une Afrique authentique et inviolée, le lieu d'un terrible magicien qui avait plus de pouvoirs surnaturels que son redoutable père. L'un de jalouse, celui-ci tue ce rival. Mais, protégé par sa mère, le jeune homme parvient à s'enfuir. Il traverse - en un long et périlleux voyage - le vaste pays bambara, toujours poursuivi par son père armé d'un pilon magique. Lorsque le jeune atteint les confins du monde et l'océan, un très vieil oncle, sage et aveugle, lui fait l'emblème de la connaissance absolue, l'« aile du Koré », qui lui permet d'affronter enfin - en un duel d'initiation - la fureur de son père.

Ce conte ne fait point partie des fonds de légendes anciennes du Mali. Il a été écrit par le cinéaste malien Sou-

leymane Cissé (1) pour servir de scénario à son nouveau film Yeelen (la lumière) (2), où il aborde, pour la première fois, une question essentielle : les fondements de la religion animiste.

« L'expansion de l'islam et du christianisme, déclare Souleymane Cissé, il y avait au Mali, chez les Bambaras, une religion et une mythologie profondément liées à l'esprit des gens. C'était le kono, un ensemble de rites pratiqués par des initiés et permettant d'accéder à la connaissance suprême. Le savoir du kono est aussi rationnel - ou irrationnel - que la mythologie païenne grecque ou que la cosmogonie des Mayas. Il repose sur l'identification de la connaissance à des signes prenant une référence à l'espace. Il permettait d'expliquer l'univers de la vie et de la mort.

« J'ai fait un film sur les religions magiques du nord, l'Afrique a enterré sa propre théorie de la connaissance ; elle s'est refermée dessus, transformant son savoir en secret. Ceux qui, chuchotamment, transmettent d'interpréter le savoir à travers les pratiques, les rites cosmogoniques furent traités de « sorciers » ou « sorcelles ». Ce que certains appellent « magie africaine » n'est qu'un mode d'expression culturelle. Personnellement, je ne crois pas à la magie.

« Aujourd'hui, au Mali comme ailleurs, les gens ne se reconnaissent plus dans une modernité confuse, les jeunes se retrouvent à cheval sur un enchevêtrement de cultures diverses et se demandent ce qui, dans cet enchevêtrement, leur appartient en propre. Nous sommes à la recherche de vérités nouvelles (3). Notre identité et notre véritable indépendance ne peuvent exister sans une conception profonde, claire, historique, de notre propre culture. Et la réponse ne peut venir d'une ethnologie essentiellement pratiquée par des étrangers, mais par l'apport créatif des artistes africains.

Le film, la Lumière, est donc à prendre dans son sens voltairien. En dédramatisant l'univers de la magie, des « sorciers » ou « sorcelles », Souleymane Cissé nous invite à regarder les phénomènes paranormaux d'un oeil calmement rationnel et scientifique. « Il y a des fétiches qui tuent, dit-il, c'est parce qu'ils sont confondus avec des poisons. Et l'homme est une véritable méthode de suggestion pratiquée partout. Après avoir mesuré la mesure, l'identité européenne passe aussi par la connaissance des poèmes d'Homère, où il est largement question de magie (Circé transforme les voyageurs d'Ulysse en porcs), de divination, d'interventions surnaturelles, etc. »



SCÈNE DU FILM DE SOULEYMANE CISSÉ Dans le cercle enchanté des fétiches.

Il reste que les ambitieux projets culturels de Souleymane Cissé - retour aux sources de l'authenticité africaine, considération dépersonnifiée de la « pensée magique » - auraient pu le conduire à un film pesant, laborieux et lourdement didactique. Il n'en est rien. Yeelen est un film d'une splendide beauté, d'une musicalité possible. Et sans doute l'œuvre la plus réussie de la jeune cinématographie africaine.

Souleymane Cissé est racontant, avec des images d'une grave pureté, une histoire mythique et un drame épique, par la sensibilité des spectateurs, sur leur capacité à s'émouvoir encore et toujours sur l'éternelle magie des contes et des légendes populaires.

superbes paysages ou sur les visages des héros. Cela confère à Yeelen à la fois un suprême raffinement et une force expressive quasi primitive. Ce sont des qualités en perdition dans le cinéma d'aujourd'hui. D'où l'extrême singularité et la grande fraîcheur de ce film de poète, de ce récit initiatique.

Souleymane Cissé est racontant, avec des images d'une grave pureté, une histoire mythique et un drame épique, par la sensibilité des spectateurs, sur leur capacité à s'émouvoir encore et toujours sur l'éternelle magie des contes et des légendes populaires.

(1) Cf. Souleymane Cissé, « Cinéma malien : redéfinir la trame du quotidien », Le Monde diplomatique, septembre 1978.

(2) Ce film a reçu le prix du jury du Festival de Cannes en mai dernier. Il est diffusé en France depuis le 2 décembre 1987.

(3) Cf. ce propos, le texte de l'écrivain nigérian Tchicaya U Tam'Si, « Dicothéon l'esprit », Le Monde diplomatique, août 1987.

Des scènes enfiévrées par le langage

Par MICHEL LOBÉ EWANÉ

QU'EST-CE qui peut bien rapprocher l'acteur noir sud-africain John Kani, qui interprète depuis quelques années Othello, de Shakespeare, au Mricel Theater de Johannesburg, et l'auteur metteur en scène congolais Sony Labou Tansi, qui a présenté à Limoges (1) sa dernière pièce, Moi, veuve de l'Empire, sa avant-première d'une tournée européenne ? Le premier veut se servir de la pièce de Shakespeare comme d'une arme contre l'apartheid ; pour la première

fois, en Afrique du Sud, le rôle d'Othello est interprété par un Noir dans une représentation professionnelle. Une occasion, selon l'auteur, de révéler un Shakespeare dénonçant l'injustice contemporaine (2).

Le second, Sony Labou Tansi, a également réinventé Shakespeare pour réinventer à travers des personnages empruntés au théâtre classique (Cléopâtre, Jules César, Brutus, etc.) une œuvre qui se situe « à la porte de la prochaine chute de l'Empire ». Cette réécriture est une réappropriation, loin d'être gratuite, d'un patrimoine subversif. « Il s'agit de réinventer Shakespeare ? », interroge l'auteur dans sa « Mère en

metteur en scène ». « Et si nous étions en train de réécrire tragiquement l'histoire ? »

« Notre époque ressemble beaucoup à l'époque romaine, nous déclare Labou Tansi. Il y a un centre et une périphérie. Je crois que les Romains affamaient le reste de l'humanité pendant qu'ils créaient ce que j'appelle le roman - le symbole de tous les pillages de notre époque. Aujourd'hui la situation est la même. L'Occident affame le reste du monde. »

La pièce raconte l'histoire d'une déraison amoureuse. Le dictateur Julius César Kaesaire est assassiné par Oko-Brutus, son neveu, qui convoite le trône et l'impératrice Cléopâtre. Mais Oko-Brutus doit affronter Oko-Navé, le cousin du défunt, lui aussi aspirant au pouvoir. Cléopâtre se joue de ces deux ambitieux. Le premier est éliminé par le second et celui-ci piégé et empoisonné par l'impératrice, qui peut alors conclure : « La guerre est faite et le monde commence. Nous allons ouvrir l'histoire à tous les hommes. » Cléopâtre, c'est cette part du monde qui reste affamée dans le silence de l'humanité. « C'est à cause de ce silence, affirme l'auteur, que j'ai créé une Cléopâtre noire, qui ne vient pas du centre du monde, mais de la périphérie, bafouée, bâclée, qui est en dehors de l'histoire. Et c'est pour cette raison qu'elle est une des barbares qui attaquent Rome. Aujourd'hui, les barbares sont dans Rome. »

« AVEC le Fou, la pièce de Buri-mbé Jean-Pierre Ginguand, on se retrouve en plein dans la périphérie chère à Sony Labou Tansi. C'est une pièce simple, mise en scène sobrement et exprimant un réalisme fort, bien rendu par la sympathique troupe du Théâtre de la Fraternité. Un couple de mariés (le mari est gardien d'immuable) souhaite inscrire leur fils à l'école pour en faire « quelqu'un ». Les places sont rares, se monnayant en billets, en moutons, poulets, femmes, etc. Les parents ou amis qui interviennent se montrent indifférents, cupides, impatients. Le mari perd son calme, ses nerfs, dans une scène de tension vers la violence. Cette pièce nous introduit dans la réalité quotidienne de l'Afrique d'aujourd'hui : elle est simple, aux ambitions légitimes, mais écrasée par une



« MOI, VEUVE DE L'EMPIRE », DE SONY LABOU TANSI Comme au temps des Romains, un centre et une périphérie

société injuste, dont les valeurs morales ont été balayées par la rigueur des temps.

« La Tortue qui chante, du Togolais Sényou Agbota Sinzou, nous fait pénétrer dans l'univers symbolique du conte africain. Un vieil homme premier conseiller, puis assassiné par deux personnages ambitieux, Agbo Spanzo le chasseur et son beau-père Podogan. Pour les ridiculiser, le village invente un stratagème : une tortue qui chante, et qui apparaît aux deux protagonistes comme le moyen de réaliser leur ambition. La tortue est porteuse de la morale de l'histoire : l'ambition excessive ne va pas avec le malheur.

« Il y a toute une richesse dans la symbolique des contes, dans le langage poétique, imagé, explicite en dramaturge togolais, mais une richesse qu'on est loin d'avoir exploitée. C'est celle-ci que j'ai essayé de mettre en évidence dans ma pièce. La pièce n'en a pas moins actuelle. Elle fustige elle aussi la cupidité, la vanité, l'ambition, la corruption. Mais l'auteur avance masqué. Ce qui lui permet justement de emprunter à la symbolique du conte. Je suis comme un fabricant de masque. Je façonne l'argile pour faire un masque. Un masque qui peut faire rire, qui peut faire pleurer, qui peut faire réfléchir. Je joue avec le masque. Le théâtre africain affiche ses ambitions thématiques et stylistiques, ses recherches,

ses faiblesses aussi, celles de ses acteurs et de ses mises en scène. Mais toujours un besoin de dire, de faire du théâtre une « œuvre miraculeuse », cette recherche d'esthétique, cet attachement à la culture africaine (l'importance de la chorégraphie), à la dimension socio-politique, cette fièvre du langage. Mais aussi un théâtre de divertissement, qui se ressource dans l'humour africain.

(1) Du 3 au 16 mai dernier, à Limoges le Festival international des Francophones. Un rendez-vous de « création contemporaine et d'échange artistique » autour de théâtre, auquel ont participé plusieurs troupes africaines à côté de troupes venues de Belgique, du Québec, de Suisse et de France.

(2) International Herald Tribune, 9 mai 1987.

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTES

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes
de réimpression ou autre, veuillez nous adresser
de préférence votre demande par téléphone vert : (16) 1 65 56 11 11.

EDITIONS PRÉSENCE AFRICAINE

NOUVEAUTÉS

NIIWAM suivi de TAAW de SEMBENE OUSMANE
Deux nouvelles dont les personnages luttent pour leur survie. Poche, 29 F.

LE RÉCIT DE LA MORT de J.-B. TATI LOUTARD
La mort est le personnage central de ce livre. Elle revêt plusieurs apparences. L'auteur raconte l'une et l'autre, à travers le personnage de Toua-zock et la magie du verbe. Dans ses bords, il franchit à la hâte l'histoire récente de son pays et du Burkina-Faso. Roman, 70 F.

DOUZE POUR UNE COUPE de CHEICK OUMAR KANTE
Ce récit est un reportage truculent sur la fête du ballon rond qui, sous certaines latitudes, fait et défait des révolutions... Roman, 65 F.

SOUFAN de MESSAOUD JIR
Trente ans d'indépendance : mutations, obstacles, développement socio-économique. Essai, 118 F.

EDITION-LIBRAIRIE, 25-bis rue de Valenciennes - 75005 PARIS
Tél. 43-54-15-88 - 43-54-13-74

LA CRÉATION AFRICAINE

POLITIQUE AFRICAINE

Année 1987

N° 29 Mozambique : guerre
N° 30 Elites noires et...
N° 31 Le Congo, mar...
N° 32 Nigeria : le f...
France, Europe, Amérique, Afrique

Vous pouvez, bien sûr, acheter Politique Africaine dans les librairies et les kiosques. Mais pour commander à retourner à : Editions Politiques Africaines, 25-bis rue de Valenciennes - 75005 Paris - Tél. 43-54-15-88 - 43-54-13-74

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE

Une nuit au Ténééré

Par ABDOULAYE MAMANI

Alors que les médias s'apprêtent, comme chaque année, à suivre frénétiquement le rallye automobile Paris-Alger-Dakar, un éditeur a demandé à treize écrivains - africains pour la plupart - de décrire, en autant de courts récits, les sentiments de ceux qui, sur le bord des routes poussiéreuses, regardent passer la caravane futuriste et vrombissante. Ces témoignages ne sont bien souvent, sur les petits écrans du Nord, que de fugaces silhouettes pittoresques et exotiques. Ces nouvelles, en contrechamp, nous permettent enfin de suivre cette fameuse course avec le regard des autres.

Né en 1932, au Niger, Abdoulaye Mamani est, en particulier, l'auteur d'un célèbre roman, *Sarraounia* (L'Harmattan, Paris, 1980). L'adaptation cinématographique de cette puissante fresque anticoloniale valut au réalisateur Med Hondo le Grand Prix du festival d'Ouagadougou en février 1987.

Sa nouvelle *Une nuit au Ténééré* fait partie du recueil réuni par Bernard Magnier, intitulé *Paris-Dakar. Autres nouvelles*, qui paraît le 3 décembre 1987, aux éditions Souffles (6, rue du Petit-Pont, 75005 Paris).

«Y EN a marre ! chef, nous dormi un peu. — OK, Si Moussa. Dormons un peu. La journée a duré ! — Eh oui, foudi Sahara ! Toujours merdé, toujours merdé. Toujours...»

Trois crevaissons depuis que nous avons quitté l'arbre du Ténééré, qui porte aujourd'hui le nom de Thierry Sabine. Le vieux *litham* ag Attawa, mon chauffeur-guide, n'en peut plus. Il est en rage. À *litham* insupportable *litham* teint d'indigo dégoûline une sueur bleue. Il a soif. Il est littéralement épuisé, moi aussi d'ailleurs. Démontez, collez, gonflez, remontez les lourds pneus de Land Rover dans un terrain sablonneux et mou comme du coton. Se courber trois fois, deux fois, six fois, s'accroupir, se coucher sur le dos, sur le flanc, le plat ventre, se tortiller dans le sable mouvant comme de vils reptiles... sommes au bout.

Dans le soleil plonge dans le moutonnement des dunes rouges. Une lune énorme et sans tache tremble un d'une limpidité prodigieuse. Et le silence... un silence absolu. *litham* s'active d'une vieille gamelle remplie de charbons. Il entretient laborieusement un feu étique sur lequel mijote le thé à la menthe. La vie de l'homme targui ne se conçoit pas sans ce breuvage brûlant à couper le souffle. En tout lieu en tout instant, on le voit accroupi ou étendu sur le flanc sirotant « son nectar favori ». D'habitude taciturne et méfiant, deux minuscules verres de thé l'animent incontinent et le poussent à confidences.

— Yagra Yallah ! Ouiche ! Plus rien comme avant... Monde fini !

Lentement, Si Moussa défait son *litham*, qui coule à ses pieds un serpent désarticulé. Il libère sa bouche emprisonnée depuis l'aube. L'homme targui ne fait confiance à sa bouche. Il dit que de la bouche sort le fiel ou le miel, que de la bouche jaillit la meilleure et la pire des choses. Elle peut trahir, insulter et provoquer des guerres comme elle peut flatter, dire des mots sublimes. Dans une bouche close n'entrent pas le vent, le sable, les mouches, les djins et les mauvais esprits ; ouverte, elle peut dire des mensonges et des paroles blessantes. Comme la bouche peut attendre le *litham* de la femme, elle peut faire passer par le cou qui la porte.

Dans un borborygme profond, Si Moussa racle sa gorge et crache bruyamment loin dans le sable. Il est en mal de confiance. Il sait que je l'écoute. D'ailleurs, qu'importe ! même si je ne l'écoute pas, il parlera. Il parlera pour le vent, pour le silence, pour le sable. Il parlera pour soulager son cœur et pour briser la solitude. Mais il sait que je l'écoute.

Si Moussa remonte le temps. Il dit son passé, sa tribu, sa vie et les temps nouveaux, qu'il ne comprend pas.

SI MOUSSA AG ATTAWAL KEL AIR est noble lignée. Il est de la lignée des Aoulliminden, fiers et belliqueux, maîtres incontestés du pays de la soif. Au soir de sa vie, sa mère, une cousine de Firhoun « le terrible », lui a raconté l'histoire de son sang. Son père, Attawal Hammanad, était aux *litham* guerrier à la bataille mémorable de Filingué, où les armes modernes des Français eurent raison du courage, du sabre et de la lance. Avec Firhoun ag Al Inzar ag Anna-har ag Kawa ag Aghesher ag Karidenna, l'honneur et la fierté de ces Touaregs d'hier et d'aujourd'hui, son père fut de ces guerriers intrépides qui immortalisèrent la tribu et forcèrent l'admiration dans tout le pays du Sahel. Ils furent terribles, Touaregs d'avant la colonisation ! Tous ceux qui croisèrent ces redoutables guerriers reconnurent leur mépris solennel de la mort. Même les officiers blancs qui les vainquirent n'ont pas caché leur admiration devant tant d'intrépidité, tant de fougue et de courage.

Le colonel Couraud, le conquérant de l'Afrique, écrivait dans son carnet *route Zinder-Tchad* :

« Deux Touaregs démontés, au moment où la charge s'est dispersée, prennent leur course, seuls, le sabre à la main, dépassant le bouclier. Ils courent lentement dans le sable, en montant. Le feu se fait sur eux. Ils courent toujours, invulnérables. L'un tombe à cinquante pas, l'autre continue seul. Je ne sais pas ce qu'il a essuyé comme coups de fusil, j'ai vu ses yeux s'embraser sous le *litham*. Enfin, à vingt pas de baltonnettes, un coup de feu l'a abattu. Charger tout seul à pied, avec un sabre, un carré hérissé de baltonnettes et éclatant de coups de fusil - *Walla* un brave ; nous en étions émus d'admiration. »

Où ! Il est de la race des seigneurs de la guerre, les Aoulliminden. « Ceux qui n'ont peur ni de Dieu ni du diable. Ceux qui

font ce qu'ils veulent. Ceux qui sont au-dessus de tous les... »

Il se souvient. Il connaît aussi les moments d'intenses émotions aux heures troubles d'avant la consolidation de la « paix française ». Il se souvient des méharis tumultueuses où son intrépide tribu écumait l'immense Sahara, du Hoggar au lointain Tibesti. Jachés sur leurs rapides et infatigables méharis, ils traquaient les longues files d'azalais (1) lesés de sel gemme de Taoudénit et de Bilma. Ils se grisaient en des rendez-vous audacieux jusqu'aux rives des Djoliba (2), où paissent par milliers les troupeaux sans laine des foulahs taciturnes. Ils contrôlaient en absolus les points d'eau, les riches palmeraies et les pâturages des oasis paradisiaques.

AUJOURD'HUI, il se réduit à conduire les pas pacifiques des touristes harnachés de caméras et d'appareils photos. Au crépuscule de sa vie, il sillonne, inoffensif, ce même Sahara que lui et sa nombreuse tribu ont longtemps troublé des pas meurtriers de leurs méharis, de leurs cris de haine et du bruit infernal de leurs sabres.

Il se souvient du jour où, surpris au milieu d'une razzia particulièrement fructueuse, lui et ses compagnons tombèrent entre les mains des tirailleurs sudanais, ces fils d'esclaves qu'ils terrorisèrent durant six lustres. Blessés, honteux, ils furent traités au fort d'Agades, où ils furent humiliés et vaincus. Clôturés de jour comme de nuit entre quatre murs chargés de fer tels des bourricots

enragés, ces fils du plein air périrent à petit feu, sous le regard impitoyable de leur géoliers. Privés de thé, de menthe et de miel de chamelle, nourris aux grains et à l'eau plate, ils moururent diarrhés et dysentériques simplement d'indigestion, les autres, plus courageux, succédèrent par inanition, tandis que les rescapés quittaient le lieu d'opprobre de honte. Les tribus se disloquèrent, plusieurs de leurs femmes, ces douces et belles Targuines aux yeux de bruisse, lassées d'attendre, se prostituèrent et donnèrent des superbes *litham* aux conquérants. Et, suprême déchéance, Si Moussa se reconvertisse au *goum* (3) et devint un auxiliaire impitoyable des Blancs pour quer les *litham* encore insoumis. Ainsi, d'ailleurs, il se conformait à la sagesse targuie, qui conseille de « baisser la main qu'on ne peut couper ».

Allah Akbar ! Surgi du fond des temps, un râle lugubre, un lamento triste à en mourir, l'*ougniden* (4), ce vieux chant de guerre targui aussi *litham* *litham*, recueilli au début du siècle dans le Hoggar profond par le jésuite Charles de Foucauld - ami des hommes bleus - et assassiné par ceux-là mêmes qu'il avait tant aimés.

« Je suis resté quelque temps aux tentes, en arrière des guerriers de l'expédition, puis je suis parti ;

le froid de l'hiver et moi,

allions à la rencontre l'un de l'autre.

Je marchais rapidement dans le désert,

j'avais mis dans mon cœur une provision de persévérance telle qu'elle ne put ni s'épuiser ni se refroidir.

Je descendis dans la vallée de Tarat, serré dans mes vêtements et prêt pour le combat,

j'avais hâte, je désirais le moment où on serait lâché les uns contre les autres.

Alors, qui autrefois souhaitait la rencontre, court maintenant, il se réfugie sur la montagne comme un mouflon.

Moi, je me tiens arrêté au pied de la montagne, écoutant les nouvelles des pourparlers qui se font,

mon cœur bouillonne, je ne puis le refroidir.

J'ai laissé les troupeaux de l'ennemi aux amateurs de pillage.

Ils ont entourés, empêchés, s'échappés et les ont capturés ;

moi, je n'ai pas arrêté mon méhari auprès des chamelles et des chameaux,

je serais entré au milieu des ennemis sans que rien n'ait pu m'arriver

si seulement ma main n'avait été hors de service au début de l'action... »

Et puis le silence...

Près du foyer dérisoire qui doucement finit de s'éteindre, Si Moussa s'est recroquevillé à même le sable nu, la tête enfouie dans sa *gandoura* de grosse cotonnade à rayures multicolores. Est-ce déjà le sommeil épais du voyageur épuisé par une rude journée de soif et de fatigue ou le long sanglot étouffé du désespoir ? Il dort ou il pleure. Si Moussa m'a laissé dans l'incommensurable solitude du Ténééré.

Je m'étends sur le dos. Dans le ciel violet, une lune énorme jette sa clarté crue sur une mer de sable sans limite. Tout est calme et immobile. J'écoute le silence, ce silence prodigieux, ce silence émuvant. Ma main erre sur le sable, plonge dans l'entière dans sa minérale fraîcheur. Comme la mer, il est vierge et il ne souille pas. Il est désespérément pur. Pas un atome de poussière. Un sable tamisé par des doigts divins. Rien de plus propre que ces granules de sable soufflés sans cesse par le vent. Les collines elles-mêmes, inlassablement érodées, disparaissent totalement et renaissent entièrement purifiées. Je fouille le firmament jusqu'à l'ivresse. Les fourmilles d'étoiles ; Orion s'écarte au zénith, la voie lactée scintille de ses myriades de perles et des pâles clartés glissent sur les dunes fantomatiques. Étoiles nouvelles, étoiles à dimension humaine, les satellites artificiels poursuivent leur ronde éternelle de la Terre.

Maintenant la nuit est totale. Le vide absolu. Le silence sublime. Insensiblement, le silence amène à méditer sur soi-même. L'homme ici s'abolit, en ce qu'il est social et d'artificiel devant la préemptoire et son apparente démesure. L'âme est mise à nu. C'est de ces lieux comme celui-ci que l'âme atteint la pénitence. Moi, l'allégresse, l'esprit je mêle la joie physique, la joie liquide



de l'air sensuel qui m'enveloppe et qui m'émeut. Dans cette solitude introuvable, aliment d'une orgueilleuse liberté, mon âme pleinement s'épanouit.

Oui, le *litham* restitue à l'homme son contenu d'humanité. Le nudité, le dépeuillement, la simplicité forcent l'homme à rejeter en lui le vieil homme, le mettent face à face avec lui-même, lui seul. Les masques tombent et il ne reste plus que l'essentiel : l'homme fragile et vulnérable. Le bon. L'homme du premier matin. En plus, la paix profonde du désert venu du silence incommensurable efface les angoisses, calme les tristesses et permet à l'homme de chasser le morbide, l'artificiel, le dérisoire et de replonger l'humain à la source de son être profond.

Il tend l'oreille, mais rien ne vient troubler sa quiétude. Si, un léger frémissement, une vibration de l'air semble secouer le silence opaque, tel le chant redouté du démon de l'erg dont parlent les vieux nomades. Et la nuit retombe dans sa merveilleuse quiétude. Nuit splendide. Nuit sublime... Mais qui dira jamais les nuits dans le sable du Ténééré ? Sur le désert apaisé ne passe plus la bourrasque. Après avoir tourné follement au-dessus de la steppe, chaque grain de sable a retrouvé son lit éphémère dans l'ossature dunaire.

Je bâille. Les paupières s'alourdissent. Il fait froid. Le sommeil me tente. Mais non, je ne puis m'arracher au sortilège de cet instant délicieux tout gonfié de silence sous la lune, à l'envoûtement de tout ce qui est vidé de l'humaine substance, à la gloire infinie fascinante.

Mais déjà Véau rougeoyant du *litham* à l'Orient annonce que la nuit va finir. Lentement, les premières lueurs de l'aube pénètrent dans les creux des collines. Le regard se pose sur les longs plis parallèles des dunes toutes gaufrées de carcasses du vent. Le thé murmure dans la bouillotte de Si Moussa, qui, accroupi face à l'Est, rend grâce au miel pour cette journée nouvelle. Une journée semblable à toutes les journées du Sahara ; inondée de lumières qui à profusion, incandescentes et monotones.

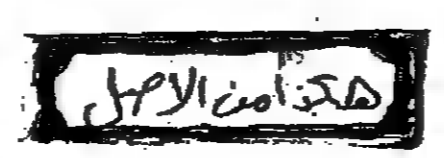
(Copyright Souffles, 1987.)

(1) Caravanes de plusieurs milliers de chameaux chargés de sel et de dattes pour les marchés du sud.

(2) Fleuve Niger.

(3) Pénitence méhariste, créé par les autorités françaises pour maintenir l'ordre dans les régions nomades.

(4) Ce chant, connu depuis le combat de l'expédition à la fin du siècle dernier, prônait et célébrait la lutte menée contre les envahisseurs.



A vertical sidebar on the right side of the page, containing a list of names and titles under the heading 'LECTEURS SOLIC'. The text is small and partially obscured by shadows and the edge of the page.

Jeune 1985

Dans les revues...

AFRIQUE AFRICAINE

PRÉSENCE AFRICAINE. Un très riche numéro à l'occasion des quarante ans de la revue. Landing Savane examine les problèmes de population de l'Afrique et annonce un « nouvel ordre démographique » mondial. D'autre part, une longue étude d'Issac Ngoma sur l'Université, la société et le développement en Afrique centrale et la reproduction d'un entretien réalisé en 1969 avec l'écrivain James Baldwin. (N° 143, troisième trimestre, trimestriel, 100 F. - 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

PEUPLES MÉDITERRANÉENS. L'un des principaux enjeux de la guerre du Golfe est la survie du régime basiste irakien au pouvoir depuis juillet 1968. Un excellent numéro de PEUPLES MÉDITERRANÉENS aide à lever le voile sur cette société, la place qu'y tient le pétrole, l'émergence des élites basistes, les limites du développement ainsi que sur la majorité chiite éloignée des centres de décision mais qui détient les clés de l'avenir du système. (N° 46, juillet-septembre 1987, trimestriel, 75 F. - BP 1907, 75227 Paris Cedex 07.)

CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE. Dans cette publication de l'Institut international de recherche et de formation à Amsterdam, une longue étude de Momo Ehyo qui replace le succès de l'économie japonaise dans sa dimension historique depuis 1945 : « Lutte de classe et innovation technologique ». Un rapport indispensable (N° 5, 1987, cinq numéros par an, 25 F. - CER/NSR, 2, rue Richard-Lenoir, 75001 Paris.)

DÉFENSE NATIONALE. L'ambassadeur Pierre Lacombe étudie le phénomène de la « guerre méditerranéenne », dont il souligne l'usage habile et, selon lui, dangereux quand elle est menée par l'URSS ou l'Iran. Également, sous la plume de Pierre Assolant, une analyse politique et économique du budget américain de la défense. (Décembre, mensuel, 38 F. - 1, place Joffre, 75780 Paris.)

REVUE DE L'OTAN. Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, étudie les conséquences pour l'Alliance de l'élimination des communistes. (Octobre, bimestriel - Service d'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles, Belgique.)

NEW YORK REVIEW OF BOOKS. « Et la suite ? », demande Felix Rohatyn après le « mardi noir ». Le banquier américain, qui avait été l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme, active aujourd'hui l'attention sur les difficultés de la Russie en ordre des marchés boursiers et du système monétaire international. Dans le même numéro, un article d'Andrew Hacker sur la situation des Noirs aux États-Unis : « American Apartheid ». (Vol. XXIV, n° 19, 3 décembre, mensuel, numéros par an, 2 dollars. - PO Box 948, Farmingdale, NY 11737, États-Unis.)

ÉCONOMIE ET HUMANISME. « Dette du tiers-monde : crise ou mutations ? », un riche dossier dans lequel sont examinés les transformations du système monétaire international et la nouvelle stratégie des financiers. (N° 297, septembre-octobre, Mensuel, 50 F. - 14, rue Antoine-Dumont, Lyon Cedex 02.)

CAMPAGNES SOLIDAIRES. Un article sur les échanges agricoles internationaux de la soie et le riz : « Chacun pour soi ». (N° 3, novembre, mensuel, 5 F. - 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.)

CERES. Les échanges Sud-Sud, notamment l'intégration du marché au sein de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADOC) comme enjeu de la sécurité alimentaire. (N° 118, juillet-août (deuxième trimestre), mensuel, 4 dollars. - FAO, via Delle Torree di Carrara, 10100 Roma.)

FAIM DEVELOPPEMENT. Le CCFD s'intéresse aux réfugiés et aux techniques de survie dans les « faibles » trinitaires. (N° 43, novembre, mensuel, 3 F. - 4, rue Jean-Lautier, 75001 Paris.)

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE. En une dizaine d'articles, un sujet

particulièrement d'actualité : l'Europe financière. (N° 2, septembre, trimestriel, 110 F. - 56, rue de Lille, 75007 Paris.)

LA LETTRE DE SOLAGRAL. Le dossier du mois est consacré à l'incidence de l'agriculture méditerranéenne des nouveaux pays de la Communauté dans la politique agricole commune, ainsi qu'aux effets de la PAC sur des pays non membres comme l'Algérie. (N° 64, novembre, mensuel, 13 F. - 185, rue de Charonne, 75011 Paris.)

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS. Un numéro centré sur la place de l'agriculture dans les politiques économiques en Europe, aux États-Unis, et aussi dans quelques pays africains. (Tome XXI, n° 7, série « Progrès et agriculture », juillet, 120 F. - Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. Au sommaire, une note du commissariat général du plan sur la dégradation du commerce extérieur industriel en France et deux études sur la politique régionale européenne. (N° 2049, 18 novembre, hebdomadaire, 7,50 F. - La Documentation Française, Paris.)

NEW LEFT REVIEW. Une interrogation sur les raisons de l'échec travailliste aux élections de juin dernier et une analyse de la dynamique du Thatcherisme. (N° 165, novembre, hebdomadaire, 2,50 livres. - PO Box 328, London W1V 3EH.)

LA NOTE DE LIBRES. Des notes de recherches sur la relation équivoque entre automatisme et qualification, et une analyse des organisations patronales italiennes. (N° 13, troisième trimestre, trimestriel, abonnement mensuel 250 F. - 1, rue de la Folie-Méricourt, 75116 Paris.)

LA REVUE NOUVELLE. Une série d'articles sur la politique et la culture autrichiennes d'aujourd'hui. (N° 11, novembre, mensuel, abonnement mensuel 2300 francs belges. - 24, rue Poterberg, 1030 Bruxelles.)

LETON. Un dossier sur la Chine pour « mettre en évidence la continuité de l'idée démocratique dans la constitution du régime communiste qui remonte au mouvement des Cent Fleurs en 1957 ». (N° 14, septembre, mensuel, quatre numéros : 100 F. - BP 70 75063 Paris Cedex 12.)

JAPON ÉCONOMIE. La nouvelle orientation de l'aide officielle japonaise au développement. (N° 209, grande. - 14, rue Charonne, 75116 Paris.)

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LANGUEGEOGRAPHIQUE. Conscrit totalement à l'intégration territoriale en Europe de l'Est et en URSS. (N° 1-2, janvier-juin, trimestriel, 130 F. - Université Paul Valéry, BP 5043, 34033 Montpellier Cedex.)

CONSCIENCE ET LIBERTÉ. Un numéro spécial sur « La vie religieuse en Pologne ». Études sur toutes les minorités religieuses (juifs, orthodoxes, baptistes, méthodistes...) et sur « Le catholicisme dans la société et la vie quotidienne ». (Octobre, développement, N° 209, grande. - 17, 3006 Berne.)

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. Une étude sur l'industrie de l'habillement à l'Est et une analyse de la réforme de l'entreprise en Pologne. (N° 322, octobre, mensuel, 41 F. - La Documentation Française, Paris.)

NON-VIOLENCE ACTUELLE. Un dossier sur la Pologne et un témoignage sur la réforme agraire aux Philippines. (Novembre, mensuel, 15 F. - 20, rue de Drièrat, 45200 Montargis.)

CAPITULOS DEL SELA. Un numéro spécial, en anglais, sur « L'insertion de l'Amérique latine dans le commerce mondial ». (N° 14, octobre, trimestriel, 5 dollars. - Apartado de correos 27635, Caracas 1010 A, Venezuela.)

LIANSONS INTERNATIONALES. A lire : l'importante déclaration des théologues latino-américains réunis à l'occasion de la deuxième assemblée générale de l'Association continentale des théologues du tiers-monde. (N° 23, novembre, trimestriel, abonnement mensuel : 450 FB. - COELI, rue de Boulogne, B-1000 Bruxelles.)

LE JOURNAL DE LA PAIX. Le mensuel de Pax Christi souligne l'importance aux États-Unis du « Mouvement des anciens, principale force d'opposition » à la politique de Washington en Amérique centrale. (N° 254, novembre, mensuel, 12 F. - 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

PENSAMIENTO PROPIO. Une conversation - sur Che Guevara, l'homme et le théoricien - entre l'écrivain Eduardo Galeano et le ministre sandiniste Tomás Borge. (N° 44, octobre, mensuel. - CRIES, Apartado 3516, Managua, Nicaragua.)

ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS. Sur « Indiens, peysans et femmes d'Amérique latine ». A lire : les articles de Luisa Paré (« Le mouvement paysan au Mexique ») et d'Oscar Murillo (« Les paysans et le néo-péruvien »). (Vol. 11, n° 2, novembre, trimestriel, 9 dollars canadiens. - Université Laval, 918 774, Québec.)

MIDDLE EAST JOURNAL. L'expansion du commerce de la Turquie avec le Proche-Orient (Hafis Alder) et l'histoire du communisme égyptien dans les années 40 et 50 et ses rapports avec le marxisme (Joël Besson). (Vol. 42, n° 4, novembre, trimestriel, 6,95 dollars. - 176 N Street, NW, Washington, DC 20036, États-Unis.)

ÉTUDES INTERNATIONALES. Étude équilibrée, par Jean E. Maszonen, des données de la guerre entre l'Irak et l'Iran : les buts de guerre, les stratégies, les moyens et la responsabilité des grandes puissances. (N° 24, 3-57, octobre, trimestriel, 2 dollars. - BP 156, Tulle-Belvédère, 1912 Tulle.)

JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. Mervyn Bernstein analyse l'isolement des territoires occupés, revient que le conflit israélo-paléstinien en est venu aujourd'hui à ses dimensions originales : une lutte intercommunitaire telle qu'elle s'exprimait à l'époque de la révolte arabe de 1936. Conclusion : Israéliens et Palestiniens doivent trouver ensemble une solution « à l'abri des forces extérieures ». (Vol. XVII, n° 1, automne, trimestriel, 4,95 dollars. - Georgetown School, PO Box 25301, Washington DC 20087-3343.)

MIDDLE EAST REPORT. Un numéro spécial sur les droits de l'homme au Proche-Orient. Également, un article de Jean-Jacques sur les Verts allemands et Israël. (N° 149, novembre-décembre, mensuel, 3,50 dollars. - MERIP, Room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

LES CAHIERS DE L'ORIENT. Un dossier sur la Tunisie après Bourguiba et une longue étude sur la pensée de Hafiz el Assad à travers l'analyse d'une dizaine d'entretiens réalisés entre 1976 et 1987. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 80 F. - 80, rue Saint-Denis, 75007 Paris.)

RPE ACTUALITÉS. Les difficultés de paiement de la Côte-d'Ivoire, aggravées par la chute des cours du café et du cacao, qui représentent 60 % des exportations ivoiriennes. (N° 225, septembre, dix numéros par an, 60 F. - Banque française de commerce extérieur, 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.)

REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY. Plusieurs articles sur le mouvement ouvrier au Nigéria, en Afrique du Sud. (N° 39, trois numéros par an, abonnement mensuel : 9 livres. - Registry House, 75-77 St Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Grande-Bretagne.)

LE JOURNAL DE LA PAIX. Le mensuel de Pax Christi souligne l'importance aux États-Unis du « Mouvement des anciens, principale force d'opposition » à la politique de Washington en Amérique centrale. (N° 254, novembre, mensuel, 12 F. - 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

PENSAMIENTO PROPIO. Une conversation - sur Che Guevara, l'homme et le théoricien - entre l'écrivain Eduardo Galeano et le ministre sandiniste Tomás Borge. (N° 44, octobre, mensuel. - CRIES, Apartado 3516, Managua, Nicaragua.)

ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS. Sur « Indiens, peysans et femmes d'Amérique latine ». A lire : les articles de Luisa Paré (« Le mouvement paysan au Mexique ») et d'Oscar Murillo (« Les paysans et le néo-péruvien »). (Vol. 11, n° 2, novembre, trimestriel, 9 dollars canadiens. - Université Laval, 918 774, Québec.)

MIDDLE EAST JOURNAL. L'expansion du commerce de la Turquie avec le Proche-Orient (Hafis Alder) et l'histoire du communisme égyptien dans les années 40 et 50 et ses rapports avec le marxisme (Joël Besson). (Vol. 42, n° 4, novembre, trimestriel, 6,95 dollars. - 176 N Street, NW, Washington, DC 20036, États-Unis.)

ÉTUDES INTERNATIONALES. Étude équilibrée, par Jean E. Maszonen, des données de la guerre entre l'Irak et l'Iran : les buts de guerre, les stratégies, les moyens et la responsabilité des grandes puissances. (N° 24, 3-57, octobre, trimestriel, 2 dollars. - BP 156, Tulle-Belvédère, 1912 Tulle.)

JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. Mervyn Bernstein analyse l'isolement des territoires occupés, revient que le conflit israélo-paléstinien en est venu aujourd'hui à ses dimensions originales : une lutte intercommunitaire telle qu'elle s'exprimait à l'époque de la révolte arabe de 1936. Conclusion : Israéliens et Palestiniens doivent trouver ensemble une solution « à l'abri des forces extérieures ». (Vol. XVII, n° 1, automne, trimestriel, 4,95 dollars. - Georgetown School, PO Box 25301, Washington DC 20087-3343.)

MIDDLE EAST REPORT. Un numéro spécial sur les droits de l'homme au Proche-Orient. Également, un article de Jean-Jacques sur les Verts allemands et Israël. (N° 149, novembre-décembre, mensuel, 3,50 dollars. - MERIP, Room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

LES CAHIERS DE L'ORIENT. Un dossier sur la Tunisie après Bourguiba et une longue étude sur la pensée de Hafiz el Assad à travers l'analyse d'une dizaine d'entretiens réalisés entre 1976 et 1987. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 80 F. - 80, rue Saint-Denis, 75007 Paris.)

RPE ACTUALITÉS. Les difficultés de paiement de la Côte-d'Ivoire, aggravées par la chute des cours du café et du cacao, qui représentent 60 % des exportations ivoiriennes. (N° 225, septembre, dix numéros par an, 60 F. - Banque française de commerce extérieur, 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.)

REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY. Plusieurs articles sur le mouvement ouvrier au Nigéria, en Afrique du Sud. (N° 39, trois numéros par an, abonnement mensuel : 9 livres. - Registry House, 75-77 St Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Grande-Bretagne.)

LE MONDE DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE. Cette nouvelle revue regroupe des responsables et animateurs des différents composantes du mouvement syndical. Elle se propose, en particulier, de contribuer au débat sur le projet social et de participer à l'élaboration de réponses syndicales. 1048 trois numéros par an ; dans le dernier, un dossier sur le travail précaire. (N° 3, septembre, trimestriel, 30 F. - BP 74, 75008 Paris Cedex 28.)

POUR. La revue du Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective consacre un numéro à la distinction juvénile, à l'éducation surveillée et à la recherche de solutions pour le travail précaire. (N° 3, septembre, trimestriel, 30 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris.)

SCIENCES ET TECHNIQUES. Les fiches de présentation des cinquante-huit nouveaux projets Euréca adoptés à Madrid en septembre et la description des premiers pas de la télévision haute fidélité en Europe. (N° 42-43, novembre-décembre 1987, mensuel 30 F. - 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

LECTEURS SOLIDAIRES

Nous avons lancé, dans nos deux précédents numéros, un appel à des lecteurs solidaires afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à ces appels nous avons reçu, pour l'instant, les sommes suivantes :

29 chèques de 50 F.....	1450 F
33 chèques de 100 F.....	3300 F
1 chèque de 150 F.....	150 F
11 chèques de 200 F.....	2200 F
18 chèques de 250 F.....	4500 F
14 chèques de 313 F.....	4382 F
TOTAL.....	15982 F

Ce fonds sera géré par un comité constitué par les suivantes personnes :

M. Claire Brisset, fonctionnaire de l'UNICEF, Genève.

M. Jacques Chonchol, ancien ministre de Salvador Allende, directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine à Paris.

M. Pierre de Charentenay, directeur de la revue des Jésuites Cahiers pour croire aujourd'hui, Paris.

M. Edmond Joue, professeur à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.

M. Tchicaya U Tamsi, romancier, poète et dramaturge congolais.

Ce comité choisira les bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous pourrions envoyer gratuitement notre journal.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou M^{me}

n° rue

à Code postal

lecteur du « Monde diplomatique » depuis ans, versé par

chèque bancaire chèque postal

la somme de :

250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

313 F pour un abonnement en Amérique latine.

ou de 50 F 100 F 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique - Lecteurs Solidaires - 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.)

À la demande de ses lecteurs

LE MONDE DIPLOMATIQUE

lance une collection « MANIÈRE DE VOIR »

rassemblant par thèmes ses principaux articles

LE MONDE diplomatique DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE

Manière de voir I

« Toute crise - et pas seulement les crises économiques - agit dans le tête des gens. » CLAUDE JULIEN.

CRISE ÉCONOMIQUE OU CRISE DE LA CULTURE ?

La crise est souvent présentée comme un dérèglement strictement économique. Les experts rivalisent d'explications savantes sur le mal et ses remèdes. Les citoyens ne les suivent pas.

Le Monde diplomatique s'intéresse sur la société elle-même et sur les valeurs d'une classe politique fascinée par les progrès technologiques sans penser à leurs finalités. Il reste à inventer un projet de civilisation.

Au regard trop étroit des spécialistes, le Monde diplomatique oppose sa propre « manière de voir ».

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE : LOCALITÉ : PAYS :

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

TARIF FRANCE hors d'application 42 F

TARIF ÉTRANGER hors d'application 45 F

DES AÇORES A L'INDE PAR LA TOSCANE

Le naufrage des vies ravagées

FEMME DE PORTO PIM ET AUTRES HISTOIRES, d'Antonio Tabucchi (traduit de Fitalien par Lise Chapuis), Christian Bourgois, Paris, 1987, 108 pages, 60 F.

LES écrivains italiens occupent à nouveau, aujourd'hui, dans le champ littéraire international, l'une des toutes premières places.

Si la ressemblance physique d'Antonio Tabucchi avec James Joyce est frappante, peut-être n'est-ce qu'un petit malentendu sans importance.

« Réves dirigés », les récits d'Antonio Tabucchi se sont incontestablement, sans compter que le rêve comporte toujours, transposés, des éléments de la veille.

La veille, c'est aussi, dans Nocturne indien, le voyage en Inde d'un personnage en quête d'auteur : le narrateur recherche un ami disparu tout en écrivant un roman qui est l'hypothétique histoire que raconte l'ami disparu recherché par le narrateur.

La veille, c'est encore l'archipel des Açores, la pêche à la baleine, la lecture des poètes, Fernando Pessoa, Antonio Machado, Charles Baudelaire, les bons livres de voyage que Tabucchi affectionne tant, parce que, écrit-il : « Ils ont le pouvoir d'offrir un ailleurs théorique et plausible à notre ici compact et inéluctable. »

Bien d'autres lieux, Paris, Biarritz, Lisbonne, New-York, et bien d'autres situations, sont déclinés dans ces récits où les affinités de trame et d'écriture permettent d'appréhender la profonde originalité de l'œuvre de cet écrivain singulier.

PARADOXALEMENT, la « matière » des récits, c'est le désarroi culturel contemporain, ce sont les vœux noirs, les angles morts, les incertitudes de cours des choses et des êtres, peuplés d'incognites, de fausses évidences, de réalités inventées et de fictions réelles, de nostalgies et d'équivoques.

Enfin, métaphores de l'écriture : les femmes, à la cruelle beauté qui « fait battre les tempes », comme Yehorath la femme-murine de Porto Pim, tuée à coups de harpon, ou Sparafucile, tuée à coups de gages qui se laisse aimer avant d'écouter sa proie, ou l'énigmatique Myriam, « transportée » par la Bugatti royale de Proust.

FRANÇOIS VITRANI.

(1) Ce livre vient de recevoir le prix Médicis étranger.

CULTURE

POUR UNE POIGNÉE D'ÉLECTRONS. - Yves Stourdz

* Fayard, Paris, 1987, 431 pages, 140 F.

Un ouvrage en forme d'hommage qui reprend des textes, dont certains inédits, écrits entre 1973 et 1986 par Yves Stourdz, mort en décembre 1986 à l'âge de trente-neuf ans.

Brillants et éclectiques, les textes réunis dans Une Poignée d'électrons constituent une réflexion originale sur le pouvoir et la communication.

B. C.

FRANCOPHONIE

LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE FRANCOPHONIE. - Conférences et débats, sous la direction de Gérard Conac, Christine Desouches, Louis Sabourin

* Economica, Paris, 1987, 378 pages, 95 F.

La francophonie, une idée neuve ? Certes non. Il demeure néanmoins que dans ce cadre s'accomplit aujourd'hui un important mouvement de réflexion, qui associe à la France les États par lesquels transite la pratique du français.

C'est à cet exhaustif travail de recherche que se sont livrés universitaires, responsables politiques et étudiants de toutes nationalités.

CAROLE DANY.

POLITIQUE

LA HAUTE COUR, 1789-1987. - Raymond Lindon et Daniel Anson

* Presses universitaires de France, Paris, 1987, 106 pages, 52 F.

La Haute Cour, devant laquelle comparaitra peut-être l'ancien ministre Christian Naccé, prit naissance le 23 juillet 1789 pour juger les « dépositaires du pouvoir qui se seraient rendus coupables de crime de lèse-nation ».

DENIS RUELLAN.

TOUT VA TRÈS BIEN, MONSIEUR LE MINISTRE. - Daniel Schneidermann

* Belfond, Paris, 1987, 340 pages, 120 F.

Si la coupure entre les élites au pouvoir et le commun des mortels - l'une des causes majeures des dysfonctionnements du système démocratique - a souvent été analysée, Daniel Schneidermann, au terme d'un passionnant reportage au sein de la « classe » politique française, rapporte une multitude de faits et d'anecdotes qui l'illustrent.

Les plus puissants alliés de cette politique spectacle sont les « grandes signatures » de la presse, alimentant plus exploitant le fonds de commerce des petites phrases, et tirant leur légitimité de la fréquentation quotidienne des témoins de la vie publique.

BERNARD CASSEN.

RELIGION

JEAN XXIII. Le pape du Concile. - Peter Hebblethwaite

* Le Ceramion, Paris, 1987, 596 pages, 170 F.

Le 25 novembre 1881, naissait à 15 kilomètres de Bergame, dans une famille de très modestes notables, Angelo Giuseppe Roncalli.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

Le monde africain est totalement religieux, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement.

les livres

STRATÉGIE

SÉCURITÉ ET DÉSARMEMENT EN EUROPE.

- Jean Klein

* Institut français des relations internationales, Paris, 1987, 387 pages, 165 F.

C'est la première fois qu'un Français est rassemblé l'ensemble des problèmes soulevés par les diverses approches du désarmement, qu'il s'agisse de la réduction des forces conventionnelles ou des négociations sur les forces nucléaires, en particulier celles à portée intermédiaire et à plus ou moins court terme.

Jean Klein en traite sans aucun conformisme et sans crainte d'aller à l'encontre des modes qui prévalent en ce domaine.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

LES ACCORDS SALT. - Notburga K. Goller-Calvo et Michel A. Calvo

* Éditions Eyrolles, Bruxelles, 1987, 210 pages, 320 F. Également édité en anglais par Martinus Nyhoff, Dordrecht, Pays-Bas, sous le titre The Salt Agreements.

Trop d'espérances déçues, trop d'illusions trompeuses, surtout entre les deux guerres mondiales, ont détourné l'opinion publique de la question du désarmement. Rien ne semble pouvoir ébranler son scepticisme.

L'ouvrage de Michel A. Calvo et de sa femme, Notburga K. Goller-Calvo, comble dans une lecture. Leur formation de juristes les a conduits naturellement à accorder la plus grande part aux aspects juridiques de l'ensemble des textes très hétérogènes - traités, accords, déclarations et résolutions - qui ont successivement constitué les accords SALT-I et II.

M. Paul C. Warnke, responsable des affaires de désarmement à Washington durant plusieurs années, montre, dans une introduction qui ne va pas sans critique, que des accords devenaient possibles dès lors qu'on pouvait ainsi contrôler l'application.

P. M. G.

TÉMOIGNAGE SUR NOTRE TEMPS

Une civilisation en son miroir

LES DÉMONS DE LA COUR DE ROHAN, de René-Victor Pilhes, Alain Michel, Paris, 1987, 435 pages, 120 F.

ARRISSIMES sont les écrivains français contemporains - romanciers, poètes, dramaturges - qui prennent à bras-le-corps les drames de notre temps, comme l'ont fait ou le font, tout près de nous, par exemple, un Sciascia, un Luce, un Frisch, un Boll.

Il se trouve pourtant un écrivain qui trouble l'époque, et qui l'estime troublée, ou, plus exactement visqueuse, malaisée, accoucheuse de neries et que ne fascine pas l'ordinateur ni son programme incorporé de la trahison, les compromissions, tous les ingrédients du chaos de demain pour peu que le présent aille, au nom des intérêts du jour, certaines victimes, ou leurs descendants, du chaos d'hier.

Voilà deux ans, avec La Pompe, René-Victor Pilhes nous avait, en haute Arizège, à Tombronne, fait sentir les peu ragoutants fumets s'exhalant de cette saute fin de siècle, où se marient les réactions d'hier et celles de notre temps, en d'autres termes la collaboration amnésique et le grand capital « post-moderne » (1). D'jà, dans la culture et de catégories sociales, l'ancienne répartition et le nouveau - ou se prétendant telle - se hérissent contre ce monde naufragé au fil d'une histoire du plus fou baroque qui, comme on dit, ne se résume pas.

VOICI, avec Les Démons de la cour de Rohan, la suite et la fin de cette folle tranchée de vie et de mort. Nous navigons toujours en plein baroque avant une explication finale du mystère, où ce baroque se dissout pour laisser place au froid érosion politique.

Dans ce second volet de l'histoire, le terrorisme tient, en apparence, une place essentielle. Des jeunes, opérant « sous le joug d'une logique implacable et démente », se sont transformés en « démons ». Ils se lancent dans la lutte armée, contre Franco, le stalinisme, l'impérialisme, le capitalisme. Quelque part en haute Arizège, ils s'entraînent, tuent un banquier enlevé et « jugé », mais aussi se querellent jusqu'à la rupture. Une rupture qui a pour source le drame proche-oriental : les jeunes juifs abandonnent le combat révolutionnaire lorsque tombent, lors d'actions terroristes, des Israéliens. Le Proche-Orient est partout dans le livre, il hante les débats parisiens comme ceux des grosses pyramides.

L'auteur, à travers des personnages divers, exprime son « angouisse » de voir « cette affaire israëlo-palestinienne » bismarck « éclater à la face et dans le ventre du monde ». Et il ne cache pas sa stupeur de voir succéder d'antagonisme quiconque vitupère la collaboration « d'une partie de l'extrême-droite » avec la vieille droite antirépublicaine... et antisémite, qui ne cesse de se poser en amie d'Israël. Des remarques qui ne plairont pas à tous.

Omniprésent, le terrorisme n'est pourtant dans le livre que le reflet fou, démoniaque, le miroir saignant d'une civilisation elle-même folle, démoniaque, d'un monde sans foi ni loi. René-Victor Pilhes est un écrivain témoin de son temps. Et il fait très mauvais temps.

JACQUES DECORNOY.

(1) Le Monde diplomatique de février 1985 a publié des extraits de La Pompe ainsi qu'un article d'Yves Teyssie intitulé : « Écrivains en proie sur le réel ? L'imaginaire social ».

Des professionnels de l'écriture à votre service pour Rédiger, remercier, enregistrer le livre que vous portez en vous.

Ecrire à : SOS Manuscript 11, Rue Boyer-Barret 75014 Paris

الكتاب

L'ÉLAN BRISÉ DE LA SOLIDARITÉ

L'Éthiopie, encore !

Par CLAIRE BRISSET

L'ETHIOPIE, encore ! Oui, encore. La catastrophe alimentaire, la famine, sont de nouveau là, s'offrant au regard d'une opinion mondiale que l'on dit, qui s'affirme, « fatiguée » d'une telle répétition.

Parce que la racine du problème, disent les bonnes âmes, est aujourd'hui politique. Comme si le génocide des juifs, des tziganes et des malades mentaux pendant la seconde guerre mondiale avait trouvé ses racines ailleurs que dans la politique.

Car c'est un jugement sommaire. La nouvelle catastrophe qui s'abat sur l'Éthiopie n'est pas seulement « politique ». Elle est d'abord climatique. Les premières pluies, celles qui sont nécessaires aux semailles, ont bien eu lieu en juin et au début de juillet.

La famine est telle, dans le Nord surtout, que les paysans ont recommencé, comme en 1984-1985, à migrer vers les villes, vers les anciens points de distribution de l'aide, solution désespérée et en elle-même catastrophique.

Un appel réitéré. Il est tard, car la « lassitude » de l'opinion s'exprime dans les chiffres de l'aide. Pourtant, dès septembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenté d'alarmer les donateurs.

Des vivres pour trois semaines. QUELQUES jours plus tard, l'Organisation des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) lançait à son tour un appel à l'aide, soulignant que, dans les seules provinces du Nord, trois millions de paysans n'avaient plus que trois semaines de vivres et qu'il faudrait reprendre les largages aériens de secours vers les zones totalement isolées.

précisait : « Il est actuellement certain que la production totale de céréales pour 1988 accusera une chute spectaculaire (...). Afin d'éviter la réouverture des camps, des allocations supplémentaires d'aide à l'Éthiopie doivent être effectuées et les secours acheminés d'urgence vers les régions affectées. »



(Thierry Thévenin)

de réservoirs d'eau, de médicaments, de tentes, car la constitution de camps, soulignait-on à Bruxelles, « apparaît inévitable ».

Malgré cette aide d'urgence, tout laisse prévoir que la situation risque d'être pire encore que celle de 1984-1985, car alors une mobilisation sans précédent de l'opinion internationale avait permis d'atténuer quelque peu l'ampleur du désastre. Qu'en sera-t-il cette fois ?

Lorsqu'on sait qu'il faut à l'aide quelque six mois avant de parvenir à destination finale, étant donné les énormes problèmes logistiques qui se posent, les difficultés du transport intérieur notamment, on imagine à l'avance que, dans bien des cas, les secours arriveront trop tard. A moins, bien sûr, que l'aide déjà sur place puisse être acheminée et que le flux des secours ne soit interrompu à aucun moment.

« Ouvrir les routes de la survie »

C'EST ici qu'intervient, précisément, la « politique ». Il serait plus exact d'employer le terme de « guerre », car c'est bien une guerre, celle du désespoir, que se livrent aujourd'hui le gouvernement d'Addis-Abeba et les mouvements érythréen et tigréen.

L'Éthiopie est, depuis septembre dernier, une « République démocratique et populaire » - alors que le régime se qualifiait lui-même, précédemment, de « provisoire », - et la nouvelle Constitution accorde l'autonomie interne à cinq régions, dont l'Érythrée et le Tigré. Cette stabilisation des structures, cette autonomie dont les rebelles disent qu'elle n'est qu'un mot, leur ont donné l'énergie du désespoir.

Aussi le gouvernement n'a-t-il nullement l'intention de lâcher prise, et continue-t-il, contre vents et marées, d'investir la moitié de son maigre budget dans l'effort militaire. Erythréens et Tigréens, de leur côté, jouent eux aussi la politique du pire puisqu'ils ont manifestement décidé d'attaquer les convois d'aide, comme ils l'ont fait le 23 octobre. Ce jour-là, vingt-trois camions portant le drapeau des Nations unies et transportant 450 tonnes d'aide alimentaire ont été attaqués et brûlés par les rebelles. Une autre attaque a eu lieu le 11 novembre, contre un convoi d'aide privé.

Cette attitude, que M. Michael Priestley, coordonnateur à Addis-Abeba de toutes les aides des Nations unies, a qualifiée de « diabolique », est aussi suicidaire. Car elle risque d'aliéner tout le crédit dont les mouvements rebelles disposaient encore dans certains cercles de l'opinion internationale. Les rebelles ne tomberont-ils pas, en attaquant les convois d'aide, exactement sous la même accusation que celle que l'on n'a cessé de lancer, depuis deux ans, contre le gouvernement d'Addis-Abeba : l'utilisation de la famine comme instrument de pouvoir ?

C'est précisément pour cette raison que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, le 12 novembre à Genève, par la voix de son président, M. Cornelio Sommaruga, un appel solennel pour « ouvrir les routes de la survie ». Appel au gouvernement central pour qu'il ouvre les axes, non pas à son gré, mais en permanence. Appel aux rebelles pour qu'ils laissent passer l'aide.

Quand le cynisme s'ajoute ainsi au désastre climatique pour jeter six millions d'Éthiopiens sur les routes, quand l'opinion mondiale, fatiguée ou distraite, se détourne de ce pénible spectacle, que faire ? Sans doute garder à l'esprit ce qu'écrivait le fondateur de la Croix-Rouge, Henri Dunant, dans l'Avenir sanglant : « L'opinion publique est le plus puissant des potentats : que ceux donc qui se croient chargés de la guider, de la diriger, viennent en aide aux amis de la paix, en jetant, pour ouvrir du danger, un cri d'avertissement prolongé et que ce cri soit répété par cent mille échos dans tous les pays du monde. »

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Un livre de la Heritage Foundation : La « révolution conservatrice » contre M. Reagan, par Ingrid Carlander.

PAGES 3 à 5 :

LA CHINE APRÈS LE RÉCENT CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE : Vers le « troisième pas historique » ? par Xavier Luccioni. - Les minorités nationales au gré des variations de la politique générale, par Jean-Philippe Béja. - Socialisme... ou tentation capitaliste, par Jacques Decorsoy.

PAGES 6 et 7 :

Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev, suite de l'article de Jean-Marie Chauvier.

PAGES 8 à 15 :

LE TRIOMPHE DE LA DÉRAISON, suite de l'article de Claude Julien. - L'art et la manière de convertir une dette en pactole, par Frédéric F. Clairmont. - Quand le tiers-monde subventionne le développement des pays riches, par Claire Brisset et Rosalinda Mohr.

- Voici revenir le temps des magiciens, par Ignacio Ramonet. - Technologie et modernité : les signes du déclin, par Jean Glaspel.

PAGES 16 et 17 :

DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR : Des lendemains industriels hypothéqués par le laissez-aller libéral, par Bernard Cassen. - La parole à des patrons qui réussissent, par Jean-Loup Métais.

PAGE 18 :

Le rempart du nationalisme dans l'Iran en guerre, par Pierre Metzger.

PAGE 19 :

L'Europe solidaire pour la paix au Moyen-Orient, par Dominique Chevaller.

PAGES 20 et 21 :

QUELQUE PART À CUBA : Cienfuegos à l'heure de la « rectification », par Francis Fissai.

PAGES 22 à 24 :

NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE : « Yeelen » ou la magie des contes, par Ignacio Ramonet. - Des scènes enlevées par le langage, par Michel Labé Ewané. - Les origines sacrées de notre théâtre, par Tchicaya U Tamsi. - « Une nuit au Ténéral », une nouvelle d'Abdoulaye Mamane.

PAGE 25 :

Dans les revues...

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Weimar en exil », de Jean-Michel Palmier, par Yves Florenne. - « Nocturne indien », d'Antonio Tabucchi, par François Vitrant. - « Les Démones de la cour de Rohan », de René-Victor Filles, par Jacques Decorsoy.

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1987 a été tiré à 145 000 exemplaires.

Décembre 1987

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

Vertical text on the right edge of the page, including a large 'LE' and various fragments of text from another page or document.